102e ANNÉE
VOL. 102

N° 30
4063

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 25 juillet 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, July 25, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 33015 — 1-52

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 33015 — 1-52

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

L'Agence de réclamations St-Jérôme inc. St-Jérôme Claims Adjustment Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean Côté, agent de réclamations, 111, rue Laflamme, Saint-Jérôme, Guy Pepin, 206, Darwin, Verdun, et Bernard Faribault, 175, DeGuire, Saint-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de réclamations, sous le nom de « L'Agence de réclamations St-Jérôme inc. — St-Jérôme Claims Adjustment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1452-1970

Agence de voyages Chimo Dixie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Maurice Sheiner, agent de voyages, 2287, chemin Bedford, Mont-Royal, Carmelo Fragapane, barbier, 5540, Victoria, Lachine, et Roma Sabourin, photographe, 65, Lilas sud, Dorval, pour les objets suivants:

Letters Patent

L'Agence de réclamations St-Jérôme inc. St-Jérôme Claims Adjustment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Côté, claims adjuster, 111 Laflamme St., Saint-Jérôme, Guy Pepin, 206 Darwin, Verdun, and Bernard Faribault, 175 DeGuire, Saint-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as claims adjusters, under the name of "L'Agence de réclamations St-Jérôme inc. — St-Jérôme Claims Adjustment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1452-1970

Agence de voyages Chimo Dixie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Sheiner, travel agent, 2287 Bedford Road, Mount Royal, Carmelo Fragapane, barber, 5540 Victoria, Lachine, and Roma Sabourin, photographer, 65 Lilas South, Dorval, for the following purposes:

Exploiter des agences de voyage, agences de réservations de billets et des bureaux de tourisme, sous le nom de « Agence de voyages Chimo Dixie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12, 45e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1835-1970

To operate travel agencies, reservation and ticket agencies, and tourism offices, under the name of "Agence de voyages Chimo Dixie inc.", with a total capital of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 12, 45th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1835-1970

Ambulance Inter-Municipale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gaston Bergeron, facteur, Rita Gagnon, ménagère, épouse dudit Gaston Bergeron, tous deux de 6540, avenue Wilderton, app. 8, Montréal, et Raymond Pharand, facteur, 115, Place Henri Dunant, La Prairie, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'ambulances, sous le nom de « Ambulance Inter-Municipale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 115, Place Henri Dunant, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1621-1970

Ambulance Inter-Municipale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Bergeron, mailman, Rita Gagnon, housewife, wife of the said Gaston Bergeron, both of 6540 Wilderton Ave., Apt. 8, Montreal, and Raymond Pharand, mailman, 115 Place Henri Dunant, La Prairie, for the following purposes:

To operate an ambulance business, under the name of "Ambulance Inter-Municipale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 115 Place Henri Dunant, La Prairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1621-1970

L'Association des Parents des Élèves de la Paroisse de Ste-Maria-Goretti Charlesbourg

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Lavoie, évaluateur agréé, 8255, rue Trudelle, J.-Robert Leclerc, industriel, 624, 76e rue ouest, et Francine Cormier, infirmière, épouse de Paul Cormier, 7155, rue Doucet, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Favoriser et encourager le regroupement des parents en vue du développement intellectuel, moral et physique de leurs enfants d'âge scolaire, sous le nom de « L'Association des Parents des Élèves de la Paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 7220, rue Trudelle, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2127-1970

L'Association des Parents des Élèves de la Paroisse de Ste-Maria-Goretti Charlesbourg

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Lavoie, chartered appraiser, 8255 Trudelle Street, J.-Robert Leclerc, industrialist, 624, 76th Street West, and Francine Cormier, nurse, wife of Paul Cormier, 7155 Doucet Street, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To promote and foster the grouping of parents with a view to intellectual, moral and physical development for their school-aged children, under the name of "L'Association des Parents des Élèves de la Paroisse de Ste-Maria-Goretti de Charlesbourg".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at 7220 Trudelle Street, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2127-1970

Bellevue Air Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1970, constituant en corporation: Clermont St-Gelais, pilote, Édèse Truchon, ménagère, épouse dudit Clermont St-Gelais,

Bellevue Air Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clermont St-Gelais, pilot, Édèse Truchon, housewife, wife of said Clermont St-Gelais, both of 6

tous deux de 6, boulevard Laprise, Saint-Félicien, et Normand Bouchard, gérant, Saint-Méthode, pour les objets suivants:

Établir et maintenir des lignes ou services aériens réguliers et de moyens de transport de toutes sortes, sous le nom de « Bellevue Air Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, boulevard Laprise, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1945-1970

Berclau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: George Wurtele, 32, rue Blainville est, Sainte-Thérèse, Claude Violette, 2250, rue Sherbrooke est, et Maurice-S. Hébert, 1400, avenue Pine ouest, suite 1504, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Berclau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2223-1970

Cabano Holdings Company Limited
Société de Gestion Cabano limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Nolan Boudreau, gérant général, 24, Dufferin, John Wesley MacDonald, courtier, 13, Stanley Street, tous deux de Campbellton, province du Nouveau-Brunswick, et Gérard LeBlanc, gérant général, Cross Point, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Cabano Holdings Company Limited — Société de Gestion Cabano limitée », avec un capital total de $125,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 381-1970

Chénier Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1970, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9e rue, Roxboro, Lucille Blais, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, et Cécile Contant,

Laprise Boulevard, Saint Félicien, and Normand Bouchard, manager, Saint-Méthode, for the following purposes:

To establish and maintain regular air services or lines and means of transport of all kinds, under the name of "Bellevue Air Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6 Laprise Boulevard, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1945-1970

Berclau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Wurtele, 32 Blainville St. East, Sainte-Thérèse, Claude Violette, 2250 Sherbrooke St. East, and Maurice-S. Hébert, 1400 Pine Ave. West, Suite 1504, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Berclau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 ach.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2223-1970

Cabano Holdings Company Limited
Société de Gestion Cabano limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nolan Boudreau, general manager, 24 Dufferin, John Wesley MacDonald, broker, 13 Stanley Street, both of Campbellton, Province of New Brunswick, and Gérard LeBlanc, general manager, Cross Point, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Cabano Holdings Company Limited — Société de Gestion Cabano limitée", with a total capital stock of $125,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Cabano, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 381-1970

Chénier Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Lucille Blais, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse West, and Cécile Contant,

fille majeure, 5060, Pie IX, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Chénier Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 15,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 672, rue Allion, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1018-1970

Club de chasse Les Ilets inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Roger Bernier, 7922, Place des Jésuites, Paul-B. Bois, 8685, du Plateau, et Réal Bouchard, 8495, Chamberry, tous trois ingénieurs, de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains et bâtisses pour la pratique du sport de la chasse, de la pêche, du camping et de la moto-neige, sous le nom de « Club de chasse Les Ilets inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4765, 1re Avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1922-1970

Club optimiste Ville du Lac Delage inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Hallé, professeur, 55, Delage, Paul-Henri Rhéaume, épicier, 150, 1re avenue, Lucien Racine, imprimeur, 24, boulevard Jacques Bédard, tous trois de Lac Saint-Charles, et Roland Joncas, administrateur, 5853, des Glaïeuls, Orsainville, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club optimiste Ville du Lac Delage inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Lac Delage, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1669-1970

Cosy Corner Bar-B-Q and Pizzeria Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Chénier Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each, 15,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and into 20,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 672 Allion Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1018-1970

Club de chasse Les Ilets inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bernier, 7922 Place des Jésuites, Paul-B. Bois, 8685 du Plateau, and Réal Bouchard, 8495 Chamberry, all three engineers, of Charlesbourg, for the following purposes:

To operate lands and buildings for hunting, fishing, camping and snowmobiling, under the name of "Club de chasse Les Ilets inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4765, 1st Avenue Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1922-1970

Club optimiste Ville du Lac Delage inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rolland Hallé, professor, 55 Delage, Paul-Henri Rhéaume, grocer, 150, 1st Ave., Lucien Racine, printer, 24 Jacques Bédard Blvd., all three of Lake Saint Charles, and Roland Joncas, administrator, 5853 des Glaïeuls, Orsainville, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste Ville du Lac Delage inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Lac Delage, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1669-1970

Cosy Corner Bar-B-Q and Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56 Place Heath, Daniel Kingstone, 4985, Iona, et André Larivière, 3101, Édouard-Montpetit, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles de rafraîchissements, de repas légers, bars laitiers, salons de thé, cafés, cafétérias, casse-croute, bars et salons de cocktails, sous le nom de « Cosy Corner Bar-B-Q and Pizzeria Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4687, boulevard Ste-Rose, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1569-1970

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Daniel Kingstone, 4985 Iona, and André Larivière, 3101 Édouard-Montpetit, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate restaurants, refreshment rooms, lunchrooms, dairy lunchrooms, tearooms, coffee-rooms, cafeterias, sandwich bars and cocktail lounge, under the name of "Cosy Corner Bar-B-Q and Pizzeria Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4687 Ste-Rose Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 1569-1970

DLST inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Albert-L. Bissonnette, 2, avenue Brynmor, Montréal-Ouest, Jaime W. Dunton, 8, chemin Condover, Pointe-Claide, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 439, Grosvenor, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « DLST inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637, boulevard Métropolitain est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2183-1970

DLST inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert-L. Bissonnette, 2 Brynmor Ave., Montreal West, Jaime W. Dunton, 8 Condover Road, Pointe-Claire, both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster of the full age of majority, 439 Grosvenor, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "DLST inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan Blvd., East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2183-1970

Delson construction (1970) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Marcel Hammond, constructeur, 39, Ouellette, Delson, Guy Gervais, avocat, 565, avenue Berwick, Mont-Royal, et Colombe Cousineau, secrétaire, fille majeure, 158, boulevard Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Delson construction (1970) inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Delson, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1667-1970

Delson construction (1970) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Hammond, builder, 39 Ouellette, Delson, Guy Gervais, advocate, 565 Berwick Avenue, Mount Royal, and Colombe Cousineau, secretary, spinster of the full age of majority, 158 Lévesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Delson construction (1970) inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Delson, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1667-1970

Distribution Samson inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Raymond Samson, 192, rue Wolfe, Lévis, René Samson, 180, St-Joseph, et Jacques Godbout, 170, St-Joseph, ces deux derniers de Lauzon, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries, et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Distribution Samson inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1451-1970

Distribution Samson inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Samson, 192 Wolfe St., Lévis, René Samson 180 St-Joseph, and Jacques Godbout, 170 St-Joseph, the latter two of Lauzon, all three businessmen for the following purposes:

To deal in bread, cake, pastry and in other baked goods, under the name of "Distribution Samson inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1451-1970

Dorval Books Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, 4865 chemin de la Reine Marie, app. 17, Richard Boucher, agent d'immeubles, 6625, 33e avenue, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3456, rue Aylmer, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de livres, magazines, périodiques, papeterie, fournitures de bureau et de tous les articles qui s'y rapportent, sous le nom de « Dorval Books Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 2430-1970

Dorval Books Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Wolfson, advocate, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Richard Boucher, realtor, 6625, 33rd Avenue, and Isabel Brodeur, secretary, fille majeure, 3456 Aylmer Street, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in books, magazines, periodicals, stationery, office supplies and all things pertaining to the same, under the name of "Dorval Books Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 Ste-Catherine Street West, Suite 300, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 2430-1970

Les Éditions du Griffon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marius Julien, 3294, l'Heureux, app. 8, Gaston-J. Beaudoin, 912, Rigaud, tous deux chimistes, et Jacques Méthé, étudiant, 1561, Monseigneur Taché, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions du Griffon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 912, rue Rigaud, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2192-1970

Les Éditions du Griffon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marius Julien, 3294 l'Heureux, Apt. 8, Gaston-J. Beaudoin, 912 Rigaud, both chemists, and Jacques Méthé, student, 1561 Monseigneur Taché, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as publishers, engravers, printers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Les Éditions du Griffon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 912 Rigaud St., St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2192-1970

Les Entreprises Jacques Ouellet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Israël Ouellet, restaurateur, Simonne Fournier, restauratrice, épouse dudit Israël Ouellet, tous deux de 1000, Champlain, Laval, et Reynald Brisson, homme d'affaires, 10615, des Prairies, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les Entreprises Jacques Ouellet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2019-1970

Ferblanco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Roger Genois, ferblantier couvreur, Jeannette Arsenault, ménagère, épouse dudit Roger Genois, tous deux de 1115, boulevard Masson, Robert Blouin, mécanicien, 2970 Maria-Goretti, tous trois de Québec, et André Côté, maître électricien, Saint-Siméon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et entrepreneurs en plomberie, chauffage, et réfrigération, sous le nom de « Ferblanco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115, boulevard Masson, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1845-1970

Fleuriste Au Petit Soleil ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1970, constituant en corporation: Claude Belley, fleuriste, 104, Maisonneuve, Gilbert Harvey, technicien, 359, Panet, tous deux de Jonquière, René Boivin, comptable, 84, Racine, Théodoric Harvey, trésorier, 70, Lapointe, tous deux de Kénogami, et Arlette Buchanan, secrétaire, épouse de Jan Buchanan, 723, Halstead, Ottawa, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fleurs naturelles et artificielles, bibelots, contenants pouvant servir à la préparation d'arrangements floraux, cartes, décorations murales, plantes fleuries, plantes vertes et cadeaux, sous le nom de « Fleuriste Au Petit Soleil ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1935-1970

Les Entreprises Jacques Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Israël Ouellet, restaurant keeper, Simonne Fournier, restaurant keeper, wife of Israël Ouellet, both of 1000 Champlain, Laval, and Reynald Brisson, businessman, 10615 des Prairies, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Les Entreprises Jacques Ouellet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 2019-1970

Ferblanco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Genois, tinsmith (roofer), Jeannette Arsenault, housewife, wife of said Roger Genois, both of 1115 Masson Boulevard, Robert Blouin, mechanic, 2970 Maria-Goretti, all three of Québec, and André Côté, master electrician, Saint-Siméon, for the following purposes:

To carry on business as electricians and plumbing, heating and refrigerating contractors, under the name of "Ferblanco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1115 Masson Boulevard, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1845-1970

Fleuriste Au Petit Soleil ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Belley, florist, 104 Maisonneuve, Gilbert Harvey, technician, 359 Panet, both of Jonquière, René Boivin, accountant, 84 Racine, Théodoric Harvey, treasurer, 70 Lapointe, both of Kénogami, and Arlette Buchanan, secretary, wife of Jan Buchanan, 723 Halstead, Ottawa, for the following purposes:

To deal in natural and artificial flowers, knick-knacks, receptacles for floral arrangements, cards, wall decorations, flowering plants, greenery and gifts, under the name of "Fleuriste Au Petit Soleil ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1935-1970

Le foyer de Dolbeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Benjamin LeBlanc, dentiste, 727, Walberg, Vilmond Boudreault, entrepreneur, 719, des Érables, et J.-Armand Vézina, commerçant, rue des Saules, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Administrer un foyer d'hébergement pour personnes âgées, sous le nom de « Le foyer de Dolbeau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1573-1970

Le foyer de Dolbeau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Benjamin LeBlanc, dentist, 727 Walberg, Vilmond Boudreault, contractor, 719 des Érables, and J.-Armand Vézina, trader, des Saules St., all three of Dolbeau, for the following purposes:

To administer a home for the aged, under the name of "Le foyer de Dolbeau inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1573-1970

Gentleman Custom Shirt Makers of Montreal Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean-Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de vêtements et articles vestimentaires et en faire le commerce, sous le nom de « Gentleman Custom Shirt Makers of Montreal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1410, rue Stanley, bureau 10, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 2290-1970

Gentleman Custom Shirt Makers of Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Gentleman Custom Shirt Makers of Montreal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1410 Stanley Street, Room 10, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 2290-1970

J. P. Gilbert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Paul-Henri Thibodeau, marchand, Armande Bernard, ménagère, épouse dudit Paul-Henri Thibodeau, et Henri-Louis Thibodeau, contremaître, tous trois de Beauceville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de tous appareils électriques, sous le nom de «J. P. Gilbert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 6129-1969

J. P. Gilbert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Henri Thibodeau, merchant, Armande Bernard, housewife, wife of said Paul-Henri Thibodeau, and Henri-Louis Thibodeau, foreman, all three of Beauceville, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all electrical appliances, under the name of "J. P. Gilbert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beauceville, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 6129-1969

Ginori Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montreal, Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner toutes sortes de tricots et articles vestimentaires et en faire le commerce, sous le nom de « Ginori Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 423, rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1592-1970

Ginori Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear and wearing apparel of all kinds, under the name of "Ginori Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 423 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 1592-1970

Green Park Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1970, constituant en corporation: Norman S. Kessner, avocat, Rhona Kessner, secrétaire, épouse dudit Norman S. Kessner, tous deux de 5887, rue Centennial, app. 65, et Gayle Rossman, institutrice, fille majeure, 5469, avenue Westminster, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Green Park Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1408-1970

Green Park Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norman S. Kessner, advocate, Rhona Kessner, secretary, wife of the said Norman S. Kessner, both of 5887 Centennial Street, Apt. 65, and Gayle Rossman, schoolteacher, spinster, 5469 Westminster Avenue, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Green Park Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 1408-1970

Groupe BBB ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean Gagnon, comptable, 627, Carré Dufault, Sainte-Thérèse, Gérard Chaput, administrateur, 38, Reid, Châteauguay, et Maurice Murphy, ingénieur, 75, Hannah, Beauharnois, pour les objets suivants:

Agir comme conseils en administration, sous le nom de « Groupe BBB ltée », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1744-1970

Groupe BBB ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Gagnon, accountant, 627 Dufault Square, Sainte-Thérèse, Gérard Chaput, administrator, 38 Reid, Châteauguay, and Maurice Murphy, engineer, 75 Hannah, Beauharnois, for the following purposes:

To act as managing counsellors, under the name of "Groupe BBB ltée", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1744-1970

Hughes Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, Montréal, G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7425, Querbes, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Hughes Industries Ltd. », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1539-1970

Hughes Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Montreal, G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, all three advocates, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7425 Querbes, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Hughes Industries Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 1539-1970

Impact Screengraphics Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1970, constituant en corporation: J. Henri Foisy, vendeur, 2110, Sauriol est, Claude Gravel, administrateur, et Jeanne Landry, ménagère, épouse dudit Claude Gravel, ces deux derniers, de 9360, DeTeck, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Impact Screengraphics Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 999, rue du Collège, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1174-1970

Impact Screengraphics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J. Henri Foisy, salesman, 2110 Sauriol East, Claude Gravel, administrator, and Jeanne Landry, housewife, wife of said Claude Gravel, the latter two of 9360 DeTeck, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and counsellors, under the name of "Impact Screengraphics Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and into 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 999 du Collège Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1174-1970

International Personnel Consultants Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1970, constituant en corporation: Roy Calvin Amaron, 1815, avenue Denton, Arthur Carey Strafford Stead, 510, avenue de l'Église tous deux de Dorval, et Sylviane Borenstein, épouse de C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir toutes sortes de services consultatifs et ceux touchant le personnel, sous le nom de « International Personnel Consultants Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1290-1970

International Personnel Consultants Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roy Calvin Amaron, 1815 Denton Avenue, Arthur Carey Strafford Stead, 510 l'Église Avenue, both of Dorval, and Sylviane Borenstein, wife of C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To provide consulting and personnel services of all kinds, under the name of "International Personnel Consultants Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460-o 1290-1970

L.W.P. Respond-A-Call Systems Inc.
Systèmes de réponses-à-l'appel L.W.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de machines et instruments qui enregistrent les messages téléphoniques et les transmettent, sur demande, aux abonnés et en faire le commerce, sous le nom de « L.W.P. Respond-A-Call Systems Inc. — Systèmes de réponses-à-l'appel L.W.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est sur le chemin Principal, route rurale 1, Hudson Heights, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
35460 2220-1970

L.W.P. Respond-A-Call Systems Inc.
Systèmes de réponses-à-l'appel L.W.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machines and instruments that record telephonic messages and transmit same upon request to the owners thereof, under the name of "L.W.P. Respond-A-Call Systems Inc.— Systèmes de réponses-à-l'appel L.W.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Main Road, Rural Route 1, Hudson Heights, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
35460-o 2220-1970

Roch Lessard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roch Lessard, entrepreneur, Huguette Fecteau, ménagère, épouse dudit Roch Lessard, tous deux de 668, 4e avenue, Saint-Georges-Est, et Jean Langevin, comptable agréé, 7620, Hoffman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Roch Lessard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 668, 4e avenue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
35460-o 1971-1970

Roch Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roch Lessard, contractor, Huguette Fecteau, housewife, wife of the said Roch Lessard, both of 668, 4th Ave., Saint-Georges-East, and Jean Langevin, chartered accountant, 7620 Hoffman, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Roch Lessard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 668, 4th Ave., Saint-Georges-East, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
35460 1971-1970

Lubrification Tremblay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Giovanni Tremblay, industriel, Rose-Marie Octeau, ménagère, épouse dudit Giovanni Tremblay, et Fernando Tremblay, opérateur, tous trois de 9360, de Laval, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Lubrification Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Lubrification Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giovanni Tremblay, industrialist, Rose-Marie Octeau, housewife, wife of the said Giovanni Tremblay, and Fernando Tremblay, operator, all three of 9360 de Laval, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Lubrification Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 9360, avenue de Laval, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1661-1970

Les nettoyeurs buandiers de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Roger Dodier, industriel, Denyse Chabot, ménagère, épouse dudit Roger Dodier, tous deux de 262, 45e Rue est, Charlesbourg, et Michel Côté, comptable, 2100, 25e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, pressiers, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et ameublements de maison, sous le nom de « Les nettoyeurs buandiers de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 700, rue St-Albert, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2073-1970

Les pétroles de Beloeil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de février 1970, constituant en corporation: Léo Chicoine, commerçant, 125, Ruisseau Nord, Beloeil, René Lecot, vendeur, 4515, de la Fabrique, Laval, et Claude Sullivan, camionneur, 8433, boulevard des Prairies, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile et faire le commerce d'huiles, graisses, pétroles, gaz naturel, lubrifiants, isolants et leur sous-produits, sous le nom de « Les pétroles de Beloeil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 125, Ruisseau Nord, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 783-1970

Charles Phaneuf inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Charles Phaneuf, pharmacien, Françoise Bigue, ménagère, épouse dudit Charles Phaneuf, tous deux de 257, Limousin, Laval, et Geoff Marquez, comptable agréé, 10104, Place Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Charles Phaneuf inc. », avec un capital divisé

The head office of the company is at 9360 de Laval Ave., Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1661-1970

Les nettoyeurs buandiers de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Dodier, industrialist, Denyse Chabot, housewife, wife of said Roger Dodier, both of 262, 45th Street East, Charlesbourg, and Michel Côté, accountant, 2100, 25th Street, Québec, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers, and to repair clothing, fabrics, goods and home furnishings, under the name of "Les nettoyeurs buandiers de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 700 St-Albert Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2073-1970

Les pétroles de Beloeil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of February, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Chicoine, trader, 125 Ruisseau Nord, Beloeil, René Lecot, salesman, 4515 de la Fabrique, Laval, and Claude Sullivan, trucker, 8433 des Prairies Blvd., Montreal, for the following purposes:

To operate gas and oil stations, and to deal in oil, grease, petroleum, natural gas, lubricants, insulators and their by-products, under the name of "Les pétroles de Beloeil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 125 Ruisseau Nord, Beloeil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 783-1970

Charles Phaneuf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Phaneuf, pharmacist, Françoise Bigue, housewife, wife of the said Charles Phaneuf, both of 257 Limousin, Laval, and Geoff Marquez, chartered accountant, 10104 Place Meilleur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Charles Phaneuf inc.", with a capital

en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1645-1970

Québec Antimony Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Les Mines d'antimoine du Québec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1970, constituant en corporation: David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Jean-Paul Gagnon, 656, rue Filiatreault, Saint-Laurent, Joseph Di Clementi, 4300 ouest, boulevard de Maisonneuve, David M. Bernstein, 4687, avenue Bonavista, et Ben Bernstein, 4004, avenue Grey, ces trois derniers de Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et de la prospection aux fins de découvrir des mines et du minerai, sous le nom de « Québec Antimony Mines Ltd. » (No Personal Liability) — « Les Mines d'antimoine du Québec ltée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 415 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1148-1970

Quincaillerie Larivée inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gérald Larivée, contremaître, Rita Lafranchise, commis, épouse dudit Gérald Larivée, tous deux de 7109, Beaulieu, Montréal, et Robert Larivée, garagiste, 461, Bédard, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles de quincaillerie, sport, accessoires électriques, pièces d'automobiles et matériaux de construction, sous le nom de « Quincaillerie Larivée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1470-1970

Red Mill Country Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Bradley, industriel, Rita Gill, ménagère, épouse dudit Thomas Bradstock divided into 500 common shares of no nominal value and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1645-1970

Québec Antimony Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Les Mines d'antimoine du Québec ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Fleming, 65 Belvedere Road, Westmount, Jean-Paul Gagnon, 656 Filiatreault Street, Saint-Laurent, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard West, David M. Bernstein, 4687 Bonavista Avenue, and Ben Bernstein, 4004 Grey Avenue, the latter three of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Québec Antimony Mines Ltd." (No Personal Liability) — "Les Mines d'antimoine du Québec ltée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460-o 1148-1970

Quincaillerie Larivée inc.

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Larivée, foreman, Rita Lafranchise, clerk, wife of said Gérald Larivée, both of 7109 Beaulieu, Montreal, and Robert Larivée, garage keeper, 461 Bédard, LaSalle, for the following purposes:

To deal in all hardware and sports goods, electrical accessories, automobile parts and construction materials, under the name of "Quincaillerie Larivée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1470-1970

Red Mill Country Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Thomas Bradley, industrialist, Rita Gill, housewife, wife of the said

ley, et Marguerite Gill, infirmière, fille majeure, tous trois de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Pratiquer les sports du golf et golf miniature, natation et équitation, sous le nom de « Red Mill Country Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1566-1970

Robac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1970, constituant en corporation: Lise Bernier, 375, Père Marquette, Louise Falardeau, 181, Aberdeen, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Québec, et Jacques Delisle, avocat, 1240, de Samos, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, du gaz naturel, et de tous leurs produits, sous le nom de « Robac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 2072-1970

Société de placement du Cable d'Argent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Roger Bergevin, mécanicien, rang St-Joseph, Saint-Timothée, Michel Venne, électricien, 30, 14e avenue, Melocheville, André Perreault, avocat, 4680, Montclair, Montréal, André Bérubé, 58, Boyer, André Lamothe, 58, Lussier, André Trudeau, 535, St-Clément, Rodolphe Savard, 76, Hannah, tous quatre électriciens, Léo Hébert, 529, des Cèdes, Jules Lefebvre, 27, Hannah, Roland Bergeron, 76, St-Laurent, André Morneau, 90, St-André, Gaston Lessard, 357, chemin St-Louis, Fernand St-Pierre, 90, Boyer, tous six opérateurs, Guy Gervais, 115, St-Laurent, et Camille Rosa, 512, Salaberry, ces deux derniers monteurs, ces douze derniers de Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société de placement du Cable d'Argent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, Hannah, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 656-1970

Thomas Bradley, and Marguerite Gill, nurse, spinster of the full age of majority, all three of Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To keep up golfing and miniature golfing, swimming and horseback riding, under the name of "Red Mill Country Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 1566-1970

Robac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Bernier, 375 Père Marquette, Louise Falardeau, 181 Aberdeen, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Québec, and Jacques Delisle, advocate, 1240 de Samos, Sillery, for the following purposes:

To deal in oils, grease, petroleum, natural gas and in all their products, under the name of "Robac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 81 St-Pierre St., Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 2072-1970

Société de placement du Cable d'Argent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Bergevin, mechanic, St-Joseph Range, Saint-Timothée, Michel Venne, electrician, 30, 14th Avenue, Melocheville, André Perreault, advocate, 4680 Montclair, Montreal, André Bérubé, 58 Boyer, André Lamothe, 58 Lussier, André Trudeau, 535 St-Clément, Rodolphe Savard, 76 Hannah, all four electricians, Léo Hébert, 529 Des Cèdres, Jules Lefebvre, 27 Hannah, Roland Bergeron, 76 St-Laurent, André Morneau, 90 St-André, Gaston Lessard, 357 St-Louis Road, Fernand St-Pierre, 90 Boyer, all six operators, Guy Gervais, 115 St-Laurent, and Camille Rosa, 512 Salaberry, the latter two fitters the latter twelve of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Société de placement du Cable d'Argent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 10,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 27 Hannah, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35460 656-1970

La Société industrielle et minière Nord-Ouest Québécois limitée (SIMNOQ) (Libre de responsabilité personnelle)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Claude Larouche, 211, Rhéaume ouest, Jean-Claude Gagné, 568, Perreault est, tous deux avocats, de Rouyn, et Rose Laverdière, secrétaire, épouse de Guy Laverdière, 88, St-Maurice, Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « La Société industrielle et minière du nord-ouest Québécois limitée (SIMNOQ) » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1795-1970

La Société industrielle et minière Nord-Ouest Québécois limitée (SIMNOQ) (Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date 28th day of April, 1970, have been issued by the minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives incorporating: Claude Larouche, 211 Rhéaume West, Jean-Claude Gagné, 568 Perreault East, both advocates, of Rouyn, and Rose Laverdière, secretary, wife of Guy Laverdière, 88 St-Maurice, Noranda, for the following purposes:

To explore and prospect for mines and minerals, under the name of "La Société industrielle et minière du Nord-Ouest Québecois limitée (SIMNOQ)" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1795-1970

La société Malbec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnie et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marcellin Rochette, médecin, Pointe-au-Pic, Marcel Gervais, gérant, 2450, Place Prével, Émilien Pelchat, comptable, 836, Pontbriand, tous deux de Sainte-Foy, Antoine Hamel, notaire, 1325, St-Jacques, et André Côté, agent d'assurance, 1422, St-Alphonse, ces deux derniers de L'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « La société Malbec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2030, boulevard Père Lelièvre, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1001-1970

La société Malbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcellin Rochette, physician, Pointe-au-Pic, Marcel Gervais, manager, 2450 Place Prével, Émilien Pelchat, accountant, 836 Pontbriand, both of St. Foy, Antoine Hamel, notary, 1325 St-Jacques, and André Côté, insurance agent, 1422 St-Alphonse, the latter two of L'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "La société Malbec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2030 Père Lelièvre Blvd., Vanier, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1001-1970

Société Québécoise de Spéléologie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe R. Bonny, commissaire, 350, Côte Vertu, app. 121, Saint-Laurent, Gérard Dubuc, 2222a, Dézéry, Jean-Pierre Jolin, 4456, Garnier, tous deux professeurs, de Montréal, André Gamache, étudiant, 325, avenue Joliette, Longueuil, et Jean-Pierre Loiselle, assistant-chef, 429, chemin Chapleau, Bois-des-Filions, pour les objets suivants:

Promouvoir la connaissance des spéléologues dans la pratique de cette science, sous le nom de « Société Québécoise de Spéléologie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Société Québécoise de Spéléologie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Philippe R. Bonny, commissioner, 350 Côte Vertu, Apt. 121, Saint-Laurent, Gérard Dubuc, 2222a, Dézéry, Jean-Pierre Jolin, 4456 Garnier, both professors, of Montreal, André Gamache, student, 325 Joliette Avenue, Longueuil, and Jean-Pierre Loiselle, chief-assistant, 429 Chapleau Road, Bois-des-Filions, for the following purposes:

To promote the knowledge of spelaeologists in the practice of this science, under the name of "Société Québécoise de Spéléologie".

The amount to which is limited the value of the immovable properties which the corporation may acquire and hold is of $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 277-1970

Solise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, Denise Lemay, 1685, Charles-Falkner, tous deux de Montréal, et Claire Cardinal, 7553, Édouard, LaSalle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Solise inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 7,700 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1560-1970

Taverne Ste-Catherine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation: J.-Gilles Leduc, agent, Cécile Séguin, ménagère, épouse dudit J.-Gilles Leduc, tous deux de 4507, de Carignan, et Robert Gagnon, commis, 5867, Migneault, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes et restaurants, sous le nom de « Taverne Ste-Catherine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4507, avenue de Carignan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460-o 1655-1970

Tip Top Handbags Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: Peter G. Virag, 75, Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Arthur H. Steckler, 4665, Bouchette, Montréal, tous deux avocats, et Linda Duquette, secrétaire, célibataire, 1362, avenue Beatty, Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises et en faire le commerce sous le nom de « Tip Top Handbags Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 39,900 actions privilégiées de $1 chacune.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 277-1970

Solise inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, Denise Lemay, 1685 Charles-Falkner, both of Montreal, and Claire Cardinal, 7553 Édouard, LaSalle, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Solise inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 7,700 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1560-1970

Taverne Ste-Catherine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Gilles Leduc, agent, Cécile Séguin, housewife, wife of the said J.-Gilles Leduc, both of 4507 de Carignan, and Robert Gagnon, clerk, 5867 Migneault, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate taverns and restaurants, under the name of "Taverne Ste-Catherine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4507 de Carignan Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460 1655-1970

Tip Top Handbags Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter G. Virag, 75 Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Arthur H. Steckler, 4665 Bouchette, Montreal, both advocates, and Linda Duquette, secretary, spinster, 1362 Beatty Avenue, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Tip Top Handbags Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 39,900 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 90 ouest, Beaubien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1472-1970

Varennes Fibre Glass Ltd.
Fibre de verre Varennes ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu, de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation: Georges Murray Macfie, 2030, place Henri-Bourassa, Montréal, Jacques Labarre, 1160, L'Assomption, Laval, tous deux administrateurs, et John Ewasew, avocat, 340, avenue Barton, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer des plastiques, des articles en plastique, de la fibre de verre et des marchandises et matériaux en fibre de verre et en faire le commerce, sous le nom de « Varennes Fibre Glass Ltd.— Fibre de verre Varennes ltée », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair et 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 2145-1970

Vogue Furniture Company
La compagnie de meubles Vogue

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, 4, place Ville Marie, bureau 514, Céline Trudeau, 2132, rue Bossuet, tous deux de Montréal, et Valerie Jean Higgins, 50, avenue Hudson, app. 106, Mont-Royal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer des meubles de toutes sortes et en faire le commerce, sous le nom de « Vogue Furniture Company — La compagnie de meubles Vogue », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 261, rue Queen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35460 1698-1970

The head office of the company is at 90 Beaubien West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460-o 1472-1970

Varennes Fibre Glass Ltd.
Fibre de verre Varennes ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Murray Macfie, 2030 Henri Bourassa Place, Montreal, Jacques Labarre, 1160 l'Assomption, Laval, both executives, and John Ewasew, advocate, 340 Barton Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics, plastic goods, fibre glass and fibre glass goods and materials, under the name of "Varennes Fibre Glass Ltd.— Fibre de verre Varennes ltée", with a capital stock divided into 400 common shares without par value and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Varennes, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460-o 2145-1970

Vogue Furniture Company
La compagnie de meubles Vogue

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, 4 Place Ville Marie, Suite 514, Céline Trudeau, 2132 Bossuet Street, both of Montreal, and Valerie Jean Higgins, 50 Hudson Avenue, Apt. 106, Mount Royal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture of all kinds, under the name of "Vogue Furniture Company — La compagnie de meubles Vogue", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 261 Queen Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35460-o 1698-1970

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2599

Québec, le 8 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux salariés de garages dans la région de Québec.

Order in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2599

Québec, July 8, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the Québec region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle du Québec*, éditions des 14 février et 9 mai 1970;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre les modifications proposées dans l'avis publié le 14 février 1970 et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 164, soit modifié de la façon suivante:

Les Première, Deuxième, Troisième et Quatrième Parties sont remplacées par les suivantes:

PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales applicables à tous les établissements assujettis au présent décret

Article 1. *Définitions:* Pour l'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-dessous:

1.01 Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend l'un des métiers régis par le présent décret.

Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et au salaire de son métier: l'apprenti doit accomplir le travail qui y correspond selon les exigences du comité paritaire.

1.02 Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

Toute personne considérée comme artisan doit posséder un certificat de compagnon pour le métier qu'elle exerce dans son établissement et subir, s'il y a lieu, les examens requis à cette fin par le comité paritaire.

1.03 Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état, répare, règle ou travaille des moteurs ou diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur sans en faire le montage sur le véhicule même.

1.04 Le terme « commis d'entrepôt » désigne tout salarié préposé principalement à la réception, à l'entreposage ou à l'expédition ou à l'empaquetage des marchandises dans un établissement assujetti au présent décret et qui ne fait pas habituellement de vente au comptoir.

1.05 Le terme « commis-vendeur » désigne tout commis vendeur de pièces ou d'accessoires d'automobiles, qui travaille à l'intérieur d'un poste de vente d'accessoires ou de pièces assujetti au présent décret.

1.06 Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le présent décret, qui possède la compétence requise pour le pratiquer et a subi avec succès les examens requis.

Toutefois, pour avoir droit aux conditions de travail et aux salaires stipulés au présent décret,

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Québec region, rendered obligatory by Decree No. 164 of February 6, 1962 and amendments, have twice petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petitions have been published in the *Québec Official Gazette* on February 14, 1970, and May 9, 1970, respectively;

WHEREAS an objection to the amendments proposed in the notice published on the 14th of February 1970 was brought forth and, as required by the Act, has been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 164 be amended as follows:

Part One, Part Two, Part Three and Part Four are replaced by the following:

PART ONE

General provisions applying to all establishments governed by the present decree

Section 1. *Definitions:* In this decree:

1.01 The word "apprentice" means any employee who is learning one of the trades governed by this decree.

However, in order to be entitled to the employment conditions and wages of his trade, the apprentice must perform the work corresponding thereto according to the requirements of the Parity Committee.

1.02 The word "artisan" means any person who performs alone or in partnership any work governed by this decree for his own benefit. It also means any employer or professional employer performing such work himself.

Any person considered as an artisan shall have a journeyman's certificate for the trade he plies in his establishment and, if necessary, he shall sit for the pertinent examinations required by the parity committee.

1.03 "Machine shop" means any establishment where motors and various other motor vehicle parts and components are rebuilt, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon without being installed on the vehicle itself.

1.04 "warehouse clerk" means any employee whose work mainly consists in receiving, storing, shipping and packing merchandise in an establishment governed by this decree. Such employee does not usually do counter sales work.

1.05 "sales clerk" means any clerk who sells motor vehicle parts or accessories and who works inside an accessories or parts store subject to this decree.

1.06 "journeyman" means any employee who has completed apprenticeship in one of the trades governed by this decree, has the required skill to ply such trade and has successfully passed the required examinations.

However, in order to be entitled to employment conditions and wages set forth in this decree,

il faut accomplir à plein temps ou à temps partiel, le travail correspondant à son métier dans un établissement assujetti.

1.07 Le terme « employé de bureau » désigne tout salarié qui est préposé aux écritures, à la vérification, à la comptabilité, à la caisse, à la classification des documents, à la correspondance, au contrôle des inventaires, du cardex, des heures de travail, des réparations et du personnel, dans un établissement assujetti au présent décret.

1.08 Le mot « évaluateur » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à faire l'évaluation ou l'estimation des dommages sur tout véhicule à moteur, dans un établissement assujetti au présent décret.

Toutefois, ce terme ne désigne pas le salarié qui est chargé de faire l'évaluation d'un véhicule à moteur usagé pour en déterminer la valeur d'échange.

1.09 Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait tout travail ou tout commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur ou à l'une de leurs pièces et, en particulier, tout endroit où l'on remise, modifie, répare ou démonte lesdits véhicules.

1.10 Le terme « garage municipal » désigne tout garage qui est la propriété d'une cité, d'une ville ou d'une autre municipalité comprise dans le champ d'application territorial du présent décret.

1.11 Le terme « garage particulier » désigne tout garage autre qu'un garage particulier de construction ou de génie civil où le salarié limite son travail aux véhicules à moteur appartenant en propre à la personne, société ou compagnie pour laquelle il travaille.

1.12 Le terme « garage particulier de construction ou de génie civil » désigne la partie de l'établissement où s'exécutent les travaux de réparation et d'entretien des véhicules à moteur appartenant à une personne, société ou compagnie dont l'activité principale se rapporte aux travaux de construction, d'excavation et de génie civil.

1.13 Le terme « garage public » désigne tout garage où l'on exécute quelque travail sur un véhicule à moteur comme service au public ou à une partie du public.

1.14 Le mot « graisseur » désigne tout salarié dont le principal travail est de graisser un véhicule à moteur ou d'en faire la vidange d'huile, entièrement ou partiellement.

1.15 Le terme « heures normales » signifie les heures de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

1.16 Le mot « laveur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie tout véhicule à moteur.

Toutefois, le salarié travaillant dans un établissement où le lavage se fait selon un système automatique ou en équipe est considéré comme un préposé de station-service.

1.17 Le terme « laveur de pièces ou parties de véhicules à moteur » désigne tout salarié qui est appelé à remplir cette fonction comme principal travail dans un atelier de mécanique ou un garage.

1.18 Le mot « livreur » désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison ou le transport des pièces ou accessoires avec un véhicule à moteur dont il a la charge, que ce soit en qualité de commissionnaire ou autrement.

1.19 Le mot « magasinier » désigne tout salarié dont le principal travail est de tenir un rayon de pièces ou qui a la garde des outils dans un établissement visé par le présent décret.

1.20 Le terme « poste d'essence » désigne tout établissement fixe ou mobile où l'on fait exclusi-

one must do the work of his trade on a full-time or part-time basis and in an establishment subject to this decree.

1.07 "office employee" means any employee who: does clerical work, checking, accounting, cashier's work, filing of documents, correspondence, stock or kardex control; controls working hours, repairs or personnel in an establishment subject to this decree.

1.08 "appraiser" means any employee whose main work, in any establishment governed by the present decree, consists in evaluating or estimating the damages sustained by any motor vehicle.

However, this term does not include the employee who evaluates used motor vehicles to determine their trade-in value.

1.09 "garage" means any place where motor vehicles are stored, altered, repaired or demolished, and where any work or commerce pertaining to motor vehicles or any parts thereof are performed or carried on.

1.10 "municipal garage" means any garage that is the property of a city, town or other municipality included in the territorial jurisdiction of this decree.

1.11 "private garage" means any garage other than a private garage of a construction or civil engineering firm where the employee restricts his work to motor vehicles belonging to the person, partnership or company for whom or for which he works.

1.12 "private garage of construction or civil engineering firms" means the part of an establishment where repair and maintenance work is performed on motor vehicles which belong to a person, partnership or company, who or which performs mainly construction, excavating or civil engineering work.

1.13 "public garage" means any garage where any type of work is performed on a motor vehicle as a service to the public in general or a part of the public.

1.14 "greaser" means any employee whose main work consists in partly or completely greasing or oil-changing any motor vehicle.

1.15 "standard working hours" means the working hours stipulated in this decree for each occupation.

1.16 "washer" means any employee whose principal work consists in washing, cleaning or wiping any motor vehicle in whole or in part.

However, any employee working in an establishment where washing is done by means of an automatic or conveyor system is considered as a service-station attendant.

1.17 "motor vehicle parts cleaner" means any employee in a machine shop or garage whose main occupation consists in cleaning or washing motor vehicle parts.

1.18 "deliveryman" means any employee whose main work consists in delivering and transporting parts and accessories, whether as a messenger or otherwise, by means of a motor vehicle entrusted to his care.

1.19 "storeman" means any employee whose main work consists in keeping a parts department or who is a tool keeper in an establishment subject to this decree.

1.20 "gasoline station" means any mobile or stationary establishment where only motor vehi-

vement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire, un locataire ou toute personne travaillant à commission sur les ventes, comme établissement principal ou comme annexe d'un établissement principal.

1.21 Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit public où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules à moteur, que ce travail soit fait par un salarié ou par toute autre personne.

1.22 Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne tout fabricant, tout agent d'usine, tout marchand qui vend principalement au gros des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, neufs ou usagés, ou encore d'équipements ou de pièces d'équipements de garage, neufs ou usagés.

1.23 Le terme « poste de vente de pneus ou atelier de vulcanisation » désigne tout établissement spécialisé, de gros ou de détail, qui vend, échange, répare tout pneu neuf ou usagé ou chambre à air pour tout véhicule à moteur.

1.24 Le terme « pompiste » désigne tout salarié dont le travail se limite à la livraison d'essence ou de lubrifiants à la clientèle et qui, généralement, travaille dans un poste d'essence.

1.25 Le terme « premier commis » désigne tout salarié qui, dans le rayon des pièces, en plus de remplir sa fonction, a été désigné pour exercer dans une certaine mesure la surveillance et la responsabilité dans le département où il travaille, dans un établissement assujetti au présent décret.

1.26 Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis-vendeur de pièces et d'accessoires de véhicules à moteur qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, dans un établissement assujetti au présent décret.

1.27 Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui, tout en accomplissant en tout ou en partie les tâches indiquées au paragraphe 1.28 limite généralement son action à l'intérieur de l'établissement d'un garage public.

1.28 Le terme « préposé de station-service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules à moteur, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneus, change les accumulateurs, les courroies de ventilateur et de dynamo, les boyaux, les essuie-glace, les phares, les filtres et les autres pièces semblables et secondaires. Il fait aussi la vente de ces mêmes pièces, fait les services d'urgence de dépannage ou de remorquage et fait aussi l'entretien du terrain, va reconduire ou chercher toute personne avec un véhicule à moteur.

1.29 Le terme « semaine normale » signifie la durée des heures normales de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi durant une semaine de travail.

1.30 Le terme « service continu » désigne la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat ou licenciement. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée du service continu, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les jours de congés payés annuels, le délai-congé et les absences autorisées.

cle gasolines and lubricants are sold, whether such place be operated by a proprietor, a lessee or any other person on commission sales, as a main concern or as an accessory thereto.

1.21 "car wash" means any public place where the main work consists in washing and polishing motor vehicles, whether such work is carried out by an employee or by any other person.

1.22 "Accessories or parts store" means any manufacturer, manufacturer's agent or dealer who sells new or used motor vehicle parts or accessories, new or used equipment and garage equipment parts mainly on a wholesale basis.

1.23 "tire sales establishment or tire-shop" means and includes any wholesale or retail specialized establishment which sells, exchanges and/or repairs any new or used tire or inner tube for any motor vehicle.

1.24 "pump attendant" means any employee whose work is limited to the delivery of gasoline and lubricants to customers and who generally works in a gasoline station.

1.25 "head clerk" means any employee who, in the parts department of any establishment subject to this decree, besides carrying out his own work, supervises to some extent and has some responsability in the operation of the department where he works.

1.26 "parts man" means any automobile parts and accessories salesman, working inside the establishment, including the clerk who receives, ships and labels merchandise in any establishment subject to this decree.

1.27 "serviceman" means any employee who, performing a part or all of the work mentioned in subsection 1.28, generally works only inside the establishment of a public garage.

1.28 "service-station attendant" means any employee who: sells gasoline or lubricants; greases, washes or drives motor vehicles; looks after the cleaning and heating of the establishment; changes or repairs tires or tubes; changes batteries, fan and generator belts, hoses, windshield wipers, lights, filters and other similar secondary parts. He also sells such parts; provides emergency break-down and towing services; does maintenance work of the premises; with a motor vehicle, drives any person to and from the establishment.

1.29 "standard working week" or "standard workweek" means the duration of the standard working hours, during one working week, as stipulated in this decree for each occupation.

1.30 "continuous service" means the period during which the employee is bound to his employer by a labour contract, even if the carrying out of the latter has been interrupted without the said contract being cancelled or without the employee being dismissed. Continuous service shall not be considered as being interrupted by sick leave, if the contract has not been cancelled, days during which the employer's establishment is closed, days of annual vacation with pay, the term of notice and authorized absences.

1.31 Le terme « station-service » désigne tout endroit où l'on fait la vente de l'essence, de lubrifiant, de l'antigel, le graissage, le lavage, le montage et la réparation des pneus, le changement de la courroie du ventilateur et de la dynamo, d'accumulateur, de boyaux, des essuie-glace, des phares, des filtres et d'autres pièces semblables secondaires ainsi que la vente de ces mêmes pièces et où l'on fait aussi le service de dépannage ou remorquage de véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service fait un travail ou un commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur autrement que susdit ou s'il s'y fait un travail semblable à celui exécuté généralement dans un garage public, les salariés exécutant ce travail sont considérés comme des employés d'un garage public et le ou les parties de l'établissement où s'exécute tel travail sont considérés, pour l'application du présent décret, comme un garage public.

1.32 Le terme « taux normal » signifie le taux de salaire fixé au présent décret pour chaque catégorie d'emploi.

1.33 Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontés pour être emmagasinés, réparés ou vendus comme ferraille ou pour être utilisés sur d'autres véhicules à moteur.

1.34 Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur.

1.35 Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mus par une autre force que la force musculaire et adaptés soit à la traction, soit au transport de personnes ou de choses.

1.36 Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription de tout travail à faire sur un véhicule à moteur, et, en général, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un garage assujetti au présent décret.

1.37 Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui est principalement préposé à l'installation et au remplacement des glaces de tout véhicule à moteur.

Article 2. *Salaires:*

2.01 Tout travail visé par le présent décret est rémunéré selon un taux horaire ou hebdomadaire.

2.02 Le travail à taux fixe est possible mais l'employeur ne peut l'exiger du salarié.

Les temps et les taux fixes devront être comptabilisés de façon à pouvoir être vérifiés.

Le taux horaire minimal prévu pour chaque emploi constitue une garantie minimale pour tout travail exécuté à taux fixe.

2.03 Tout salarié doit recevoir sa rémunération en espèces le jeudi de chaque semaine, une demi-heure avant la fin de la journée normale de travail.

Toutefois, l'alinéa précédent ne s'applique pas à un établissement qui, pour des raisons de mécanisation, utilise un mode de paiement différent.

2.04 L'employeur doit remettre au salarié à chaque paie, un bulletin de paie qui contient les mentions suivantes:

le nom de l'employeur;
les nom et prénom du salarié;
le matricule du salarié;
l'emploi occupé par le salarié;

1.31 "service station" means any place where: gasoline, lubricants and antifreeze are sold; motor vehicles are lubricated and washed; fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, lights, filters and other similar secondary parts are changed and sold; tires are changed and repaired; emergency break-down service and towing is provided.

However, if a service station does work or engages in business in connection with motor vehicles otherwise than abovementioned, or if in such place work is performed as generally done in a public garage, employees who carry out such work are considered as public garage employees and that or those parts of the establishment where the work is performed, are considered as a public garage for the purposes of this decree.

1.32 "regular wage rate" means the wage rates fixed in this decree for each occupation.

1.33 "scrapping yard" means any place where motor vehicles or some of their component parts are dismantled for sale, storage, repair, scrap or use on other motor vehicles.

1.34 "parking lot or parking garage" means any place reserved for the parking or storing of motor vehicles.

1.35 "motor-vehicle" means any vehicle or machine driven by a power other than muscular strength and adapted either for traction or for the transport of persons or things.

1.36 "service salesman" means any employee who: receives customers, sees to the distribution and coordination of work, writes down motor vehicle work orders and, in general, ensures customer service in a garage subject to this decree.

1.37 "glazier" means any employee whose principal work consists in installing or replacing the glass panes of any motor vehicle.

Section 2. *Wages:*

2.01 The remuneration for any work covered by the present decree shall be reckoned according to an hourly or weekly wage rate.

2.02 Work on a flat rate basis is permissible, but the employer may not require the employee to perform any.

The time worked and the flat rates must be itemized in the accounting system in such a manner as to be easily audited.

The minimum hourly wage rate provided for each occupation constitutes a minimum guarantee for any work done on a flat rate basis.

2.03 Every employee shall be paid in cash, on Thursday, every week, one half (½) hour before the end of the standard working day.

However, the foregoing paragraph does not apply to establishments which utilize a different mode of payment because of the mechanical processing of the pay.

2.04 With each payment of wages, the employer shall supply employees with an earnings statement listing:

employer's name;
family and first names of the employee;
employee's number;
employee's occupation;

la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
le nombre d'heures au taux normal;
le nombre d'heures au taux majoré;
le taux horaire du salarié;
le montant du salaire brut;
la nature et le montant des retenues opérées;
le montant du salaire net versé au salarié.

La nature et les montants des retenues faites, autres que les déductions obligatoires en vertu d'une loi ou d'une convention collective liant un employeur, doivent être autorisés par le salarié et être communiqués au comité paritaire.

2.05 Tout salarié appelé à travailler après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux de salaire normal majoré fixé dans le présent décret pour les heures supplémentaires et, dans tous les cas, l'indemnité qu'il touche doit être au moins égale à trois (3) heures de travail au taux normal de salaire.

Article 3. *Dispositions diverses:*

3.01 *Absences:* Si un salarié s'absente de son travail sans permission, son cas peut être soumis au comité paritaire; le comité peut décider que tel salarié n'a droit aux majorations pour les heures supplémentaires qu'après avoir terminé la semaine normale de travail selon sa classification d'emploi prévue au présent décret.

3.02 *Délai-congé:* L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une semaine. Si l'employeur ne donne pas un préavis de même durée, ce salarié peut réclamer l'équivalent du salaire normal pour une (1) semaine normale de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un préavis d'une (1) semaine à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

Cependant, le salarié congédié avec motif à l'appui ou qui n'a pas travaillé chez le même employeur plus de trois (3) mois n'a pas droit au préavis établi au présent paragraphe.

Toutefois, l'apprenti ou le préposé au service et le préposé de station-service ou le pompiste doivent justifier de six (6) mois de service continu pour avoir droit au préavis.

3.03 *Jours chômés: a)* Il n'y a pas de travail les dimanches ni les fêtes chômées suivantes: le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi fédérale, provinciale ou règlement municipal qui fixe la célébration de l'une ou l'autre de ces fêtes chômées et payées mentionnées un autre jour s'applique de droit.

b) Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, a travaillé toute la journée ouvrable précédant et toute la journée ouvrable suivant chacune des fêtes mentionnées au paragraphe « *a* » précédent, doit recevoir pour chaque fête, si elle tombe un jour ouvrable, une indemnité égale à son gain pour une journée normale de travail.

c) Nonobstant les alinéas « *a* » et « *b* » ci-dessus, les établissements assujettis au présent décret peuvent continuer leurs activités urgentes et nécessaires; le salarié qui travaille un jour chômé doit recevoir le taux normal de salaire, majoré de cent pour cent (100%) pour les heures où ses services ont été requis. Il ne reçoit pas alors l'indemnité afférente à la fête s'il y avait lieu.

payment date and work periods corresponding to payment;
number of standard working hours worked;
number of overtime hours worked;
employee's hourly rate;
gross amount of earnings;
type and amount of deductions made;
net take-home pay.

Type and amount of deductions other than those made in pursuance of an Act or a Collective Agreement binding an employer shall be authorized by the employee and communicated to the Parity Committee.

2.05 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid at overtime rates applicable and provided in this decree, and in any case such payment shall, at least, be equal to three (3) hours' pay at his regular wage rate.

Section 3. *Miscellaneous provisions:*

3.01 *Absences:* If an employee is absent from work without permission, the case may be submitted to the Parity Committee; the Committee may decide that such employee is entitled to overtime rates, only after having completed the regular working week according to his classification as provided for in this decree.

3.02 *Term of notice:* Any employer who wants to put an end to the employment of a given wage-earner shall give the latter one (1) week's notice. If the employer does not give a week's notice, such wage-earner may claim the equivalent regular wages for one (1) regular workweek. Likewise, when a wage-earner wishes to leave-off his employment, he must give one (1) week's notice to his employer unless otherwise agreed with the said employer.

However, when an employee is dismissed for a good reason or has not been in the employer's service for at least three (3) months, he is not entitled to the week's notice mentioned in this subsection.

However, apprentices, servicemen and service station attendants must have six (6) months' continuous service to be entitled to the week's notice.

3.03 *Holidays:* (*a*) There shall be no work on Sundays nor on the following holidays: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

Every federal or provincial order in council, ordinance or law, and any municipal by-law, which changes the celebration date of any of the abovementioned general holidays with pay shall apply as of right.

(*b*) Any employee who has worked the entire working day immediately before and the entire working day immediately after any of the general holidays with pay mentioned in the foregoing subsection "*a*" (and any employee whose absence on such working days was authorized or justified), shall receive for any such general holiday, whenever it falls on a working day, an amount of general holiday pay equal to his earnings for one (1) standard working day's work.

(*c*) Notwithstanding the foregoing paragraphs "*a*" and "*b*", the establishments subject to this decree may continue with their urgent and necessary activities, but any employee who works on a general holiday with pay shall be paid double time for the hours during which his services are required. However, for any time thus worked, the employee shall not receive any general holiday pay, if applicable.

d) Nonobstant les alinéas « *a* », « *b* » et « *c* » précédents, dans les stations-service, il peut y avoir travail rémunéré au taux normal les dimanches ne coincidant pas avec les fêtes chômées, pour les préposés de stations-service et les pompistes.

Toutefois, pour avoir droit aux jours chômés et payés mentionnés à l'alinéa « *a* » du présent paragraphe, tous les salariés de stations-service doivent avoir travaillé toute la journée ouvrable précédant et toute la journée ouvrable suivant chacune des fêtes sus-mentionnées à l'alinéa « *a* ». Ils doivent recevoir pour chaque fête, si elle tombe un jour ouvrable, une indemnité égale à leur gain pour une journée normale de travail.

Article 4. *Réglementation de l'apprentissage:*

4.01 Pour être admis à l'apprentissage de l'un des métiers de l'automobile, il faut avoir seize (16) ans révolus et avoir une instruction équivalente à celle de la neuvième (9e) année du cours secondaire.

4.02 La durée de l'apprentissage pour chacun des métiers de l'automobile ne doit pas dépasser quatre (4) années.

4.03 Tout apprenti doit se procurer une carte d'apprentissage du comité paritaire avant de pouvoir exercer l'un des métiers régis par le présent décret. Il doit suivre les cours théoriques obligatoires pour chaque année d'apprentissage dans une école reconnue par le comité paritaire.

Article 5. *Ordonnances:*

5.01 *Ordonnance numéro 3:* Les conditions du présent décret ne doivent, en aucun cas, être inférieures aux conditions établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum.

5.02 *Ordonnance numéro 4:* Les taux de salaires du présent décret ne doivent, en aucun cas, être inférieurs aux taux établis par l'ordonnance numéro 4 de la Commission du Salaire Minimum.

Deuxième partie

Région de Québec

Article 10. *Champ d'application territorial:*

La présente Partie s'applique aux districts électoraux de Jean Talon, Louis Hébert, Saint-Sauveur, Chauveau, Montmorency et Lévis ainsi qu'aux municipalités de Ville Bélair, Val Saint-Michel et Shannon.

Article 11. *Champ d'application professionnel et industriel:*

Les dispositions de la présente Partie s'appliquent aux employeurs et salariés des établissements suivants:

Section I: Les garages publics, les terrains de démontage, les stations-service, les postes d'essence, les postes de lavage, les terrains ou garages de stationnement, les magasins de pneus, les ateliers de vulcanisation;

Section II: Les garages particuliers de construction et de génie civil;

Section III: Les ateliers de mécanique et les postes de vente de pièces ou d'accessoires.

11.01 *Exceptions: a*) Les garages particuliers et municipaux ne sont pas assujettis à la présente Partie.

b) Les ateliers qui font exclusivement le montage, la réparation ou la vente de pièces de machinerie agricole ne sont pas assujettis à la présente Partie.

c) Les salariés qui exercent les fonctions de téléphoniste et de gardien de nuit ne sont pas assujettis à la présente Partie.

(*d*) Notwithstanding the above paragraphs (*a*), (*b*) and (*c*), in service stations, service station attendants and pump attendants may be paid straight time for work performed on Sundays not falling on holidays.

However, to be entitled to the general holidays with pay mentioned in paragraph "*a*" of this subsection, any employee of a service station shall work the entire working day preceding and the entire working day following each holiday mentioned in the above paragraph (*a*). If such holiday falls on a working day, the employees shall receive the equivalent of one (1) day's regular wages for each such holiday.

Section 4. *Apprenticeship regulations:*

4.01 To be admitted to the apprenticeship of any of the automobile trades, one must be sixteen (16) years of age and have education equivalent to Grade IX schooling.

4.02 The apprenticeship period for any automobile trade shall not exceed four (4) years.

4.03 All apprentices shall obtain an apprenticeship card from the Parity Committee before they may ply any trade governed by this decree. They shall follow compulsory theoretical courses for each year of apprenticeship in a school recognized by the Parity Committee.

Section 5. *Ordinances:*

5.01 *Ordinance No. 3:* The conditions provided for in this decree must never be inferior to those established by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission.

5.02 *Ordinance No. 4:* The wage rates provided for in this decree must never be lower than the wage rates established by Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission.

Part two

Québec region

Section 10. *Territorial jurisdiction:*

The present Part applies to the electoral districts of Jean Talon, Louis Hébert, Saint-Sauveur, Chauveau, Montmorency and Lévis as also to the municipalities of Ville Bélair, Val Saint-Michel and Shannon.

Section 11. *Professional and industrial jurisdiction:*

The provisions of the present Part apply to the employers and employees of the following establishments:

Division I: Public garages, scrapping yards, service stations, gasoline stations, car washes, parking lots or parking garages, tire stores, vulcanizing shops;

Division II: Private garages of construction or civil engineering firms;

Division III: Machine shops and accessories or parts stores.

11.01 *Exceptions:* (*a*) Private garages and municipal garages are not subject to the present Part.

(*b*) Shops where agricultural machinery parts exclusively are assembled, repaired or sold are not subject to the present Part.

(*c*) Employees working as telephone operators and night watchmen are not subject to the present Part.

d) La présente Partie ne régit pas les ateliers et les magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machinerie industrielle.

e) Sont exclus de la présente Partie les terrains et garages de stationnement lorsqu'il ne s'y donne aucun service sur les véhicules à moteur.

Section I

Garages publics, terrains de démontage, stations-services, postes d'essence, postes de lavage, terrains ou garages de stationnement, magasins de pneus, ateliers de vulcanisation

Article 20. *Taux de salaires et classification des emplois:*

20.01 Les taux minimaux des salaires horaires ou hebdomadaires pour les emplois régis par la présente Section sont les suivants:

(*d*) The present Part does not govern shops and parts stores of establishments engaged exclusively in the sale, repair and maintenance of industrial machinery.

(*e*) Parking lots and parking garages are excluded from the present Part, when they do not provide any service on motor vehicles.

Division I

Public garages, scrapping yards, service stations, gasoline stations, car washes, parking lots or parking garages, tire stores and vulcanizing shops

Section 20. *Wage rates and classification of occupations:*

20.01 The minimum hourly or weekly wage rates for the occupations governed by the present Division are as follows:

	Par heure Per hour	*1er janvier 1971 January 1, 1971*
Compagnon: mécanicien, mécanicien-diesel, soudeur, électricien, ajusteur, machiniste, carrossier, aligneur de roues, spécialiste en boîtes de vitesses automatiques, peintre, bourreleur — *Journeyman:* mechanic, diesel-mechanic, welder, electrician, fitter-machinist, machinist, bodyman, wheel aligner, automatic transmission specialist, painter, upholsterer:		
Classe « A » — Class "A"	$ 3.30	$ 3.40
Classe « A/B » (tous les salariés qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all employees who do not successfully pass the class "A" examination but retain 85% or more marks)	3.13	3.23
Classe « B » — Class "B"	3.05	3.15
Classe « C » — Class "C"	2.93	3.03
Apprenti — Apprentice:		
4e année — 4th year	2.45	2.53
3e année — 3rd year	2.30	2.38
2e année — 2nd year	2.10	2.18
1re année — 1st year	1.95	2.03
Vitrier, graisseur — Glazier, greaser	2.62	2.69
Laveur, livreur — Washer, deliveryman	2.17	2.23
Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement désignés Any employee performing work not otherwise classifiable	1.54	1.60
Préposé au service — Serviceman:		
Après 2 ans — After 2 years	2.25	2.31
2e année — 2nd year	2.00	2.06
1re année — 1st year	1.85	1.91
Préposé de station-service — Service station attendant:		
3e année — 3rd year	1.94	2.00
2e année — 2nd year	1.69	1.75
1re année — 1st year	1.54	1.60
Pompiste — Pump attendant	1.54	1.60
Préposé de station-service – surnuméraires (les préposés au service faisant trente (30) heures ou moins par semaine) — Service station attendant – extra employee (service station attendant working thirty (30) or less hours a week)	1.56	1.62

	Par semaine Per week	
Vendeur de service — Service salesman:		
Après 3 ans — After 3 years	104.00	106.00
3e année — 3rd year	97.00	99.00
2e année — 2nd year	90.00	92.00
1re année — 1st year	84.00	86.00

	Par semaine — Per week			
			1er janvier 1971 January 1, 1971	
	Homme Male	*Femme Female*	*Homme Male*	*Femme Female*
Employé de bureau — Office employee:				
8e année — 8th year	$92.50	$81.50	$92.50	$84.50
7e année — 7th year	90.00	79.50	90.00	82.00
6e année — 6th year	87.50	77.50	87.50	80.00
5e année — 5th year	79.50	—	81.00	—
4e année — 4th year	75.50	—	77.00	—
3e année — 3rd year	71.50	68.50	73.00	70.00

	Par semaine — Per week			
			1er janvier 1971 / January 1, 1971	
	Homme / Male	Femme / Female	Homme / Male	Femme / Female
2e année — 2nd year	$ 67.50	$65.50	$ 69.00	$67.00
1re année — 1st year	64.50	62.50	66.00	64.00
Préposé aux pièces — Parts man:				
1er commis — Head clerk	103.00	86.50	103.00	89.00
Commis 7e année — 7th year clerk	96.00	—	96.00	—
Commis 6e année — 6th year clerk	93.00	82.00	93.00	85.00
Commis 5e année — 5th year clerk	91.00	80.00	91.00	83.00
Commis 4e année — 4th year clerk	85.00	—	87.00	—
Commis d'entrepôt (manutentionnaire) — Warehouse-clerk:				
3e année — 3rd year	80.00	71.00	82.00	73.00
2e année — 2nd year	76.00	69.00	78.00	71.00
2e 6 mois — 2nd 6 months	70.00	67.00	72.00	69.00
1er 6 mois — 1st 6 months	67.00	65.00	69.00	67.00

20.02 Un salarié qui cumule plusieurs emplois dans un établissement doit être rémunéré au taux minimal de salaire établi pour l'emploi le mieux rémunéré, à condition qu'il possède le certificat de qualification ou de classification exigé.

20.03 L'employeur doit fournir et faire blanchir, à ses frais, les costumes, uniformes et salopettes qu'il impose à ses salariés. Ces vêtements demeurent cependant sa propriété.

Toutefois, dans les stations-service, un employeur doit payer jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50%) de leur coût les uniformes qu'il exige et le salarié doit les faire nettoyer à ses frais. Ces uniformes demeurent la propriété du salarié lorsque ce dernier a travaillé six (6) mois chez le même employeur.

Article 21. *Durée du travail:*

21.01 La semaine normale de travail des compagnons et de leurs apprentis, des vitriers, des graisseurs, des laveurs et des livreurs est de quarante-deux heures et demie (42½) réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi.

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) étalées entre 8 h et 17 h 30 du lundi au vendredi inclusivement.

L'employeur doit accorder une période d'une heure continue pour le repas du midi.

L'employeur ne peut forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre les repas.

21.02 La semaine normale de travail des préposés au service est de quarante-huit (48) heures.

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) réparties du lundi au samedi inclusivement entre 7 h et 19 h, avec une interruption d'une (1) heure continue pour le repas du midi.

Si les préposés au service ne travaillent pas le samedi, la journée normale peut être de neuf heures et demie (9 h ½).

L'employeur ne peut forcer un préposé au service à travailler plus de six (6) heures entre les repas.

21.03 Lorsque l'employeur exploite une station-service, la durée du travail du préposé de station-service ou du pompiste est la suivante: la semaine normale de travail est de six (6) jours et la journée normale est de huit (8) heures.

L'employeur doit accorder une pause d'une (1) heure continue pour le repas du midi ou du soir (souper).

L'employeur ne peut forcer un préposé de station-service et un pompiste à travailler plus de six (6) heures entre les repas.

20.02 When an employee holds more than one occupation in an establishment, he shall be paid the minimum wage rate set forth for the highest paid occupation, provided he holds the pertinent competency or classification certificate required.

20.03 The special dress, uniforms and overalls the employer requires his employees to wear shall be purchased, supplied and laundered at his expense. However, such objects shall remain his property.

Notwithstanding the foregoing provision, in service stations, when an employer requires his employees to wear uniforms, 50% of the purchase price of such uniforms shall be paid by him but the cleaning of uniforms shall be defrayed by the said employees. Such uniforms become the property of the employee after six (6) months' continuous service with the same employer.

Section 21. *Hours of work:*

21.01 For journeymen and their apprentices and for glaziers, greasers, washers and deliverymen, the standard workweek shall consist of forty-two and one half (42½) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

The standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 8:00 a.m. and 5:30 p.m. Monday through Friday.

The employer shall grant his employees one (1) continuous hour off for the noon meal.

The employer may not compel an employee to work more than six (6) hours between meals.

21.02 For servicemen, the standard workweek shall consist of forty-eight (48) hours.

The standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled, Monday through Saturday, between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. with one continuous hour off for the noon meal.

When servicemen do not work on Saturday, the standard working day may consist of nine and one half (9½) hours.

The employer may not compel a serviceman to work more than six (6) hours between meals.

21.03 When the employer operates a service station, the hours of work of service station attendants and pump attendants shall be as follows: their standard workweek shall consist of six (6) days, and their standard working day shall consist of eight (8) hours.

The employer shall grant such employees one (1) continuous hour off for their noon meal or evening meal (supper).

The employer may not compel service station attendants and pump attendants to work more than six (6) hours between meals.

Dans le but d'assurer le service permanent et continu dans les stations-service, l'employeur peut au besoin, accorder à tour de rôle aux préposés de stations-service et aux pompistes des jours chômés et payés différents de ceux qui sont établis à l'article 3.03.

Le salarié embauché en qualité de préposé de station-service ou de pompiste d'une façon irrégulière ou temporaire aux fins d'application du présent article n'est pas assujetti à la présente Partie.

21.04 La semaine normale de travail du vendeur de service et de l'évaluateur est de quarante-deux heures et demie (42½), réparties sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) étalées entre 7 h 45 et 17 h 45 avec une interruption d'une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

21.05 La semaine normale de travail du préposé aux pièces, commis d'entrepôt, commis-vendeur et magasinier est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de huit (8) heures étalées entre 8 h et 18 h avec une interruption d'une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

21.06 La semaine normale de travail de l'employé de bureau est de trente-huit heures et trois quarts (38¾) réparties sur cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

La journée normale de travail est de sept heures et trois quarts (7¾) étalées entre 8 h 30 et 17 h 45 avec une interruption d'une heure et demie (1½) continue pour le repas du midi.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les caissiers pourront travailler un samedi sur deux (2).

21.07 Il est loisible à l'employeur dans le cas des compagnons et leurs apprentis, des préposés aux pièces, des vitriers, des graisseurs, des commis-vendeurs, des commis d'entrepôt, des magasiniers, des layeurs, des livreurs et autres salariés nécessaires au fonctionnement de l'entreprise, d'organiser une deuxième équipe. Dans un tel cas, la journée normale de travail de la deuxième équipe est de huit heures et demie (8½) étalées entre 17 h 30 et 3 h du matin.

La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

La prime d'une telle équipe est de dix pour cent (10%) de plus que le taux réel du salarié ainsi affecté.

Il est loisible dans le cas des salariés mentionnés plus haut d'organiser une troisième équipe après entente avec le comité paritaire. Cependant, telle équipe doit être sur une base permanente et la prime de telle équipe est de onze pour cent (11%) de plus que le taux de salaire normal de l'employé ainsi affecté.

La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

Cependant, les préposés au service, s'il s'agit d'équipes où ils alternent, ne reçoivent pas la prime de dix pour cent (10%) ou de onze pour cent (11%).

21.08 *a*) Tout salarié qui fait partie d'une équipe autre que l'équipe de jour peut faire valoir ses droits en cas d'ouverture d'emploi pour être muté dans l'équipe de jour et vice-versa.

In order to ensure permanent and continuous service in service stations, the employer may grant to service station attendants and pump attendants, each in turn, whenever necessary, holidays with pay which differ from those specified in section 3.03.

For the purpose of this section, employees who are hired as service station attendants or pump attendants on an irregular or temporary basis are not subject to the present Part.

21.04 For service salesmen and appraisers, the standard workweek shall consist of forty-two and one half (42½) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 7:45 a.m. and 5:45 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

21.05 For parts men, warehouse clerks, sales clerks and storemen, the standard workweek shall consist of forty (40) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of eight (8) hours scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

21.06 For office employees the standard workweek shall consist of thirty-eight and three quarters (38¾) hours scheduled over five (5) days, Monday through Friday.

Their standard working day shall consist of seven and three quarters (7¾) hours scheduled between 8:30 a.m. and 5:45 p.m. with one and one half (1½) continuous hours off for the noon meal.

Notwithstanding the provisions set forth in the preceding subsection, cashiers may work every other Saturday.

21.07 The employer may set up a second shift for journeymen and their apprentices and for parts men, glaziers, greasers, sales clerks, warehouse clerks, storemen, washers, deliverymen and other employees required for the operation of the firm. The standard working day of the second shift shall consist of eight and one half (8½) hours scheduled between 5:30 p.m. and 3:00 a.m.

Meal time shall be determined by mutual agreement between the parties and may last from one half (½) to one (1) hour.

Employees working on the second shift shall receive a 10% shift differential based on their actual wages.

In the case of the abovementioned employees, it is permissible to set up a third shift, subject to agreement with the Parity Committee. However, the third shift shall be set up on a permanent basis and the shift differential shall be 11% of the actual wage rate of the employee concerned.

Meal time shall be determined by mutual agreement between the parties and may last from one half (½) hour and one (1) hour.

However, in the case of shifts on which they work alternately, servicemen shall not receive the 10% or 11% shift differential.

21.08 (*a*) Any employee working on any shift other than the day shift may vindicate his right to be transferred to the day shift whenever there is an opening on the latter, and vice versa.

b) Nonobstant les paragraphes 21.07 et 21.08, les préposés de stations-service et les pompistes ne sont pas touchés par les spécifications qui y sont énoncées.

21.09 Tous les salariés non mentionnés ci-dessus ont une semaine normale de travail de quarante-huit (48) heures.

Article 22. *Heures supplémentaires:*

22.01 *a*) Tout travail exécuté en dehors des limites des heures normales ou de la journée normale de travail ou de la semaine normale de travail entraîne une majoration de cinquante pourcent (50%) du taux normal, sauf si le taux majoré de cent pour cent (100%) est déjà prévu.

b) Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les jours chômés prévus à l'article 3.03 entraîne une majoration de cent pourcent (100%) du taux de salaire normal pour les heures effectivement travaillées, sauf pour les préposés de stations-service et les pompistes pour autant que ces jours sont remplacés par d'autres.

c) À partir de la sixième heure supplémentaire, tout salarié a droit au taux majoré de cent pour cent (100%). Ce taux s'applique tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'a pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

22.02 Tout salarié rémunéré au taux horaire doit recevoir une rémunération hebdomadaire minimale pour quarante (40) heures,

Toutefois, toute absence du salarié durant la semaine réduit d'autant le montant garanti pour la semaine.

Article 23. *Congés payés:*

23.01 *Période de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit aux congés payés annuels intégral s'étend du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

23.02 *Droit au congé:* Tout salarié qui, au premier mai de l'année courante, justifie de moins d'un an de services continus, bénéficie d'un congé d'une durée minimale égale à autant de journées qu'il a de mois de service continu pendant la période de référence.

23.03 Tout salarié qui, le premier mai de l'année courante, justifie d'un an ou plus de service continu, bénéficie d'un congé dont la durée minimale est de deux (2) semaines complètes.

23.04 *Période des congés:* À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés payés annuels doivent être pris de la façon suivante: la première et la deuxième semaine entre le premier mai et le 15 septembre.

L'employeur doit accorder chaque semaine de congé en tenant compte de la préférence exprimée par chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté.

Les deux (2) semaines de congés annuels payés, si le salarié y a droit, peuvent être consécutives si l'intéressé le désire.

23.05 *Indemnité de congés payés: a*) Tout salarié qui a droit à moins de deux (2) semaines de congé, doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant la période de référence.

b) Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines de congé, doit recevoir une indemnité de congé calculée de la façon suivante: le taux horaire de base multiplié par le nombre d'heures normales d'une semaine normale de travail multiplié par le nombre de semaines de congés.

Si l'employé a été absent de son travail pour une période de trois (3) mois ou plus durant une

(*b*) Service station attendants and pump attendants are not subject to the provisions of subsections 21.07 and 21.08.

21.09 All employees not mentioned above shall have a workweek consisting of forty-eight (48) hours.

Section 22. *Overtime:*

22.01 (*a*) Any work performed outside standard working hours or over and above the standard working day or workweek shall be remunerated at the rate of time and a half, except when double time is already provided therefor.

(*b*) Any overtime worked on Sunday and on the general holidays provided for in subsection 3.03 shall be remunerated at double time rates for all time actually worked. However, this provision does not apply to service station attendants and pump attendants when such days are replaced by others.

(*c*) Double time shall be paid for any time worked over and above six hours' overtime.This rate shall apply until the employee shall have been given eight (8) consecutive hours' rest.

22.02 Any employee paid by the hour shall receive weekly wages equal at least to those paid for forty (40) hours' work.

However, any time during which an employee is absent from work in any week proportionately reduces the amount of these guaranteed weekly wages.

Section 23. *Annual vacation with pay:*

23.01 *Qualifying period:* The period during which an employee gradually acquires entitlement to the complete annual vacation with pay, extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year.

23.02 *Entitlement to annual vacation with pay:* Any employee who on May 1st of the current year has less than one year's continuous service is entitled to a vacation with pay consisting of at least as many days' vacation as the number of months of continuous service he has completed during the qualifying period.

23.03 Any employee who, on the 1st of May of the current year, has one or more years' continuous service is entitled to at least two (2) complete weeks' vacation with pay.

23.04 *Vacation period:* Unless otherwise mutually agreed between the employer and the employee, the annual vacation with pay shall be taken as follows: the first and the second week, between the 1st of May and the 15th of September.

In granting each week's vacation with pay, the employer shall take seniority into account in considering the dates chosen by each employee.

When an employee is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay, he may take them consecutively if he so wishes.

23.05 *Vacation pay:* (*a*) Any employee entitled to less than two (2) weeks' annual vacation with pay shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of his earnings during the qualifying period.

(*b*) Any employee entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay shall receive vacation pay calculated as follows: the basic hourly rate multiplied by the number of standard working hours in a standard workweek multiplied by the number of weeks' vacation.

If the employee has been absent from work for three (3) months or more during a year, he is

année il n'a alors droit qu'à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales de travail.

23.06 Si un ou plusieurs jours fériés chômés prévus au paragraphe 3.03, tombent pendant la période de congés annuels d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours supplémentaires de congé qu'il a de tels jours ou au paiement de l'indemnité de ces jours si l'intéressé le désire.

23.07 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

23.08 *Indemnité compensatrice de congés:* Tout salarié qui quitte volontairement son emploi, ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ une indemnité compensatrice pour les congés qu'il a acquis pendant la période de référence précédente et qu'il n'a pas pris, plus un montant égal à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant la période de référence.

23.09 Nonobstant le paragraphe 23.08 précédent, le salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis exigé par le paragraphe 3.02, n'a droit qu'à l'indemnité compensatrice fixée par l'ordonnance no 3 de la Commission du salaire minimum.

Article 24. *Prorata des apprentis:*

24.01 Dans les établissements assujettis à la présente Partie, il ne peut y avoir plus d'un apprenti par trois (3) compagnons dont un compagnon doit posséder un certificat de qualification de classe « A ». Cette répartition du nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés pris en bloc.

Dans les stations-service, il ne peut y avoir plus d'un salarié surnuméraire pour deux (2) préposés de station-service permanents.

Dans le cas de préposés de stations-service, il ne peut y avoir plus de deux (2) préposés de stations-service de première ou deuxième année pour un préposé de station-service de trois (3) ans ou plus d'expérience.

Article 25. *Durée:*

25.01 La présente Section est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur pour une année à compter de cette date. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours de la date où elle devrait normalement expirer. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Section II

Garage particulier de construction et de génie civil

Article 30. *Taux de salaires et classification des emplois:*

30.01 Les taux minimaux de salaires horaires ou hebdomadaires pour les emplois régis par la présente section sont les suivants:

only entitled to four per cent (4%) of the wages he has earned during his standard working hours.

23.06 If one or more general holidays listed in subsection 3.03 fall during an employee's annual vacation with pay, the said employee may choose to be granted as many extra days' vacation as there are such general holidays in his annual vacation or to be paid the general holiday pay corresponding to such holidays.

23.07 Before leaving on vacation, the employee shall be given his vacation pay by his employer.

23.08 *Compensating indemnity for annual vacation with pay:* Any employee who leaves his employ of his own free will or who is dismissed for good reason shall receive, upon severance, an indemnity as compensation for the vacation to which he had become entitled during the preceding qualifying period and that he has not taken together with four per cent (4%) of his earnings during the qualifying period.

23.09 Notwithstanding subsection 23.08, any employee who leaves his employer without giving him the notice stipulated in subsection 3.02 is only entitled to the compensating indemnity provided for in Ordinance No. 3 of the Minimum Wage commission.

Section 24. *Prorata of apprentices:*

24.01 In the establishments subject to this Part, there shall not be more than one (1) apprentice for every three (3) journeymen one of whom must be the holder of a Class "A" competency certificate. This proportion of apprentices applies to all qualified trades taken as a whole.

In service stations there shall not be more than one extra employee for every two (2) regular service station attendants.

As to service station attendants, there shall not be more than two (2) first or second year service station attendants for every service station attendant having three (3) or more years' experience.

Section 25. *Term of the present Division:*

25.01 The present Division shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force for one year after such date. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before its normal expiry date. Such notice shall also be be filed with the Minister of Labour andManpower.

Division II

Construction and civil engineering private garage

Section 30. *Wage rates and classification of occupations:*

30.01 The hourly or weekly minimum wage rates for the occupations governed by this Division are as follows:

	21 juin 1970 *June 21, 1970*	*1er jan. 1971* *Jan. 1, 1971*
Compagnon: mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, carrossier, charron, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur — *Journeyman:* mechanic, fitter-machinist, machinist, electrician, bodyman, wheelright, blacksmith, welder, painter, upholsterer:		
Classe « A » — Class "A"	$ 3.20	$ 3.35	$ 3.45
Classe « A/B » (tous les « B » qui ne réussissent pas l'examen de « A » mais qui ont 85% ou plus) — Class "A/B" (all "B"s who failed the "A" exam but have retained 85% or more marks)	3.03	3.18	3.28

		21 juin 1970 June 21, 1970	1er jan. 1971 Jan. 1, 1971
Classe « B » — Class "B"	$ 2.95	$ 3.10	$ 3.20
Classe « C » — Class "C"	2.83	2.98	3.08
Apprenti — Apprentice:			
4e année — 4th year	2.58	2.73	2.83
3e année — 3rd year	2.43	2.58	2.68
2e année — 2nd year	2.23	2.38	2.48
1re année — 1st year	2.08	2.23	2.33
Préposé au service — Serviceman:			
1re année — 1st year	2.03	2.18	2.28
2e année — 2nd year	2.18	2.33	2.43
Après 2 ans — After 2 years	2.43	2.58	2.68
Magasinier (salariés hebdomadaires) — Storeman (weekly):			
en charge — in charge	121.00	127.75	132.25
7e année — 7th year	114.00	120.75	125.25
6e année — 6th year	111.00	117.75	122.25
5e année — 5th year	109.00	115.75	120.25
4e année — 4th year	95.00	101.75	106.25
3e année — 3rd year	91.00	97.75	102.25
2e année — 2nd year	87.00	93.75	98.25
2e six mois — 2nd six months	81.00	87.75	92.25
1er six mois — 1st six months	78.00	84.75	90.25
Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement assignés — Employees performing work not otherwise classifiable.	2.03	2.18	2.28

30.02 *Costumes:* L'employeur doit fournir les costumes, uniformes et salopettes; cependant, le prix d'achat et les frais de blanchiment en sont payés à part égale par l'employeur et le salarié par retenue sur le salaire. Chaque salarié est responsable des vêtements qui lui sont confiés, sauf au cas de vol.

30.03 *Régime d'une seule équipe:* La durée hebdomadaire de travail, sauf pour les préposés au service, est de quarante-cinq (45) heures. La journée normale de travail est de neuf (9) heures étalées entre 7 h et 17 h 30 avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

La journée normale de travail ne doit pas dépasser neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, ni douze (12) heures le vendredi et le samedi.

30.04 *Repas:* Le temps alloué à un salarié pour le repas ou casse-croûte est de une (1) heure, et l'employeur ne peut le forcer à travailler plus de six (6) heures entre les repas.

30.05 *Travail par équipes: a)* Sauf dans le cas des préposés au service, l'employeur peut organiser une deuxième équipe. Il doit alors maintenir cette équipe en fonctions pendant une durée minimale de deux (2) mois et fixer une prime de dix pour cent (10%) calculée à partir du taux normal de salaire de l'intéressé.

Dans ce cas, la journée normale de travail est de neuf (9) heures étalées entre 17 h et 4 h du matin. De plus, la période de repas doit être fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

b) Il est loisible, dans le cas des salariés mentionnés à l'alinéa *a)* précédent, d'organiser une troisième équipe, après entente avec le comité paritaire. Cependant, la prime de cette équipe doit être de onze pour cent (11%) du taux de salaire normal de l'employé ainsi affecté.

Dans un tel cas, la période de repas est fixée par entente entre les parties et peut varier d'une demi-heure (½) à une (1) heure.

30.06 *Réduction de la semaine normale:* Tout employeur qui réduit la semaine normale de tra-

30.02 *Uniforms:* Uniforms, special uniforms and overalls shall be supplied by the employer; however, the purchase price and laundering costs of same shall be equally shared by the employer and the employee; the employee's share shall be paid by means of a check-off from his wages. Each employee shall be responsible for the clothes supplied to him, except in case of theft.

30.03 *Single shift system:* Except for servicemen, the standard workweek consists of forty-five (45) hours. The standard working day consists of nine (9) hours scheduled between 7:00 a.m. and 5:30 p.m. with one (1) hour off for the noon meal.

The standard working day shall not exceed nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, nor twelve (12) hours on Friday and Saturday.

30.04 *Meals:* The employee is allowed one (1) hour off for his meal or lunch, and the employer shall not compel any employee to work more than six (6) hours between meals.

30.05 *Shift work:* (*a*) Except for servicemen, the employer may set up a second shift. He must then keep such shift in operation for at least two (2) months and fix a ten per cent (10%) shift differential based on the concerned employee's actual wage rate.

In such case, the standard working day shall consist of nine (9) hours, scheduled between 5:00 p.m. and 4:00 a.m.. Moreover, mealtime shall be determined by mutual agreement between the parties and may vary between one half (½) hour and one (1) full hour.

(*b*) Subject to the Parity Committee's consent, a third shift may be set up for the employees mentioned in paragraph (*a*) of this subsection. However, the shift differential of third shift employees shall be 11% of their actual wage rate.

Mealtime shall be determined by mutual agreement between the parties and the time off for the meal may last from one half (½) hour to one (1) full hour.

30.06 *Shorter standard workweek:* Any employer who shortens the standard workweek of his

vail de son entreprise ne peut diminuer la rémunération hebdomadaire qu'il versait à ses salariés précédemment.

30.07 *Heures supplémentaires: a)* Tout travail supplémentaire en dehors de l'horaire de la journée normale de travail entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du taux normal, sauf si le taux majoré de cent pour cent (100%) s'applique.

b) Le taux majoré de cent pour cent (100%) s'applique à tout travail fait en sus de cinq (5) heures supplémentaires. Ce taux double s'applique tant et aussi longtemps que le salarié n'a pas eu huit (8) heures consécutives de repos.

Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les fêtes chômées entraîne une majoration de cent pour cent (100%) du taux normal.

Article 31. *Congés payés:*

31.01 *Appréciation du droit au congé: a)* Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, justifie de moins d'un (1) an de service, bénéficie d'un jour de congé par mois de service.

b) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, justifie d'un (1) an de service, bénéficie de deux (2) semaines de congé.

c) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, justifie de dix (10) ans de service, bénéficie de trois (3) semaines de congé.

d) Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, justifie de vingt (20) ans de service, bénéficie de quatre (4) semaines de congé.

e) Dans les cas prévus aux alinéas *b*), *c*) et *d*), l'indemnité de congé d'un salarié est de quatre pour cent (4%), six pour cent (6%) ou huit pour cent (8%) respectivement de ses gains entre le premier mai et le 30 avril précédent.

Article 32. *Période des congés:*

32.01 À moins d'entente contraire entre le comité paritaire et l'employeur, les congés annuels sont pris de la façon suivante:

a) Les première et deuxième semaine, entre le 1er mai et le 15 septembre;

b) la troisième semaine, entre le 1er juin et le 31 janvier;

c) la quatrième semaine, entre le 15 septembre et le 28 février.

32.02 À moins qu'une entente, prévue au paragraphe précédent, n'intervienne entre le comité paritaire et l'employeur:

a) Pour chaque semaine de congé, l'employeur doit donner la préférence à chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté. Dans le cas ou le salarié bénéficie de deux (2) semaines de congé ou plus, ces deux (2) semaines peuvent être prises d'une façon consécutive si le salarié le désire.

b) L'employeur doit accorder chaque semaine de congé au choix du salarié établi par ordre d'ancienneté. Cependant, la troisième (3e) semaine de congé ne peut être prise entre le 1er juin et le 31 janvier tant et aussi longtemps qu'un salarié ayant droit à une (1) ou deux (2) semaines de congé ne les a pas encore prises.

32.03 *Paiement du congé:* L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

32.04 *Indemnité compensatrice de congés payés: a)* Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste cause reçoit, au moment de son départ, l'indemnité de congés acquise avant le premier mai précédent

establishment is not allowed to reduce the weekly remuneration that he paid to his employees before such shortening of the workweek.

30.07 *Overtime:* (*a*) Time and a half based on actual wage rates shall be paid for any work performed outside the schedule of the standard working day, except when double time applies.

(*b*) Double time shall be paid for any work performed over and above the fifth (5th) hour of overtime worked. Such double time shall apply as long as the employee has not been given eight (8) consecutive hours' rest.

Double time based on actual wage rates shall be paid for any work performed on Sunday and on general holidays with pay.

Section 31. *Annual vacations with pay:*

31.01 *Entitlement to vacation:* (*a*) Any employee having less than one year's service with the same employer, on the 1st of May of each year, is entitled to one (1) day's annual vacation with pay for each month's service.

(*b*) Any employee having one (1) year's service with his employer on the 1st of May of each year is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay.

(*c*) Any employee who, on the 1st of May of each year, has ten (10) years' service with his employer is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay.

(*d*) Any employee who, on the 1st of May of each year, has twenty (20) years' service with his employer is entitled to four (4) weeks' annual vacation with pay.

(*e*) In the instances provided for in paragraphs (*b*), (*c*) and (*d*), the employee's vacation pay shall be respectively 4%, 6% or 8% of his earnings between the 1st of May and the preceding 30th of April.

Section 32. *Vacation time:*

32.01 Unless otherwise agreed between the Parity Committee and the employer, the annual vacation with pay shall be taken as follows:

(*a*) first and second weeks: between May 1st and September 15th;

(*b*) third week: between June 1st and January 31st;

(*c*) fourth week: between September 15th and February 28th.

32.02 Unless otherwise agreed between the Parity Committee and the employer, as provided for in the foregoing subsection:

(*a*) for each week's vacation, the employer shall give preference to each employee in order of seniority. When the employee is entitled to two (2) or more weeks' vacation, the employee may take two (2) weeks consecutively if he so wishes;

(*b*) The employer shall grant each week's vacation at the employee's choice as established in order of seniority. However, the third (3rd) week's vacation shall not be taken between June 1st and January 31st as long as there is still an employee entitled to one (1) or two (2) weeks' vacation who has not yet taken his.

32.03 *Payment of vacation pay:* Before leaving on vacation, every employee shall be given, by his employer, the amount of vacation pay to which he is entitled.

32.04 *Compensating indemnity for annual vacation with pay:* (*a*) Any employee who leaves his employ of his own free will, or who is dismissed for good reason, shall receive, upon such severance, the vacation pay corresponding to the vacation

qui n'ont pas été prises, plus quatre pour cent (4%), six pour cent (6%) ou huit pour cent (8%) depuis tel premier mai, selon le cas.

b) Nonobstant le paragraphe (*a*), le salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis exigé par le paragraphe 32.06 n'a droit qu'à l'indemnité compensatrice fixée par l'ordonnance no 3 de la Commission du salaire minimum.

32.05 Si l'une ou plusieurs fêtes chômées payées tombent pendant la période de prise de vacances annuelles de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de vacances qu'il y a de telles fêtes ou au paiement de telles fêtes si l'intéressé le désire.

32.06 *Délai-congé:* L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit:

a) au cas d'un salarié ayant moins de dix (10) ans de service, lui donner un préavis d'une (1) semaine;

b) au cas d'un salarié ayant dix (10) ans ou plus de service, lui donner un préavis de deux (2) semaines.

Si l'employeur ne donne pas un tel préavis, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire pour une (1) ou deux (2) semaines normales de travail suivant le cas. De même le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un tel préavis à moins d'entente contraire avec l'employeur.

Nonobstant ce qui précède, le salarié qui est congédié pour juste cause ou qui n'a pas travaillé chez le même employeur plus de trois (3) mois (dans le cas de l'apprenti, il faut six (6) mois), n'a pas droit à ce préavis.

Article 33. *Prorata des apprentis:*

33.01 Dans les établissements assujettis à la présente section, il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon.

Article 34. *Durée:*

34.01 La présente Section est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur pour une année à compter de cette date. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours de la date où elle devrait normalement expirer. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

« Section III

Ateliers de mécanique et postes de vente d'accessoires ou pièces

Article 40. *Taux de salaires et classification des emplois:*

40.01 L'échelle des taux minimaux pour chacun des emplois régis par la présente section est la suivante:

to which he had become entitled before the previous 1st of May and which he had not yet taken plus 4%, 6% or 8% (as the case may be) of his earnings since the said 1st of May.

(*b*) Notwithstanding subsection (*a*), any employee who leaves his employer without giving him the notice provided for in subsection 32.06 is only entitled to the compensating indemnity fixed by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission.

32.05 If one or more general holidays with pay fall during an employee's annual vacation with pay, the said employee may choose to be granted as many extra days' vacation as there are such general holidays in his annual vacation or to be paid the general holiday pay corresponding to such holidays.

32.06 *Term of notice:* When an employer wishes to terminate an employee's employment, he must:

(*a*) give the employee one week's notice, if the said employee has less than ten (10) years' service;

(*b*) give the employee two (2) weeks' notice, if the employee has ten (10) or more years' service.

Whenever the employer does not give such notice, the employee may claim compensation equal to one or two (2) weeks' regular wages, as the case may be. Likewise, when an employee wishes to leave the service of his employer he must give his employer such notice, unless otherwise agreed with his employer.

However, an employee dismissed for good reason or who has not worked for the same employer more than three (3) months (or six (6) months, if he is an apprentice) is not entitled to this notice.

Section 33. *Prorata of apprentices:*

33.01 In the establishments subject to this Division, there shall not be more than one (1) apprentice per journeyman.

Section 34. *Term:*

34.01 The present Division shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force for one (1) year after such date. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the parties gives the other party a written notice to the contrary no less than thirty (30) days and no more than sixty (60) days before its normal expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

"Division III

Machine shops and Accessories and Parts Sales Departments

Section 40. *Wage rates and classification of occupation:*

40.01 The minimum rates of wages for each of the occupations by the present Division are as follows:

	Par heure — Per hour			
	1er déc. 1970 Dec. 1, 1970	*1er juin 1971 June 1, 1971*	*1er déc. 1971 Dec. 1, 1971*	
Compagnon — Journeyman:				
Mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien — Mechanic, fitter, machinist, electrician:				
Classe « A » — Class "A"	$ 2.94	$ 3.04	$ 3.14	$ 3.24
Classe « B » — Class "B"	2.70	2.80	2.90	3.00
Classe « C » — Class "C"	2.64	2.74	2.84	2.94
Classe « D » — Class "D"	2.59	2.69	2.79	2.89

	Par heure — Per hour			
	1er déc. 1970 Dec. 1, 1970	*1er juin 1971 June 1, 1971*	*1er déc. 1971 Dec. 1, 1971*	
Apprenti — Apprentice:				
4e année — 4th year	$2.33	$2.43	$2.53	$2.63
3e année — 3rd year	2.21	2.31	2.41	2.51
2e année — 2nd year	2.08	2.18	2.28	2.38
1re année — 1st year	1.94	2.04	2.14	2.24
Laveur de pièces d'auto — Automobile parts cleaner	2.11	2.21	2.31	2.41
Livreur — Deliveryman	2.24	2.34	2.44	2.54
Préposé au service — Serviceman:				
Après 2 ans — After 2 years	2.31	2.41	2.51	2.61
2e année — 2nd year	2.06	2.16	2.26	2.36
1re année — 1st year	1.90	2.00	2.10	2.20
Commis aux pièces (hebdomadaire) — Partsman (weekly):	*Par semaine — Per week*			
1er commis — Head clerk	$110.50	$114.50	$118.50	$122.50
Classe « A » — Class "A"	102.50	106.50	110.50	114.50
Classe « B » — Class "B"	97.50	101.50	105.50	109.50
Classe « C » — Class "C"	92.50	96.50	100.50	104.50
4e année — 4th year	81.00	85.00	89.00	93.00
3e année — 3rd year	77.00	81.00	85.00	89.00
2e année — 2nd year	73.00	77.00	81.00	85.00
2e six mois — 2nd six months	67.00	71.00	75.00	79.00
1er six mois — 1st six months	64.00	68.00	72.00	76.00
Commis d'entrepôt — Warehouse clerk:				
Après 4 ans — After 4 years	86.50	90.50	94.50	98.50
4e année — 4th year	81.50	85.50	89.50	93.50
3e année — 3rd year	72.50	76.50	80.50	84.50
2e année — 2nd year	69.50	73.50	77.50	81.50
1re année — 1st year	67.50	71.50	75.50	79.50
Commis de bureau (personnel masculin) — Office clerk (male):				
1er commis — 1st office clerk	106.00	110.00	114.00	118.00
Classe « A » — Class "A"	96.00	100.00	104.00	108.00
Classe « B » — Class "B"	91.00	95.00	99.00	103.00
Classe « C » — Class "C"	86.00	90.00	94.00	98.00
5e année — 5th year	80.00	84.00	88.00	92.00
4e année — 4th year	72.00	76.00	80.00	84.00
3e année — 3rd year	69.00	73.00	77.00	81.00
2e année — 2nd year	64.00	68.00	72.00	76.00
1re année — 1st year	61.00	65.00	69.00	73.00
Commis de bureau (personnel féminin) — Office clerk (female):				
Classe « A » — Class "A"	75.00	79.00	83.00	87.00
Classe « B » — Class "B"	72.00	76.00	80.00	84.00
Classe « C » — Class "C"	70.00	74.00	78.00	82.00
3e année — 3rd year	65.00	69.00	73.00	77.00
2e année — 2nd year	62.00	66.00	70.00	74.00
1re année — 1st year	59.00	63.00	67.00	71.00
Tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être classés autrement — Any employee who performs work which cannot be otherwise classified	*Par heure — Per week*			
	$ 1.90	$ 2.00	$ 2.10	$ 2.20

Article 41. *Durée du travail:*

a) La semaine normale de travail pour toutes les catégories d'employés est de quarante-deux heures et demie (42½) réparties du lundi au vendredi.

b) La journée normale de travail est de huit heures et demie (8½) avec une interruption minimale d'une (1) heure pour le repas du midi.

Article 42. *Garantie de salaire hebdomadaire:*

Tout salarié rémunéré sur une base de taux horaire et hebdomadaire doit recevoir une rémunération hebdomadaire minimale équivalant à sa semaine normale de travail. Toutefois, toutes les absences du salarié durant la semaine réduiront

Section 41. *Hours of work:*

(*a*) All categories of employees shall have a 42½-hour standard workweek, scheduled Monday through Friday.

(*b*) The standard working day consists of eight and one half (8½) hours with at least one (1) hour off for the noon meal.

Section 42. *Guaranteed Weekly Wage:*

Every hourly and weekly-paid employee shall be paid a weekly minimum wage equal to his standard workweek's pay. However, should the employee be absent from work during any week, his guaranteed weekly wage shall be reduced

d'autant cette garantie hebdomadaire. Cependant, dans la période de ralentissement d'ouvrage, il sera loisible à l'employeur, après avoir donné l'explication au Comité paritaire, de réduire la semaine de travail quant à sa garantie, d'une demi-heure par jour.

Article 43. *Heures supplémentaires:*

a) Au taux majoré de cinquante pour cent (50%): Tout travail supplémentaire en dehors de la journée normale de travail et de la semaine normale de travail, entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%) sauf lorsque le paragraphe « *b* » du présent article prévoit un autre taux.

b) Au taux majoré de cent pour cent (100%): Le taux majoré de cent pour cent (100%) s'applique pour tout travail excédant quatre (4) heures supplémentaires. Ce taux majoré s'applique tant et aussi longtemps qu'un tel salarié n'a pas eu huit (8) heures consécutives de repos. Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche et les fêtes chômées entraîne une majoration de cent pour cent (100%).

Article 44. *Jours fériés:*

Nonobstant le paragraphe 3.03, il ne peut y avoir aucun travail ordinaire les dimanches, ni les jours fériés chômés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi-saint, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, le jour de Noël et le 26 décembre.

Si l'une de cesdites fêtes est reportée à un autre jour ou une autre date par l'autorité publique compétente, ce changement s'appliquera de droit.

Article 45. *Jours fériés chômés et payés:*

Tout salarié qui travaille le jour ouvrable qui précède et qui suit chacun des jours fériés susmentionnés, s'ils tombent un jour ouvrable, doit recevoir pour chaque fête une indemnité égale à la rémunération d'une journée normale de travail. Le salarié qui n'a pas travaillé ces jours par suite d'une absence autorisée ou motivée, a droit à l'indemnité du jour férié.

Article 46. *Congés payés annuels:*

La période de temps pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

Article 47. Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a moins d'un an de service chez l'employeur bénéficie d'un jour de congé par mois de service.

Article 48. Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a un an de service chez l'employeur bénéficie de deux (2) semaines de congé.

Article 49. Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a dix (10) ans de service chez l'employeur bénéficie de trois (3) semaines de congé.

Article 50. Tout salarié qui, au premier mai de chaque année, a vingt (20) ans de service chez l'employeur a droit à quatre (4) semaines de congé.

Article 51. *Indemnité de congés:*

Tout salarié qui a droit à moins de deux (2) semaines complètes de congé doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné.

Article 52. Tout salarié bénéficiant de deux (2), de trois (3) ou de quatre (4) semaines de congé doit recevoir une indemnité de congé calcu-

accordingly. During slack periods, the employer may reduce such guarantee by one-half hour per day, provided he has explained his reasons to the Parity Committee.

Section 43. *Overtime:*

(*a*) *Time and one-half:* Except when subsection "*b*" of this section specifies another wage rate, time and one-half shall be paid for all work performed outside the daily or weekly standard working hours.

(*b*) *Double time:* Double time shall be paid for all work beyond four (4) hours' overtime. Double time shall continue to apply until the employee has had eight (8) hours' continuous rest. Double time also applies for all work performed on Sundays and general holidays.

Section 44. *General holidays:*

Notwithstanding subsection 3.03, no regular work shall be performed on Sunday nor on the following general holidays: New Year's Day, the 2nd of January, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th.

Whenever any competent public authority transfers any of the above general holidays to any other day or date, the change in observance involved shall apply as of right.

Section 45. *General holidays with pay:*

Any employee who will have worked on the working day preceding and the working day following each abovementioned holiday, whenever any such holiday falls on a working day, shall be entitled to one standard working day's pay for each such general holiday. An employee who did not work on such days because of authorized leave or a valid reason, is entitled to the said holiday pay.

Section 46. *Annual vacation with pay:*

The period during which an employee gradually becomes entitled to the complete annual vacation extends from May 1st of the preceding year to April 30th of the current year and is called the "qualifying period".

Section 47. Every employee who, on May 1st of each year, has less than one (1) year's service with the same employer, is entitled to one day's vacation for each month of service.

Section 48. Every employee who, on May 1st of each year, has one year's service with the same employer, is entitled to two (2) weeks' vacation.

Section 49. Every employee who, on May 1st of each year, has ten (10) years' service with the same employer, is entitled to three (3) weeks' vacation.

Section 50. Every employee who, on May 1st of each year, has twenty (20) years' service with the same employer, is entitled to four (4) weeks' vacation.

Section 51. *Vacation pay:*

Any employee entitled to less than two (2) full weeks' vacation shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of the wages he has earned.

Section 52. Any employee entitled to two (2), three (3) or four (4) weeks' vacation is entitled to vacation pay calculated as follows: his hourly

lée de la façon suivante: le taux horaire payé multiplié par le nombre d'heures de travail de sa semaine habituelle de travail multiplié par le nombre de semaines de congé dues suivant les articles 48, 49 et 50.

Article 53. *a*) Les salariés rémunérés sur une base hebdomadaire doivent recevoir pour chaque semaine de congé une indemnité égale à ce salaire hebdomadaire.

b) Si un ou plusieurs jours fériés chômés payés tombent pendant la période des congés annuels de tout salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de congé qu'il y a de tels jours de fête.

Article 54. *Période des congés:*

Les deux (2) premières semaines de congé doivent être données durant la période du 1er mai au 15 septembre de l'année courante, au temps déterminé par l'employeur au cours du mois d'avril après consultation avec l'intéressé en tenant compte de l'ancienneté de chacun. Les troisième (3e) et quatrième (4e) semaines de congé, s'il y a lieu, peuvent être données à une date choisie par l'employeur entre le 15 septembre et le 31 mars qui suit la date où le salarié a acquis le droit à ces troisième (3e) et quatrième (4e) semaines de congés.

Par contre, il est loisible à l'employeur de fermer en tout ou en partie son établissement durant la période des congés payés.

Article 55. *Versement de l'indemnité de congés:*

Tout salarié doit recevoir sa rémunération de vacances avant son départ pour lesdites vacances.

Article 56. *Indemnité compensatrice de congés:*

a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi, ou qui est congédié pour juste motif, reçoit, au moment de son départ, l'indemnité des congés acquis avant le 1er mai précédent et qui n'ont pas été pris plus quatre pour cent (4%), six pour cent (6%) ou huit pour cent (8%) des gains réalisés durant les heures normales de travail depuis le 1er mai selon qu'il est dans les catégories prévues aux articles 48, 49 et 50.

b) Nonobstant le paragraphe « *a* », le salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis requis selon l'article 58 n'a le droit qu'au remboursement suivant, à titre d'indemnité de congés: un minimum de quatre pour cent (4%) s'il a plus d'un (1) an de services continu accompli; pour le salarié qui a plus de dix (10) ans de services continus accomplis, ce remboursement est de six pour cent (6%); pour le salarié qui a plus de vingt (20) ans de services continus accomplis, ce remboursement est de huit pour cent (8%).

Article 57. Le présent décret ne peut avoir pour effet de mettre fin à toute entente prévoyant des conditions plus avantageuses que celles qu'il détermine.

Article 58. *Délai-congé:*

L'employeur convient de donner au moins une semaine d'avis à tout salarié qu'il désire licencier pour quelque raison que ce soit, sauf s'il s'agit d'un congédiement pour juste motif. Dans le cas où un tel avis n'a pas été donné, le salarié a droit à une semaine normale de paie. De même, tout salarié doit donner un avis écrit d'une semaine avant de quitter son emploi.

Article 59. *Apprentis:*

Il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par trois (3) compagnons.

Article 60. *Costume:*

rate multiplied by the number of working hours in his standard workweek multiplied by the number of weeks' vacation owing him under sections 48, 49 and 50.

Section 53. (*a*) Employees remunerated on a weekly salary basis shall receive, for each week's vacation, an amount of vacation pay equal to their weekly salary.

(*b*) If one or more general holidays with pay fall within any employee's annual vacation, such employee is entitled to as many additional days' vacation as the number of such general holidays with pay in his vacation.

Section 54. *Vacation taking time:*

The two (2) first weeks' vacation shall be given between the 1st of May and the 15th of September of the current year, at the time determined by the employer in April upon consultation with each employee and in accordance with each employee's seniority. The third (3rd) and fourth (4th) weeks' vacation, whenever an employee is entitled thereto, may be given, as chosen by the employer, between the 15th of September and the 31st of March following the date on which the employee became entitled to such third (3rd) or fourth (4th) weeks' vacation or both.

On the other hand, the employer may close down his establishment in part or in whole during his employees' vacation period.

Section 55. *Payment of vacation pay:*

The employee shall be given his vacation pay before he leaves on vacation.

Section 56. *Compensating indemnity for annual vacation with pay:*

(*a*) Any employee who voluntarily quits his employment or who is dismissed for good reason, shall receive, upon severance, the vacation pay owing him for the vacation to which he became entitled before the 1st of the preceding month of May, and which he has not yet taken, plus 4%, 6% or 8% of his earnings for his standard working hours since the 1st of May, subject to the provisions of sections 48, 49 and 50.

(*b*) Notwithstanding subsection "*a*" above, any employee who quits his employment without giving the notice required under section 58 is only entitled to the following compensating indemnity for annual vacation with pay: at least 4%, if he has completed more than one year's continuous service; 6%, if he has completed more than ten (10) years' continuous service; 8%, if he has completed more than twenty (20) years' continuous service.

Section 57. The present decree shall not have the effect of putting an end to any agreement providing for more advantageous conditions than those determined by it.

Section 58. *Term of notice:*

The employer agrees to give at least one week's notice to every employee being laid off for any reason whatever, save in the case of dismissal for a good reason. Whenever such notice has not been given, the employee is entitled to one standard workweek's pay. Likewise, every employee must give a week's notice, in writing, before quitting his employment.

Section 59. *Apprentices:*

There shall be only one (1) apprentice for every three (3) journeymen.

Section 60. *Uniforms:*

L'employeur doit fournir à ses frais les costumes, uniformes et les salopettes en double à chaque salarié; il doit aussi les faire nettoyer à ses frais. Ces objets demeurent la propriété de l'employeur.

Article 61. À moins d'incompatibilité, les dispositions de la Première Partie du présent décret s'appliquent à la présente Partie.

Article 62. *Durée:*

La présente Section est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mai 1972. Elle se renouvelle automatiquement par la suite d'année en année à moins que l'une des parties ne donne à l'autre partie un avis à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 1er juin de l'année 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Two costumes, uniforms and overalls shall be supplied to each employee and paid by the employer. The employer shall also pay for the cleaning of the said items, and the latter shall remain his property.

Section 61. Barring incompatibility, the provisions of Part One of this decree apply to the present Part.

Section 62. *Term:*

The present Division is valid from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until May 31, 1972. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the parties gives the other a written notice to the contrary, not more than sixty (60) and not less than thirty (30) days before June 1st of 1972 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Troisième partie

Régions de Beauce et de Dorchester

Article 70. *Champ d'application territorial:* La présente Partie s'applique aux districts électoraux de Beauce et de Dorchester.

Article 71. *Champ d'application professionnel et industriel:* Les dispositions de la présente Partie s'appliquent aux employeurs et salariés de garages, y compris les stations-service, les postes d'essence, les postes de lavage, les terrains de démontage, les postes de vente de pièces ou d'accessoires et les ateliers de mécanique.

Sont également assujettis les établissements où se font l'installation, la réparation et l'entretien des silencieux, des embrayages, des freins, et les sections des ateliers de vulcanisation et de rechapage où se fait l'équilibrage et l'alignement des roues.

71.01 *Exceptions:* Ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente partie:

a) les garages particuliers et les garages municipaux;

b) les ateliers qui font exclusivement le montage, la réparation ou la vente de pièces de machinerie agricole;

c) les ateliers et magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machinerie industrielle.

Article 72. *Taux de salaires et classification des emplois:*

72.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

Part Three

Beauce and Dorchester regions

Section 70. *Territorial jurisdiction:* The present Part applies to the electoral districts of Beauce and Dorchester.

Section 71. *Professional and industrial jurisdiction:* The provisions of the present Part apply to employers and employees of garages, including service stations, gasoline stations, car washes, scrapping yards, accessories or parts stores and machine shops.

Are likewise subject to this Part, establishments where mufflers, clutches and brakes are installed, repaired and maintained, and the departments of vulcanizing and retreading shops where wheels are aligned and balanced.

71.01 *Exceptions:* The present Part does not apply to:

(*a*) private garages and municipal garages;

(*b*) shops where agricultural machinery parts exclusively are installed, repaired or sold;

(*c*) shops and parts stores of establishments exclusively carrying on the sale, repair and maintenance of industrial machinery.

Section 72. *Wage rates and classifications of occupations:*

72.01 Minimum rates of wages are as follows:

	Par heure — Per hour			
	1er fév. 1971 Feb. 1, 1971	*1er fév. 1972 Feb. 1, 1972*	*1er août 1972 Aug. 1, 1972*	
Compagnon (tous les métiers)—Journeyman (all trades):				
Classe « A » — Class "A"	$ 2.55	$ 2.95	$ 2.75	$ 3.15
Classe « A/B » — Class "A/B"	2.40	2.60	2.80	3.00
Classe « B » — Class "B"	2.30	2.50	2.70	2.80
Classe « C » — Class "C"	2.20	2.40	2.55	2.75
Apprenti (tous les métiers) — Apprentice (all trades):				
4e année — 4th year	1.84	2.00	2.10	2.28
3e année — 3rd year	1.72	1.90	2.00	2.15
2e année — 2nd year	1.56	1.73	1.83	1.98
1re année — 1st year	1.44	1.60	1.70	1.85
Préposé de station-service — Service station attendant:				
3e année — 3rd year	1.45	1.55	1.65	1.81
2e année — 2nd year	1.25	1.35	1.45	1.60
1re année — 1st year	1.14	1.24	1.34	1.49

	Par heure — Per hour			
	1er fév. 1971 Feb. 1, 1971	1er fév. 1972 Feb. 1, 1972	1er août 1972 Aug. 1, 1972	
Préposé au service — Serviceman:				
3e année — 3rd year	$ 1.70	$ 1.80	$ 1.90	$ 2.06
2e année — 2nd year	1.50	1.60	1.70	1.85
1re année — 1st year	1.39	1.49	1.59	1.74
	Par semaine — Per week			
Préposé aux pièces — Partsman:				
1er commis — Head clerk	$ 92.70	$ 92.70	$ 92.70	$ 92.70
7e année — 7th year	86.40	86.40	86.40	86.40
6e année — 6th year	83.70	83.70	83.70	83.70
5e année — 5th year	81.90	81.90	81.90	81.90
4e année — 4th year	72.90	72.90	77.40	81.90
3e année — 3rd year	68.40	68.40	71.40	75.60
2e année — 2nd year	64.80	64.80	68.30	72.00
2e six mois — 2nd six months	59.40	59.40	63.00	66.60
1er six mois — 1st six months	56.70	56.70	60.00	63.90
Commissionnaire — Messenger	60.00	60.00	64.00	67.00
Gardien de nuit — Night watchman	60.00	60.00	60.00	60.00

Article 73. *Durée du travail et horaires:*

73.01 La semaine normale de travail des compagnons, des apprentis et des préposés aux pièces est de quarante-huit (48) heures réparties sur quatre (4) journées de neuf (9) heures et une journée de huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement, entre 8 h et 18 h et quatre (4) heures le samedi, entre 8 h et midi.

Cependant, durant les mois de juillet et août 1970, durant les mois de juin, juillet et août 1971, de même qu'à partir du 1er juin 1972, la semaine normale de travail des personnes susmentionnées est de quarante-cinq (45) heures par semaine réparties sur cinq (5) journées de travail, entre 8 h et 18 h, du lundi au vendredi.

73.02 *Préposé au service:*

a) Les préposés au service dans les garages ont une semaine normale de travail de quarante-huit (48) heures, réparties du lundi au samedi midi inclusivement. Chaque journée de travail est au maximum de neuf (9) heures par jour. Cependant, durant les mois de juillet et août 1970, durant les mois de juin, juillet et août 1971, de même qu'à partir du 1er juin 1972, la semaine de travail sera de cinq (5) journées de neuf (9) heures du lundi au vendredi inclusivement.

L'employeur ne peut forcer un préposé au service à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

b) Nonobstant le paragraphe « *a* » de l'article 73.02, les préposés de stations-service ont une semaine normale de travail de quarante-huit (48) heures réparties dans un maximum de six (6) jours.

73.03 *Travail par équipe:*

Pour les fonctions de compagnons, apprentis, préposés aux pièces, commissionnaires, préposés au service de garages, l'employeur a le droit d'établir une deuxième (2e) équipe en plus de l'équipe régulière. En ce cas, les salariés faisant partie de cette deuxième (2e) équipe ont droit à une prime de dix pour cent (10%) de leur salaire horaire à compter du début de l'équipe.

Dans tel cas, la journée normale de travail de la deuxième (2e) équipe est au maximum de dix (10) heures par jour étalées entre 13 h et 4 h du matin. La période de repas est fixée par entente entre les parties et peut être d'une durée d'une demi-heure (½) à une (1) heure. Cette demi-heure (½) ou cette heure est sans paie.

Section 73. *Hours of work and schedules:*

73.01 For journeymen, apprentices and parts men, the standard workweek shall consist of forty-eight (48) working hours distributed over four (4) 9-hour working days and one (1) 8-hour working day, Monday through Friday, scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., and four (4) working hours on Saturday scheduled between 8:00 a.m. and 12 o'clock noon.

However, during July and August 1970, during June, July and August 1971 and from June 1, 1972, for the above-mentioned persons, the standard workweek shall consist of forty-five (45) working hours distributed over five (5) working days and scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday.

73.02 *Serviceman:*

(*a*) Servicemen in garages shall have a standard workweek consisting of forty-eight (48) working hours, distributed between Monday and Saturday noon inclusively. Each working day shall not exceed nine (9) hours. However, during July and August 1970, during June, July and August 1971, and from June 1, 1972, the standard workweek shall consist of five (5) 9-hour days, Monday through Friday.

No employer may compel a serviceman to work more than six (6) hours between meals.

(*b*) Notwithstanding the provisions of subsection "*a*" of section 73.02, service station attendants shall have a forty-eight (48) hour workweek spread over six (6) working days at the very most.

73.03 *Shift work:*

For journeymen, apprentices, parts men, messengers and garage servicemen, the employer shall have the right to set up a second shift in addition to the regular shift. Employees belonging to the second shift shall be entitled to a 10% shift differential from the starting time of the said shift.

The standard working day of the second shift shall not exceed ten (10) hours and shall be scheduled between 1:00 p m and 4:00 a.m. the moment and length of the meal period shall be determined by mutual agreement between the employer and employees. Time off for meals shall be without pay, and may last from one half (½) hour to one (1) hour.

Article 74. *Travail commencé:*

74.01 Un travail commencé quinze (15) minutes avant la fin de la journée normale, doit être complété s'il s'agit d'accommoder un client, s'il peut être terminé dans un quart (¼) d'heure suivant la fin de la journée de travail. Le taux majoré de cinquante pour cent (50%) s'applique à partir de la fin de la journée normale.

Article 75. *Heures de présence:*

75.01 Les heures de travail normales ne constituent pas une garantie de travail; cependant, tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions de ce décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que son temps ait été vendu ou non. Cependant, cela n'affecte pas le droit de l'employeur de faire des licenciements.

Article 76. *Heures supplémentaires:*

76.01 *Taux majoré de cinquante pour cent (50%):* Tout travail supplémentaire en dehors des limites de la journée normale de travail et de la semaine normale de travail entraîne le paiement au taux normal majoré de cinquante pour cent (50%), sauf lorsque la majoration de cent pour cent (100%) s'applique.

76.02 *Taux majoré de cent pour cent (100%):* Le taux majoré de cent pour cent (100%) doit être payé pour tout travail excédant cinq (5) heures de temps supplémentaire, sauf le samedi, avant 18 h.

Tout travail supplémentaire exécuté le dimanche ou une fête chômée indiquée à l'article 77 doit être rémunéré au taux majoré de cent pour cent (100%).

Article 77. *Jours fériés:*

77.01 *Jours fériés:* Il ne doit y avoir aucun travail régulier les dimanches ni les jours fériés chômés suivants: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de Noël, le 26 décembre et la fête du Travail.

De plus, à partir de 1971, chaque salarié a droit à un congé payé mobile d'une journée qui doit être pris après entente entre l'employé et l'employeur.

77.02 *Jours fériés chômés et payés:* Tout salarié, qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, a travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de chacune des fêtes susmentionnées, si elles tombent un jour ouvrable, doit recevoir pour chaque fête, une indemnité égale à son gain pour une journée normale de travail. Nonobstant ce qui précède, le 2 janvier et le 26 décembre sont des congés garantis s'ils tombent des jours non ouvrables.

Tout arrêté en conseil, ordonnance ou loi, provinciale, fédérale ou tout règlement municipal qui reporte à un autre jour la célébration de l'un ou l'autre de ces jours fériés chômés et payés susmentionnés s'applique de droit.

77.03 *Congés de deuil:* Tout salarié éprouvé par le décès de son conjoint, son père, sa mère ou son enfant, de même que de sa belle-mère, ou son beau-père, a droit à un jour de congé payé à son taux de salaire normal, si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable, en dehors des congés annuels.

77.04 *Accident du travail:* L'employeur paie à tout salarié accidenté au travail le salaire perdu jusqu'à la fin de sa demi-journée de travail.

Section 74. *Work in progress:*

74.01 Any work begun fifteen (15) minutes before the end of the standard working day should be completed, to accomodate a client, if it is possible to finish it within fifteen (15) minutes after the end of the standard working day. Time and a half shall apply from the end of the standard working day.

Section 75. *Time present:*

75.01 The standard working hours do not constitute a work guarantee; however, every employee shall be remunerated according to the provisions of this decree for all the hours during which he shall have been present and available during his standard working day, whether such time has been sold or not. Besides, this shall not affect the employer's right to make lay-offs

Section 76 *Overtime:*

76.01 *Time and a half:* Any time worked beyond the limits of the standard working day or workweek shall entitle the worker to be paid time and a half, except when double time shall apply.

76.02 *Double time:* Double time shall be paid for any work performed in excess of five (5) hours' overtime, except on Saturday, before 6:00 p.m.

Double time shall be paid for any overtime worked on Sunday or on any general holiday with pay mentioned in section 77.

Section 77. *General holidays:*

77.01 *General holidays kept as non-working days:* There shall be no regular work performed on Sunday nor on the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Christmas Day, December 26th and Labour Day.

Moreover, as from 1971, each employee shall be entitled to one extra day's holiday with pay, the date of which shall be determined as agreed between the employer and the employee.

77.02 *General holidays with pay:* Any employee who shall have worked the working day before and the working day after each of the above general holidays, if they fall on a working day, shall receive for each such holiday an amount of holiday pay equal to his earnings for one standard working day's work. However, the employee who is absent with leave or for a good reason on any of the said working days shall likewise be entitled to such holiday pay. Notwithstanding the foregoing, the 2nd of January and the 26th of December shall be guaranteed holidays if they fall on non working days.

Any federal or provincial order in council, ordinance or law and any municipal by-law that transfers the observance of any of the abovementioned general holidays with pay shall apply as of right.

77.03 *Compassionate leave:* Any employee who is bereaved by the death of his spouse, father, mother, child, mother-in-law or father-in-law is entitled to one full day's leave, paid at straight time based on his actual wage rate, if the funeral day falls on a working day outside his annual vacation.

77.04 *Industrial accident:* The employer shall pay, to the employee who has sustained injury while at work, the time lost until the end of his half-day's work.

Article 78. *Congés annuels payés:*

78.01 *Période de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours et s'appelle la période de référence.

78.02 *Appréciation du droit au congé:*

a) moins d'un an de service:

Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé annuel d'une durée minimale d'autant de journées qu'il a de mois de service continu sans que la durée totale du congé exigible n'excède deux (2) semaines.

b) tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a un an de service continu ou plus a droit à des congés annuels d'une durée minimale de deux (2) semaines complètes.

c) tout salarié qui, au 1er mai 1970, a quinze (15) ans de service continu chez l'employeur, au 1er mai 1971, quatorze (14) ans de service continu et, au 1er mai 1972, treize (13) ans de service continu, a droit à des congés annuels d'une durée minimale de trois (3) semaines complètes.

78.03 *Indemnité de congés:*

a) Tout salarié qui a droit à moins d'une semaine complète de congé doit recevoir une indemnité de congé égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant les heures normales de travail durant la période de référence.

b) Tout salarié qui a droit à deux (2) semaines complètes de congé doit recevoir une indemnité de congé équivalente à quatre pour cent (4%) du salaire gagné pendant les heures normales de travail durant la période de référence.

c) Tout salarié qui a droit à trois (3) semaines complètes de congé doit recevoir une indemnité de congé équivalente à six pour cent (6%) du salaire gagné pendant les heures normales de travail durant la période de référence.

78.04 *Période des congés:* À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels sont pris de la façon suivante:

1° la première et la deuxième semaines entre le 1er mai et le 15 septembre;

2° la troisième semaine entre le 15 septembre et le 31 décembre.

Les semaines de congé doivent être données par l'employeur, après entente, entre les dates spécifiées ci-dessus. L'employeur doit donner chaque semaine de congé en tenant compte de la préférence de chaque salarié par ordre d'ancienneté.

Nonobstant ce qui précède, l'employeur peut fermer en tout ou en partie son atelier pendant une (1) ou deux (2) semaines pour les congés annuels. Cette fermeture s'effectue entre le 15 juin et le 31 août et l'employeur doit faire connaître la date de cette fermeture à ses salariés au moins quatre (4) semaines à l'avance.

78.05 *Date de versement de l'indemnité:* Tout salarié doit recevoir son indemnité de congé avant son départ en vacances.

78.06 *Indemnité compensatrice de congés payés:*

a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir au moment de son départ, l'indemnité de congé acquise avant le 1er mai précédant qui n'ont pas été pris, plus quatre pour cent (4%) ou six pour cent (6%) des gains réalisés depuis le 1er mai selon qu'il est dans la catégorie 78.02 *a, b* ou *c.*

b) Si un ou plusieurs jours fériés chômés et payés tombent pendant la période des congés annuels de tout salarié, celui-ci a droit à autant de

Section 78. *Annual vacation with pay:*

78.01 *Qualifying period:* The period during which an employee gradually becomes entitled to the entire annual vacation runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year. It is called the qualifying period.

78.02 *Vacation entitlement:*

(a) Less than one year's service:

Every employee who, on May 1st of each year, has less than one year's continuous service with the same employer is entitled to at least one day's annual vacation for each month's continuous service, but such vacation shall not exceed two (2) weeks.

(b) Every employee who, on May 1st of each year, has one or more year's continuous service is entitled to at least two (2) week's annual vacation.

(c) Any employee who has completed 15 years' continuous service, with the same employer on the 1st of May 1970, 14 years' continuous service on the 1st of May 1971, and 13 years' continuous service on the 1st of May 1972, is entitled to at least three (3) full weeks' annual vacation.

78.03 *Vacation pay:*

(a) Any employee entitled to less than one (1) full week's vacation shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of the wages he has earned during his standard working hours during the course of the qualifying period.

(b) Any employee entitled to two (2) complete weeks' vacation shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of the wages he has earned during his standard working hours during the course of the qualifying period.

(c) Any employee entitled to three (3) complete weeks' vacation shall receive vacation pay equal to six per cent (6%) of the wages he has earned during his standard working hours during the course of the qualifying period.

78.04 *Vacation time:* Unless otherwise agreed between employer and employee, annual vacations shall be taken as follows:

(1) first and second weeks: between May 1st and September 15th;

(2) third week: between September 15th and December 31st.

The weeks' vacation shall be given by the employer, following agreement, between the dates mentioned above. In giving each week's vacation, the employer shall take into account each employee's preference as established in order of seniority.

Notwithstanding the foregoing, the employer may close down the whole or a part of his shop for one or two weeks for vacation purposes. Such closing down shall be effected between June 15 and August 31 and shall be made known to the employees by the employer at least four (4) weeks in advance.

78.05 *Date of payment of vacation pay:* Every employee shall be given his vacation pay before he leaves on vacation.

78.06 *Compensating indemnity for vacations with pay:*

(a) Any employee who quits his employment of his own will or who is dismissed for a good reason shall receive, upon severance, the vacation pay owing him for the vacation he has acquired prior to the previous 1st of May, and which he has not yet taken, plus 4% or 6% of his earnings since the 1st of May, depending on whether he belongs to category 78.02 *(a), (b)* or *(c).*

(b) If one or more general holidays with pay fall within the annual vacation with pay of any employee, the latter shall be entitled to as many

jours additionnels de congé qu'il y a de tels jours fériés.

c) Nonobstant le paragraphe « a », tout salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis requis, selon l'article 80.01, n'a droit qu'au minimum de quatre pour cent (4%), quel que soit le nombre de ses années de service continu et complété.

Article 79. *Indemnité de rappel au travail:*

79.01 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement a droit à la majoration pour heures supplémentaires applicable et a droit à une indemnité égale à deux (2) heures au taux normal.

79.02 Cependant, l'article 79.01 ne s'applique pas aux préposés aux pièces dont l'employeur doit compenser les heures ainsi faites par des congés équivalents.

Article 80. *Délai-congé:*

80.01 L'employeur qui veut se libérer définitivement des services d'un salarié doit lui donner une semaine d'avis. Si l'employeur ne donne pas un tel avis de licenciement, d'une semaine, ce salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire habituel pour une semaine normale de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner une semaine d'avis à moins d'entente contraire avec l'employeur.

Nonobstant ce qui précède, le salarié congédié pour juste motif ou qui n'a pas travaillé chez l'employeur plus de trois (3) mois s'il s'agit d'un compagnon ou six (6) mois dans le cas des autres employés n'a pas droit au préavis d'une semaine.

Article 81. *Costumes:*

81.01 L'employeur doit fournir à ses frais les costumes, uniformes et les salopettes qu'il exige; il doit aussi les faire blanchir à ses frais et ils restent sa propriété.

Article 82. *Paiement du salaire:*

82.01 Tout salarié doit recevoir sa rémunération à chaque semaine, au plus tard le jeudi avant la fin du travail et en espèces.

Article 83. *Nullité de convention:*

83.01 Est déclarée illégale et est considérée comme nulle et non avenue, aux fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeur et salariés touchant soit, la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou encore tout autre procédé dont l'effet pourrait être de diminuer le montant du salaire fixé par le présent décret.

Article 84. *Durée:*

84.01 La présente partie est valable à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er octobre 1972.

84.02 Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 1er octobre de l'année 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Article 85. *Disposition spéciale:*

85.01 À moins d'incompatibilité, les dispositions de la première partie s'appliquent à la présente partie.

additional days' vacation as there shall be such general holidays in his annual vacation.

(c) Notwithstanding subsection "a", any employee who leaves the employ of his employer without giving the latter the advance notice provided for in section 80.01 is entitled to only the 4% minimum vacation pay, whatever be the number of years of continuous service he has completed.

Section 79. *Call back pay:*

79.01 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid the overtime rate applicable and shall be entitled to at least two hours' pay at his actual wage rate.

79.02 However, section 79.01 does not apply to parts men to whom the employer shall give equivalent time off in compensation for any hours thus worked.

Section 80. *Term of notice:*

80.01 Any employer who wishes to definitely dispense with an employee's services shall give the latter one week's notice. Failing this, the employee may claim the equivalent of one week's regular wages. Likewise, an employee wishing to quit his job shall give one week's notice unless otherwise agreed with the employer.

However, an employee who is dismissed for a valid reason or who has not been in the same employer's service for more than three (3) months, for journeymen, or six (6) months, for all other employees, is not entitled to such week's notice.

Section 81. *Uniforms:*

81.01 The uniforms, special uniforms and overalls that the employer requires his employees to wear shall be supplied and paid for by him. The employer shall also pay for the laundering of the said items which shall remain his property.

Section 82. *Payment of wages:*

82.01 Every employee shall receive his pay each week, in cash, Thursday at the very latest, before work ends.

Section 83. *Nullity of Agreement:*

83.01 For the purposes of this decree, any agreement between employer and employees with regards to the leasing of space or place of business, working conditions or any other device used to attenuate the wages laid down in the present decree is declared illegal and considered null and void.

Section 84. *Term:*

84.01 The present Part shall become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and shall remain in force until the 1st of October 1972.

84.02 It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before October 1, 1972, or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Section 85. *Special provision:*

85.01 Barring incompatibility, the provisions of Part One shall apply to the present Part.

QUATRIÈME PARTIE

Ville de La Malbaie et un rayon de trente (30) milles

Article 90. *Champ d'application territorial:*
La présente partie s'applique à la ville de La Malbaie et à un rayon de trente (30) milles de ses limites.

Article 91. *Champ d'application professionnel:*
91.01 Sont assujettis aux dispositions de la présente partie, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de garages, y compris les garages publics, les sections de mécanique ou de débossage des stations-service, les terrains de démontage, les postes de vente d'accessoires ou pièces et les ateliers de mécanique.

Sont également assujettis, les établissements où se font l'installation, la réparation et l'entretien des silencieux, des embrayages, des freins, et les sections des ateliers de vulcanisation et de rechapage où se font l'équilibrage et l'alignement des roues.

91.02 *Exceptions: a)* Les garages particuliers et municipaux ne sont pas assujettis à la présente partie.

b) Les ateliers qui font exclusivement le montage, la réparation ou la vente de pièces de machinerie agricole ne sont pas assujettis à la présente partie.

c) Les salariés qui exercent les fonctions de téléphoniste et de gardien de nuit ne sont pas assujettis à la présente partie.

d) La présente partie ne régit pas les ateliers et les magasins de pièces des établissements qui font exclusivement la vente, la réparation et l'entretien de machinerie industrielle.

e) Sont exclus de la présente partie les terrains et garages de stationnement lorsqu'il ne s'y donne aucun service sur les véhicules à moteur.

Article 92. *Salaires minimaux:*
92.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

PART FOUR

Town of La Malbaie and a 30-mile radius from its limits

Section 90. *Territorial jurisdiction:*
The present Part applies to the town of La Malbaie and a 30-mile radius from its limits.

Section 91. *Professional jurisdiction:*
91.01 The provisions of the present Part apply to the employers, professional employers, artisans and employees of garages, including public garages, the mechanical and bodyworking departments of service stations, scrapping yards, accessories or parts stores and machine shops.

Are likewise subject to this Part, establishments where mufflers, clutches and brakes are installed, repaired and maintained, and the departments of vulcanizing and retreading shops where wheels are aligned and balanced.

91.02 *Exceptions:* (*a*) Private garages and municipal garages are not subject to the present Part.

(*b*) Shops where agricultural machinery parts exclusively are assembled, repaired or sold are not subject to the present Part.

(*c*) Employees working as telephone operators and night watchmen are not subject to the present Part.

(*d*) The present Part does not govern shops and parts stores of establishments engaged exclusively in the sale, repair and maintenance of industrial machinery.

(*e*) Parking lots and parking garages are excluded from the present Part, when they do not provide any service on motor vehicles.

Section 92. *Minimum rates of wages:*
92.01 Minimum rates of wages are as follows:

	Par heure — Per hour			
	1er fév. 1971 Feb. 1, 1971	*1er fév. 1972 Feb. 1, 1972*	*1er juil. 1972 July 1, 1972*	
Compagnon (tous les métiers)—Journeyman (all trades):				
Classe « A » — Class "A"	$ 2.50	$ 2.70	$ 2.90	$ 3.10
Classe « A/B » — Class "A/B"	2.35	2.55	2.75	2.95
Classe « B » — Class "B"	2.25	2.45	2.65	2.85
Classe « C » — Class "C"	2.15	2.35	2.55	2.75
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur, rechapeur, vitrier, graisseur — Batteryman, vulcanizer, retreader, glazier, greaser	1.90	2.05	2.20	2.36
Apprenti (tous les métiers) — Apprentice (all trades):				
1re année — 1st year	1.41	1.52	1.63	1.75
2e année — 2nd year	1.49	1.61	1.73	1.85
3e année — 3rd year	1.57	1.70	1.82	1.95
4e année — 4th year	1.74	1.88	2.02	2.16
Préposé au service (garage) — Serviceman (garage):				
Après 2 ans — After 2 years	1.90	2.05	2.20	2.36
2e année — 2nd year	1.57	1.70	1.82	1.95
1re année — 1st year	1.47	1.59	1.70	1.82
Laveur d'automobiles et livreur — Automobile washer and deliveryman	1.90	2.05	2.20	2.36
	Par semaine — Per week			
Premier commis — Head clerk	$103.00	$103.00	$103.00	$103.00
Commis 7e année — Clerk 7th year	85.00	85.00	85.00	85.00
Commis 6e année — Clerk 6th year	80.00	80.00	80.00	80.00
Commis 5e année — Clerk 5th year	79.00	79.00	79.00	79.00
1er six mois — 1st six months	35.00	35.00	35.00	35.00

	Par semaine — Per week			
		1er fév. 1971 Feb. 1, 1971	1er fév. 1972 Feb. 1, 1972	1er juil. 1972 July 1, 1972
2e six mois — 2nd six months	$ 40.00	$ 40.00	$ 40.00	$ 40.00
2e année — 2nd year	60.00	60.00	60.00	60.00
3e année — 3rd year	75.00	75.00	75.00	75.00
4e année — 4th year	77.00	77.00	77.00	77.00
Employé de bureau — Office employee:				
8e année — 8th year	92.50	92.50	92.50	92.50
7e année — 7th year	80.00	80.00	80.00	80.00
6e année — 6th year	70.00	70.00	70.00	70.00
5e année — 5th year	65.00	65.00	65.00	65.00
4e année — 4th year	60.00	60.00	60.00	60.00
3e année — 3rd year	55.00	55.00	55.00	55.00
2e année — 2nd year	45.00	45.00	45.00	45.00
1re année — 1st year	35.00	35.00	35.00	35.00

Article 93. *Durée du travail et horaires:*

93.01 La semaine normale de travail des salariés préposés à la réparation et à l'entretien des véhicules à moteur et au service des pièces et accessoires d'automobiles ainsi que des salariés masculins de bureau, est la suivante: quarante-six heures et demie (46½) par semaine dans tous les établissements et distribuées de la façon suivante:

Du lundi au vendredi: huit heures et demie (8½) de travail par jour, entre 8 h et 18 h, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, et le samedi quatre (4) heures de travail entre 8 h et midi.

Cependant, durant les mois de juillet et août des années 1970 et 1971, de même qu'à partir du 1er juillet 1972 jusqu'à la fin du présent décret, la semaine normale de travail des employés susmentionnés est de quarante-cinq (45) heures par semaine étalées de la façon suivante:

Du lundi au vendredi: neuf (9) heures de travail par jour entre 8 h et 18 h, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi.

93.02 La semaine normale des salariés féminins de bureau est de trente-cinq heures et demie (35½) exécutées entre 9h et 18 h du lundi au vendredi inclusivement, et de 9 h à midi le samedi.

Cependant, lorsque les salariés mentionnés à l'article 93.01 ont la semaine de quarante-cinq (45) heures en conformité dudit article 93.01, les salariés féminins de bureau ont une semaine normale de travail de trente-cinq (35) heures étalées sur cinq (5) journées de sept (7) heures de travail chacune soit entre 8 h 30 et 18 h, du lundi au vendredi.

93.03 Si un salarié arrive en retard à son travail, l'employeur peut lui imposer comme pénalité de venir travailler, dans les sept (7) jours de l'événement, pendant une période de deux (2) heures au taux normal après les heures énumérées à l'article 93.01.

93.04 De plus, une (1) heure par semaine au taux normal est allouée pour permettre aux salariés de terminer chaque jour le travail déjà commencé.

Article 94. *Heures supplémentaires:*

94.01 Tout travail exécuté en plus de la semaine normale de travail ou en dehors de l'horaire mentionné à l'article « 93 », entraîne une majoration de cinquante pour cent (50%) du salaire versé au salarié.

94.02 Tout salarié muté à un autre emploi que celui qu'il occupe habituellement ne doit subir aucune baisse de salaire si cet emploi comporte un salaire inférieur.

Section 93. *Hours of work and schedules:*

93.01 For employees doing repair and maintenance work on motor vehicles, for employees of the automobile parts and accessories department and for male office employees, the standard working week shall consist of forty-six and one half (46½) hours in all establishments and shall be scheduled as follows:

Monday through Friday: eight and one half (8½) working hours scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with one hour off for the noon meal. On Saturday: four working hours scheduled between 8:00 a.m. and 12 o'clock noon.

However, during the months of July and August of the years 1970 and 1971, as also from the 1st of July 1972 until the end of the term of the present decree, the standard working week of the employees mentioned above shall consist of forty-five (45) hours scheduled as follows:

Monday through Friday: nine (9) working hours per day scheduled between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with one (1) hour off for the noon meal.

93.02 For female office employees, the standard working week shall consist of thirty-five and one half (35½) hours scheduled between 9:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, and between 9:00 a.m. and 12 o'clock noon on Saturday.

However, when the employees mentioned in section 93.01 will have a forty-five (45) hour week pursuant to section 93.01, female office employees shall have a thirty-five (35) hour standard workweek consisting of five (5) working days of seven (7) working hours each and scheduled between 8:30 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday.

93.03 If an employee is late for work, the employer may penalize him by having come to work, within seven (7) days thereafter, for a period of two (2) hours, at straight time, after the working hours mentioned in section 93.01.

93.04 Moreover, one hour per work at straight time shall be allowed in order to enable employees to finish, each day, any work they have already begun.

Section 94. *Overtime:*

94.01 Time and a half based on the employee's actual wage rate shall be paid for all work performed over and above the standard workweek or outside the schedule of working hours mentioned in section 93.

94.02 Any employee transferred from his usual occupation to some other occupation shall suffer no decrease in wages, if the occupation to which he is transferred commands lower wages.

94.03 Tout salarié habituel a droit à une garantie minimale d'au moins trente-cinq (35) heures de travail par semaine calculée à son taux normal de salaire suivant sa classification d'emploi.

94.04 Tout salarié qui se rend à l'établissement sans avoir été prévenu du contraire et dont les services ne sont pas requis, a droit à une indemnité minimale égale à quatre (4) heures de travail si l'employeur ne peut lui fournir du travail pour une telle période de temps à n'importe quel endroit de l'établissement.

94.05 *Rappel au travail:*

Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement sans avoir été prévenu, doit être payé au taux majoré applicable pour les heures supplémentaires et il a droit à une indemnité minimale égale à une heure et demie (1½) à taux normal.

Article 95. *Jours fériés:*

95.01 Les jours suivants doivent être observés comme jours fériés chômés: le dimanche, le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël, le 26 décembre.

95.02 Tout salarié, qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, a travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de chacune des fêtes sus-mentionnées, si elles tombent un jour ouvrable, doit recevoir pour chaque jour férié, une indemnité égale à son gain pour une journée normale de travail. Nonobstant ce qui précède, le 2 janvier et le 26 décembre sont des jours fériés garantis et sont reportés, à moins d'entente entre le Comité paritaire et l'employeur, au premier jour ouvrable qui suit le premier jour de l'An ou le jour de Noël, si le 2 janvier et/ou le 26 décembre tombe un jour non ouvrable.

Article 96. *Paie:*

Le salaire de tout salarié doit être payé chaque semaine le vendredi par chèque ou en espèces. Si le vendredi est un jour chômé, la paie doit être distribuée le jour précédent.

Article 97. *Congés payés annuels:*

97.01 La période pendant laquelle le salarié acquiert progressivement le droit au congé s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

97.02 Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a moins d'un an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé annuel d'une durée minimale d'autant de journées qu'il a de mois de service continu sans que la durée totale du congé exigible n'excède deux (2) semaines.

Tout salarié qui a moins d'un an de service continu doit recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales de travail dans la période de référence.

97.03 Tout salarié, lorsqu'il a atteint un (1) an de service continu, a droit à deux (2) semaines de congés annuels; il doit recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné durant les heures normales de travail dans la période de référence.

97.04 Tout salarié lorsqu'il a atteint en 1970, dix-sept (17) ans, en 1971, seize (16) ans et en 1972, quinze (15) ans, de service continu, a droit à trois (3) semaines de congés annuels. Il doit

94.03 Any regular employee is entitled to at least a guarantee of thirty-five (35) hours' work per week at his regular wage rate according to the classification of his occupation.

94.04 Any employee who goes to the establishment to report in for work and who has not been notified, in advance, not to do so, and whose services are not required, shall be entitled to payment of the equivalent of at least four (4) hours' work, if the employer is unable to give him work for such a period anywhere in the establishment.

94.05 *Call-back:*

Any employee called back to work a leaving the establishment without being notified that his services were to be required shall be paid the overtime rate applicable and shall be entitled to at least one and a half (1½) hours' pay at a regular rates.

Section 95. *General holidays:*

95.01 The following days shall be observed as general holidays: Sunday, New Years' Day, Jannuary 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th.

95.02 Any employee who shall have worked the working day before and the working day after each of the above general holidays (and also the employee whose absence on such working days was authorized or justified), whenever they shall receive for each such holidays, whenever it falls on a working day, an amount of holiday pay equal to his earnings for one standard working day's work. Notwithstanding the foregoing, January 2nd and December 26th shall be guaranteed holidays, and, unless otherwise agreed between the Parity Committee and the employer shall be transferred to the first (1st) working day after New Years' Day or Christmas Day, if January 2nd and/or December 26th fall on a non working day.

Section 96. *Payment of wages:*

Every employee shall be paid each week, on Friday, either with a cheque or in cash. Whenever Friday falls on a non-working day, employees shall be paid the day before.

Section 97. *Annual vacation with pay:*

97.01 The period during which the employee gradually acquires entitlement to the annual vacation extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year.

97.02 Any employee who, on the 1st of May of each year, has completed less than one (1) year's continuous service with the same employer shall be given at least as many days' annual vacation as he has months of continuous service to his credit. However, the duration of the vacation exigible shall not exceed two (2) weeks.

Any employee having completed less than one (1) year's continuous service shall receive vacation pay equal to four per cent (4%) of his earnings for the standard working hours he has worked during the qualifying period.

97.03 Any employee having one (1) year's continuous service is entitled to two (2) weeks' annual vacation with pay; he shall receive vacation pay equal to 4% of his earnings for the standard working hours he has worked during the qualifying period.

97.04 Any employee whose continuous service credits are: 17 years in 1970, 16 years in 1971 and 15 years in 1972, is entitled to three (3) weeks' annual vacation with pay. He shall

recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) du salaire gagné durant les heures normales de travail.

97.05 Les congés annuels mentionnés ci-dessus doivent être accordés après entente entre l'employeur et l'intéressé qui doit en être informé à l'avance. À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les deux (2) semaines de congés annuels du salarié doivent être prises consécutivement.

97.06 La priorité dans le choix des congés annuels est donnée en tenant compte de l'ancienneté de chacun. Jamais plus d'un (1) salarié ne peut prendre ses vacances à la fois. De plus l'employeur peut retarder les vacances d'un salarié s'il survient un évènement qui empêche la marche normale de l'entreprise.

97.07 Toute indemnité à laquelle a droit un salarié doit lui-être versée avant son départ pour vacances.

97.08 *Indemnité compensatrice de congés payés:*

a) Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de son départ, l'indemnité des congés acquise avant le 1er mai précédent et qui n'ont pas été pris, plus une indemnité égale à quatre pour cent (4%) ou six pour cent (6%) des gains réalisés depuis ce 1er mai, selon le nombre de ses années de service.

b) Par dérogation aux dispositions du paragraphe « *a* » précédent, tout salarié qui quitte son employeur sans donner le préavis exigé n'a droit qu'à l'indemnité minimale de quatre pour cent (4%).

c) Si un ou plusieurs jours fériés tombent dans la période de congés d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours suplémentaires de congés qu'il y a de tels jours fériés.

Article 98. *Congés pour deuil:*

98.01 Tout salarié éprouvé par le décès d'un proche parent, tel que conjoint, son père, sa mère, ou un enfant, a droit à un (1) jour de congé payé à son taux de salaire normal si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable.

Article 99. *Durée et renouvellement:*

99.01 La présente partie est en vigueur jusqu'au 15 octobre 1972 inclusivement. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 15 octobre de l'année 1972 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Article 100. *Disposition spéciale:*

100.01 À moins d'incompatibilité, les dispositions de la première partie s'appliquent à la présente partie.

Le greffier du Conseil exécutif,
35501-o JULIEN CHOUINARD.

receive vacation pay equal to 6% of his earnings for the standard working hours he has worked.

97.05 The above-mentioned annual vacations with pay shall be granted as agreed between the employer and the employees, who shall be notified in advance of their vacation taking date. Unless otherwise agreed between an employee and his employer, the employee's two (2) weeks' annual vacation shall be taken consecutively.

97.06 Choice of vacation dates is based on each employee's seniority. Never more than one employee may be on vacation at any one time. More over, the employer may delay an employees' vacation if there occurs any emergency which prevents the normal operation of the establishment.

97.07 Before he leaves on vacation, the employee shall be given any vacation pay to which he is entitled.

97.08 *Compensating indemnity for vacations with pay:*

(*a*) Any employee who quits his employment of his own will or who is dismissed for a good reason shall receive, upon severance, the vacation pay owing him for the vacation he has acquired prior to the previous 1st of May, and which he has not yet taken, plus an indemnity equal to 4% or 6% of his earnings since the said 1st of May, according to the number of his years of continuous service.

(*b*) Notwithstanding the provisions of subsection "*a*" above, any employee who quits his employer without giving him the advance notice required is entitled only to the minimum indemnity amounting to four per cent (4%).

(*c*) If one or more general holidays fall within an employee's annual vacation with pay, the said employee shall be entitled to as many additional days' vacation as there are such general holidays in his annual vacation.

Section 98. *Compassionate leave:*

98.01 Any employee bereaved by the death of a close relative such as his spouse, father, mother, or child, is entitled to one (1) day off with pay at his regular wage rate, if the funeral day falls on a working day.

Section 99. *Term and renewal:*

99.01 The present Part shall remain in force until October 15, 1972, inclusively. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other party a written notice to the contrary no more than sixty (60) days, and no less than thirty (30) days before the 15th of October of the year 1972 or of any subsequent year. The said notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Section 100. *Special provision:*

100.01 Barring incompatibility, the provisions of Part One shall apply to the present Part.

JULIEN CHOUINARD,
35501-o *Clerk of Executive Council.*

Chartes — demandes d'abandon de

Belfra Investments Inc.

La compagnie « Belfra Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville

Charters — Application for Surrender of

Belfra Investments Inc.

Notice is hereby given that "Belfra Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office

de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,

35465 BELLA VERNON.

Association of Food Merchants of Montréal Inc.
Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.

Prenez avis que « Association of Food Merchants of Montréal Inc.— Association des marchands d'alimentation de Montréal inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 16 juin 1970.

Les procureurs de la requérante,

CUTLER, LANGLOIS,

35464 CASTIGLIO & DECARY.

Eastern Fruit & Poultry Co.

Avis est par les présentes donné que « Eastern Fruit & Poultry Co. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 6e jour de juillet, 1970.

Le secrétaire,

35466-o MOE FELDMAN.

Économie Laurentienne inc.

Prenez avis que la compagnie « Économie Laurentienne inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,

35467-o FORGET & LEVAC.

Intermunicipal Realty & Development Corporation

La compagnie « Intermunicipal Realty & Development Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,

35468 FRANK VERNON.

W. McNally & Company Inc.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « W. McNally & Company Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juillet, 1970.

Les procureurs de la compagnie,

PARE, HOLDEN, STEINBERG

35471-o & DELORME.

in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1970.

BELLA VERNON,

35465-o *Secretary.*

Association of Food Merchants of Montréal Inc.
Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.

Take notice that "Association of Food Merchants of Montréal Inc.— Association des marchands d'alimentation de Montréal inc." a corporation duly incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of the Companies Act.

Montreal, June 16, 1970.

CUTLER, LANGLOIS,
CASTIGLIO & DECARY,

35464-o *Attorneys for the petitioner.*

Eastern Fruit & Poultry Co.

Notice is hereby given that "Eastern Fruit & Poultry Co.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of July, 1970.

MOE FELDMAN,

35466-o *Secretary.*

Économie Laurentienne inc.

Notice is given that "Économie Laurentienne inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

FORGET & LEVAC,

35467 *Attorneys for the Company.*

Intermunicipal Realty & Development Corporation

Notice is hereby given that "Intermunicipal Realty & Development Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1970.

FRANK VERNON,

35468-o *Secretary.*

W. McNally & Company Inc.

Notice is hereby given that "W. McNally & Company Inc.", intends to make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for an order accepting the surrender of its Charter.

Montreal, this 9th day of July, 1970.

PARE, HOLDEN, STEINBERG
& DELORME,

35471-o *Attorneys for the company.*

Loisirs de la vallée de l'or inc.

Avis est donné que « Loisirs de la vallée de l'or inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Val d'Or, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 3ième jour de juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,

35469-o ARMAND GILBERT, Notaire.

Loisirs de la vallée de l'or inc.

Notice is hereby given that "Loisirs de la vallée de l'or inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 3rd day of July 1970.

ARMAND GILBERT, Notary,

35469-o *Attorney for the company.*

Mahn Investments Ltd.

La compagnie « Mahn Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 2 juillet 1970.

Le secrétaire,

35470 LOUIS FIRESTONE.

Mahn Investments Ltd.

Notice is given that "Mahn Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Montreal, July 2, 1970.

LOUIS FIRESTONE,

35470-o *Secretary.*

Rock Products Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que « Rock Products Investments Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec en vue de l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de juin 1970.

Le secrétaire,

35472-o WM. W. TINMOUTH.

Rock Products Investments Inc.

Notice is hereby given that "Rock Products Investments Inc.", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of June, 1970.

WM. W. TINMOUTH,

35472-o *Secretary.*

Rohault Mines Ltd.
(No personal liability)

La compagnie « Rohault Mines Ltd. » (No personal liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,

35473 H. M. BUCHAN.

Rohault Mines Ltd.
(No personal liability)

Notice is hereby given that "Rohault Mines Ltd." (No personal liability), a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of July 1970.

H. M. BUCHAN,

35473-o *Secretary.*

Stainless Steel Alloys Canada Limited

La compagnie « Stainless Steel Alloys Canada Limited » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,

35474 G. S. GROSTERN.

Stainless Steel Alloys Canada Limited

Notice is hereby given that "Stainless Steel Alloys Canada Limited" a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of July, 1970.

G. S. GROSTERN,

35474-o *Secretary.*

Vardi Investments Ltd.

La compagnie « Vardi Investments Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir l'abandon de sa charte et l'annulation d'icelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 8 juillet 1970.

Par le secrétaire,
35475 AGNÈS BARRY.

Western Québec Realty Inc.

Avis est par les présentes donné que « Western Québec Realty Inc. », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 8 juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
35476-o GARNEAU, TRUCHON & MORISSET.

Cartier Automobile inc.

Avis est par les présentes donné que « Cartier Automobile inc. », une compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies par lettres patentes émises le 1er février 1965, et ayant son siège social à 800, Nouveau Boulevard, Chambly, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE,
35504-o LEBEL & PRUD'HOMME.

Domaine Len-Aire-Gi ltée

Avis est donné que « Domaine Len-Aire-Gi ltée », société constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social à Ste-Marguerite, district de Terrebonne, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des Compagnies.

Montréal, le 30 juin 1970.

(Sceau) *Le président,*
35505-o ÉMILIEN D'AIGLE.

David Fisher Corporation

La compagnie « David Fisher Corporation », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour de juillet 1970.

Les procureurs,
35506 MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

Société Mont Thabor

Avis est donné que la « Société Mont Thabor », siège social situé à 5576 St. Denis, appartement 7, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le président,
35510-o LS-P. MCCOMBER.

Vardi Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Vardi Investments Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 8, 1970.

PER: AGNÈS BARRY,
35475-o *Secretary.*

Western Québec Realty Inc.

Notice is hereby given that "Western Québec Realty Inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Québec, district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this July 8, 1970.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET,
35476-o *Attorneys for the company.*

Cartier Automobile inc.

Notice is hereby given that "Cartier Automobile inc.", a company incorporated under the Companies Act, by letters patent dated February 1st, 1965, and having its head office at 800 Nouveau Boulevard, Chambly, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 15th day of July 1970.

POULIOT, MERCURE,
LEBEL & PRUD'HOMME,
35504-o *Attorneys for the company.*

Domaine Len-Aire-Gi ltée

Notice is given that "Domaine Len-Aire-G ltée", incorporated under the Companies Act and having its head office at Ste-Marguerite, district of Terrebonne, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Montreal, June 30, 1970.

Seal ÉMILIEN D'AIGLE,
35505 *President.*

David Fisher Corporation

Notice is hereby given that "David Fisher Corporation", corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, will ayply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Pravince af Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of July 1970.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
35506-o *Attorneys.*

Société Mont Thabor

Notice is given that the "Société Mont Thabor", having its head office at 5576 St. Denis Apt. 7, will apply to the Minister of Financial, Institutions, Companies and Cooperatives of the province for leave to surrender its charter.

LS-P. MCCOMBER,
35510 *President.*

Ora International Supply Co. Ltd.

La compagnie « Ora International Supply Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir l'abandon de sa charte et l'annulation d'icelle à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 15 juillet 1970.

Le secrétaire,
MALCA BONIN.

35507

Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, ce 29 juin 1970.

La présidente,
SOEUR EVA MORRISSETTE.

35508-o

Pensionnat d'Youville de Saint-Hyacinthe

Avis est par les présentes donné que « Pensionnat d'Youville de Saint-Hyacinthe » demandera au ministre des institutions financières, companies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Hyacinthe, ce 29 juin 1970.

La présidente,
SOEUR LÉONA BOUCHER.

35509-o

United Textiles Ltd.

La compagnie « United Textiles Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 7e jour de juillet 1970.

Les procureurs,
MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN.

35511

Ora International Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Ora International Supply Co. Ltd.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, July 15, 1970.

MALCA BONIN,
Secretary.

35507-o

Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke

Notice is hereby given that "Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, June 29, 1970.

SOEUR EVA MORRISSETTE.
President.

35508

Pensionnat d'Youville de Saint-Hyacinthe

Notice is hereby given that "Pensionnat d'Youville de Saint-Hyacinthe" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, June 29, 1970.

SOEUR LÉONA BOUCHER,
President.

35509-o

United Textiles Ltd.

Notice is hereby given that "United Textiles Ltd.", corporation incorporated under the companies Act, having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 7th day of July 1970.

MEYEROVITCH, LEVY & GOLDSTEIN,
Attorneys.

35511-o

Sièges sociaux

B. et C. Morris Construction inc.

Avis est donné que la compagnie « B. et C. Morris Construction inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 18e jour de février 1970, et ayant son siège social à Rivière au Renard, dans le comté de Gaspé, province de Québec, a établi son bureau à Rivière au Renard.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à ville de Laval, 2ce e jour de juin 1970.

Le président,
BERNARD MORRIS.

35489-o 762-70

Panex Inc.

La compagnie « Panex Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal à 310, avenue Victoria, Westmount.

Le secrétaire,
D. H. JARRETT.

35493 2075-1966

Head Offices

B. et C. Morris Construction inc.

Notice is given that "B. et C. Morris Construction inc.", company incorporated by the Part I of the Companies Act, on the 18th day of February, 1970, and having its head office in Rivière au Renard, county of Gaspé, has established its office at Rivière au Renard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at city of Laval, this 2nd day of June, 1970.

BERNARD MORRIS,
President.

35489-o 762-70

Panex Inc.

Notice is given that "Panex Inc." has transferred its head office from Montreal to 310 Victoria Avenue, Westmount.

D. H. JARRETT,
Secretary.

35493-o 2075-1966

La brasserie du relais inc.

Avis est donné que la compagnie « La brasserie du relais inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er avril 1969, ayant son siège social à Ste-Thérèse, dans le district de Terrebonne, a établi son bureau au numéro 77, boulevard Desjardins.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ste-Thérèse, ce 15e jour du mois de décembre 1969.

Le président,
MARCEL TRAHAN.

35490-o 1332-68

La brasserie du relais inc.

Notice is given that "La brasserie du relais inc.", incorporated by letters patent on April 1st, 1969, having its head office in Ste-Thérèse, district of Terrebonne, has established its office at number 77, Desjardins Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Thérèse, this 15th day of December, 1969.

MARCEL TRAHAN,
President.

35490-o 1332-68

Camp St-Charles de Limoilou

Avis est donné que la corporation « Camp St-Charles de Limoilou », constituée en corporation par lettres patentes émises par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives en date du 12 février 1970, et ayant son siège social dans la ville de Québec, district de Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro civique 460 de la 8e Avenue, dans la ville de Québec.

Donné à Québec, ce 4e jour de juin 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
CHAS.-EUG. MORIN.

35491-o 5615-69

Camp St-Charles de Limoilou

Notice is given that "Camp St-Charles de Limoilou", incorporated by letters patent issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on February 12, 1970, and having its head office in the city of Québec, district of Québec, Province of Québec, has established its office at civic number 460, 8th Avenue, in the city of Québec.

Given at Québec, this 4th day of June, 1970.

(Seal) CHAS.-EUG. MORIN,
Secretary.

35491 5615-69

L'Institut international de formation personnelle inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « L'Institut international de formation personnelle inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 7 octobre 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 2045, rue Peel, chambre 2008, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, le 2 juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
YVON BRIZARD.

35492-o 4803-69

International Institute of Personal Development inc.

Notice is hereby given that "International Institute of Personal Development Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of October 7, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at 2045 Peel Street, room 2008, Montreal, in the district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, July 2, 1970.

YVON BRIZARD,
Attorney for the company.

35492-o 4803-69

Plurax Inc.

Avis est donné que la compagnie « Plurax Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 2 décembre 1969 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 6555, Côte des Neiges.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour de juin 1970.

Le président,
LÉONARD FOURNIER.

35494-o 5721-69

Plurax Inc.

Notice is hereby given that "Plurax Inc.", incorporated by letters patent dated December 2, 1969 and having its head office in Montreal, has established its office at 6555 Cote des Neiges.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 30th day of June, 1970.

LÉONARD FOURNIER,
President.

35494-o 5721-69

Résidence St-Joseph de Chambly, inc.

Avis est donné que la corporation dite « Résidence St-Joseph de Chambly, inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies en date du 19 juillet

Résidence St-Joseph de Chambly, inc.

Notice is given that "Résidence St-Joseph de Chambly, inc." incorporated under Part III of the Companies Act on July 19, 1967, and having its head office in the city of Chambly, has

1967, et ayant son siège social dans la cité de Chambly, a établi son bureau au numéro civique 100, de la rue Martel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Chambly, ce 22 juin 1970.

(Sceau) *Le président,*
GÉRARD BLAIN.

35495-o 2849-67

established its office at civic number 100 Martel Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chambly, June 22, 1970.

(Seal) GÉRARD BLAIN,
President.

35495 2849-67

Solise Inc.

Avis est donné que la compagnie « Solise Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 9 avril 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 30 est, boulevard St-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 9 avril 1970.

(Sceau) *La présidente,*
LYSE DUPLESSIS.

35496-o 1560-70

Solise Inc.

Notice is hereby given that "Solise Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 9, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 30 St. Joseph Blvd., East, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, April 9, 1970.

(Seal) LYSE DUPLESSIS,
President.

35496-o 1560-70

Souvenir Street Investments Ltd.

La compagnie « Souvenir Street Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes, le 5e jour de mars 1970, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 3400, Tour de la Bourse, place Victoria, Montréal 115, province de Québec.

À compter de la date de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 23e jour de juin 1970.

Le secrétaire,
JOHN LOUGH.

35497 980-70

Souvenir Street Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Souvenir Street Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 5th day of March 1970, and having its head office in the city of Montreal, province of Québec, has established its office at 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal 115, province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 23rd day of June 1970.

JOHN LOUGH,
Secretary.

35497-o 980-70

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Union Chrétienne Biblique (Québec)

Avis public est, par les présentes, donné que l'"Union Chrétienne Biblique (Québec) », corporation dûment incorporée, s'adressera au lieutenant-gouverneur et à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant la requérante et ses ministres d'obtenir et de tenir des registres des actes de l'état civil selon la loi.

Montréal, le 23 juin 1970.

Les procureurs de la requérante,
35320-28-4-o AHERN, DE BRABANT & NUSS.

Bible Christian Union (Québec)

Public notice is hereby given that "Bible Christian Union (Québec)" , a body politic and corporate, will apply to the Lieutenant-Governor and to the Legislative Assembly of the Province of Québec, at its next session, for the adoption of an act authorizing the petitioner and its ministers to obtain and keep registers of acts of civil status according to law.

Montreal, June 23, 1970.

AHERN, DE BRABANT & NUSS,
35320-28-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Trinity Pentecostal Church

Avis est donné que « Trinity Pentecostal Church », de LaSalle, Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi des la constitution de certaines Églises, chapitre 305 des Statuts refondus de la province de Québec, et amendements.

LaSalle, le 2 juillet 1970.

Les procureurs de la requérante,
35369-28-4-o GARNEAU & BEAULIEU, notaires.

Trinity Pentecostal Church

Notice is hereby given that "Trinity Pentecostal Church" of LaSalle, Québec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the province of Québec 1964, and amendments.

LaSalle, July 2, 1970.

GARNEAU & BEAULIEU, notaries,
35369-28-4-o *Attorneys for petitioner.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie Canipco
Canipco Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 8 septembre 1969 par la « Caisse d'économie Canipco — Canipco Credit Union », changeant son groupe qui était « les employés de la Canadian International Paper Co. et les employés de Commercial Alcohol Ltd. de Gatineau » en celui de « tous les travailleurs de la ville de Gatineau P.Q. ».

Québec, le 9 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35499-o

La Caisse populaire du Sacré-Coeur de Valleyfield

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 9 juin 1970 par « La Caisse populaire de la paroisse du Sacré-Coeur », changeant son nom en celui de « La Caisse populaire du Sacré-Coeur de Valleyfield ».

Québec, le 10 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35500-o

Caisse populaire «Fontainebleau»

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse populaire « Fontainebleau » ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: la cité de Longueuil.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Longueuil, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Québec, le 9 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35502-o

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie Canipco
Canipco Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on September 8, 1969 by the "Caisse d'économie Canipco — Canipco Credit Union", changing its group which was "the employees of Canadian International Paper Co. and the employees of Commercial Alcohol Ltd. of Gatineau" to "all the workers of the Town of Gatineau, P.Q.".

Québec, July 9, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35499

La Caisse populaire du Sacré-Coeur de Valleyfield

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on June 9, 1970 by "La Caisse populaire de la paroisse du Sacré-Coeur", changing its name to that of "La Caisse populaire du Sacré-Coeur de Valleyfield".

Québec, July 10, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35500

Caisse populaire "Fontainebleau"

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the savings and credit union "Caisse populaire "Fontainebleau" ".

The territory from which the union will recruit its members will be the city of Longueuil.

The head office of this savings and credit union is situated in the city of Longueuil, Québec, in the electoral district of Chambly.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35502

Ministère de l'Éducation

Saint-Simon-les-Mines

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce à la municipalité scolaire de Beauceville, dans le comté de Beauce.

Québec, le 10 juillet 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

35433-29-2-o 100-07

Vanier

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Vanier, dans le comté de Saint-Sauveur au territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles ctholiques de Québec.

Québec, le 10 juillet 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

35434-29-2-o 0316

Department of Education

Saint-Simon-les-Mines

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Simon-les-Mines, in the county of Beauce, to the school municipality of Beauceville, in the county of Beauce.

Québec, July 10, 1970.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

35433-29-2 100-07

Vanier

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Vanier, in the county of Saint-Sauveur to the territory under the jurisdiction of the Québec Catholic School Commission.

Québec, July 10, 1970.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

35434-29-2 0316

Divers
Compagnies

Ghislau Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Avis est donné que la compagnie « Ghislau Mining Corporation Ltd. » (No personal liability) a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

Le secrétaire,
OLGA E. SMITH.

35477 14099-1956

Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood
Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 23 juin 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood — Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35478-o 5611-1969

Gow Fuels Inc.

La compagnie « Gow Fuels Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
H. A. POTTER.

35479 4696-1965

Jukie Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « B » de la compagnie « Hair Extension Salons Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « Jukie Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35480-o 647-69

Satina Laboratories Ltd.
Laboratoires Satina ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 29 de la compagnie « Upper Ten Corporation », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Satina Laboratories Ltd.— Laboratoires Satina ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35481-o 957-65

Robi-Sports Inc.

La compagnie « Robi-Sports Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARIE-CLAIRE BOISCLAIR ROBICHAUD.

35486-o 445-70

Miscellaneous
Companies

Ghislau Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that "Ghislau Mining Corporation Ltd." (No personal liability) has changed the number of its directors from 9 to 5.

OLGA E. SMITH,
Secretary.

35477-o 14099-1956

Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood
Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos

Notice is given that, on June 23, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-law number 1 of "Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood — Fraternité grecque orthodoxe Saint-Kosmas Aetolos", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35478 5611-1969

Gow Fuels Inc.

Notice is given that "Gow Fuels Inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

H. A. POTTER,
Secretary.

35479-o 4696-1965

Jukie Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "B" of the company "Hair Extension Salons Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of February, 1969, changing its name into that of "Jukie Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35480-o 647-69

Satina Laboratories Ltd.
Laboratoires Satina ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 29 of the company "Upper Ten Corporation", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1965, changing its name into that of "Satina Laboratories Ltd.— Laboratoires Satina ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35481-o 957-65

Robi-Sports Inc.

Notice is given that "Robi-Sports Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARIE-CLAIRE BOISCLAIR ROBICHAUD,
Secretary.

35486 445-70

Matrices, Outils R. & B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14 de la compagnie « Robi-Sports Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1970, changeant son nom en celui de « Matrices, Outils R. & B. inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35482-o 445-70

Matrices, Outils R. & B. inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 14 of the company "Robi-Sports Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of January, 1970, changing its name into that of "Matrices, Outils R. & B. inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35482-o 445-70

Structures d'acier Prestige inc.
Prestige Structural Steel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1A de la compagnie « Management Consultants for Construction and Industry Inc.— Conseillers en administration pour l'Industrie et la Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de décembre 1966, changeant son nom en celui de « Structure d'acier Prestige inc.— Prestige Structural Steel Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35483-o 5359-66

Structures d'acier Prestige inc.
Prestige Structural Steel inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1A of the company "Management Consultants for Construction and Industry Inc.— Conseillers en administration pour l'Industrie et la Construction inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of December, 1966, changing its name into that of "Structure d'acier Prestige inc.— Prestige Structural Steel Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35483 5359-66

Proctor Lake Community Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 25 juin 1970, il a approuvé les règlements numéros 1 à 21 de la corporation « Proctor Lake Community Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35484-o 2304-64

Proctor Lake Community Association

Notice is given that, on June 25, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws number 1 to 21 of "Proctor Lake Community Association", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35484 2304-64

Redgood Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial numéro 1 de la compagnie « Riam Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Redgood Investments Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35485-o 4358-65

Redgood Investments Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law No. 1 of the company "Riam Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of October, 1965, changing its name into that of "Redgood Investments Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35485 4358-65

Sedbergh School Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que, le 23 juin 1970, il approuvé les règlements numéros 1 à 37 de la corporation « Sedbergh School Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35487-o 6245-1969

Sedbergh School Association

Notice is given that, on June 23, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved by-laws number 1 to 37 of "Sedbergh School Association", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35487 6245-1969

Southex (1970) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 51 de la compagnie « Panex Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Southex (1970) Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35488-o 2075-66

Southex (1970) Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 51 of the company "Panex Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1966, changing its name into that of "Southex (1970) Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35488-o 2075-66

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 juin 1970, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de l'« Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35512-o 917-1932

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses

Notice is given that, on June 4, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved the amendments to general by-laws of "Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35512 917-1932

Association au Service de l'Enfance Exceptionnelle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de l'« Association au Service de l'Enfance Exceptionnelle inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35513-o 3374-1967

Association au Service de l'Enfance Exceptionnelle inc.

Notice is given that, on June 30, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved the general by-laws number 1 of "Association au Service de l'Enfance Exceptionnelle inc. ", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35513 3374-1967

Distribution M S ltée M S Distribution Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16 de la compagnie « Équipement de loisirs St-Laurent inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « Distribution M S ltée — M S Distribution Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35514-o 3121-69

Distribution M S ltée M S Distribution Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 16 of the company "Equipement de loisirs St-Laurent inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1969, changing its name into that of "Distribution M S ltée — M S Distribution Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35514-o 3121-69

La Fédération des services sociaux à la famille du Québec Québec Federation of Social Services to the Family

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de « La Fédération des services sociaux à la famille du Québec — Québec Federation of Social Services to the Family", et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35516-o 3887-64

La Fédération des services sociaux à la famille du Québec Québec Federation of Social Services to the Family

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 22, 1970, he approved the general by-laws number 1 of « La Fédération des services sociaux à la famille du Québec — Québec Federation of Social Services to the Family", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35516 3887-64

Club de Skis Mont Hibou inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 juin 1970, il a approuvé les règlements de la corporation « Club de Skis Mont Hibou inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35515-o 5485-69

Club de Skis Mont Hibou inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 18, 1970, he approved the by-laws of "Club de Skis Mont Hibou inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35515 5485-69

Service des Loisirs St-Marcel de Poirnte-aux-Trembles

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 mai 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Marcel de Pointe-aux-Trembles », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35521-o 15514-61

Service des Loisirs St-Marcel de Pointe-aux-Trembles

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on May 20, 1970, he approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-Marcel de Pointe-aux-Trembles", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35521 15514-61

Loisirs N.D.P.S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 mai 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Loisirs N.D.P.S. inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35517-o 4922-68

Loisirs N.D.P.S. inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on May 20, 1970, he approved the general by-laws of "Loisirs N.D.P.S. inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35517 4922-68

Montreal West Operatic Society Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juin 1970, il a approuvé un amendement au règlement numéro 1 de la corporation « Montreal West Operatic Society Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35518-o 8655-49

Montreal West Operatic Society Inc.

Notice is given that, on June 3, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, approved an amendment to by-law number 1 of "Montreal West Operatic Society Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35518 8655-49

The Motor Transport Industrial Relations Bureau of Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juillet 1970, il a approuvé les règlements de la corporation « The Motor Transport Industrial Relations Bureau of Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35519-o 2389-1969

The Motor Transport Industrial Relations Bureau of Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on July 7, 1970, he approved the by-laws of "The Motor Transport Industrial Relations Bureau of Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35519 2389-1969

Oeuvre Charitable des Chevaliers de Colomb du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 4 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Oeuvre Charitable des Chevaliers de Colomb du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35520-o 417-1970

Oeuvre Charitable des Chevaliers de Colomb du Québec

Notice is given that, on June 4, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Oeuvre Charitable des Chevaliers de Colomb du Québec", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35520 417-1970

Hôtel-Dieu de Montmagny

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 21 juillet 1970, il a approuvé le règlement spécial A et les règlements 15, 16, 17 et 18 de la corporation « Hôtel-Dieu de Montmagny », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35545-o 5255-48

Hôtel-Dieu de Montmagny

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on July 21, 1970, he approved special by-law A and by-laws 15, 16, 17 and 18 of "Hôtel-Dieu de Montmagny", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35545 5255-48

Avis divers

Village of Saint-Jérôme

(Lac-St-Jean-Est)

Erratum

Dans l'avis de tirage d'obligations publié dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 18 juillet 1970, à la page 4025, le numéro 6 d'une dénomination de $500 mentionné, aurait dû se lire 9 et que par conséquent ladite obligation sera remboursable le 1er septembre 1970, date à laquelle elle cessera de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
Village de St-Jérôme, LAURENT PLOURDE.
(Lac-St-Jean-Est)
Le 21 juillet 1970. 35547-o

Miscellaneous Notices

Village de Saint-Jérôme

(Lac-St-Jean-Est)

Erratum

In the notice of drawing bonds published in *Québec Official Gazette* of July 18, 1970, on page 4025, the number 6 for the denomination of $500 mentioned shall be read 9 and the said bond shall be redeemable on the 1st September 1970 from which date she shall cease to bear interest.

LAURENT PLOURDE,
Village of St-Jerome, *Secretary-Treasurer.*
(Lac-St-Jean-Est)
July 21, 1970. 35547-o

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Mireil Allen

Avis est donné que Mireil Allen, présentement domicilié à St-Chrysostome, province de Québec, présentera une demande au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret changeant son nom en Mireil Hébert.

Salaberry de Valleyfield, ce 8 juillet 1970.

Les procureurs du requérant,
LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE.

35462-30-2-o

Paul Goldberg

Avis est par les présentes donné que Paul Goldberg, résidant à 5668 Chemin de la Reine Marie, Hampstead, district de Montréal, époux de Rachel Moscowitz et père de Jacques, soumettra une demande au lieutenant-gouverneur en conseil afin que son nom soit changé de Paul Goldberg à Paul Golbert.

Montréal, ce 9 juillet, 1970.

Les procureurs du requérant,
PINARD, MARTEL, BRASSARD,
35463-30-2-o DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN.

Joseph Louis Jacques

Avis est par la présente donné que le procureur soussigné transmettra au ministre de la justice une requête au nom de son client Joseph Louis Jacques pour pouvoir ajouter auxdits prénoms le patronyme de Gélineau afin d'être dorénavant juridiquement reconnu sous les nom et prénoms de Joseph Louis Jacques Gélineau, le tout en vertu de la Loi du changement de nom.

Montréal, ce 13 juillet 1970.

Le procureur du requérant,
35503-30-2-o CHARLES CODERRE, C.R.

Change of name — Act *Applications*

Mireil Allen

Notice is hereby given that Mireil Allen, residing at St-Chrysostome, province of Québec, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Mireil Hébert.

Salaberry de Valleyfield, July 8, 1970.

LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE,
Attorneys for Applicant.

35462-30-2-o

Paul Goldberg

Notice is hereby given that Paul Goldberg residing at 5668 Queen Mary Road, Hampstead, district of Montreal, husband of Rachel Moscowitz and father of Jacques, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Paul Goldberg to Paul Golbert.

Montreal, July 9, 1970.

PINARD, MARTEL, BRASSARD,
DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN,
35463-30-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Joseph Louis Jacques

Notice is hereby given that the undersigned attorney will apply to the Minister of Justice on behalf of his client Joseph Louis Jacques for leave to add to the said first names the surname of Gélineau so as to be legally known from now on under the names and surname of Joseph Louis Jacques Gélineau, the whole under the change of name Act.

Montreal, July 13, 1970.

CHARLES CODERRE, Q.C.,
35503-30-2-o *Attorney for the applicant.*

Joseph-Léopold Yvon Leboeuf

Paul Leboeuf, représentant à la Mutuelle S.S.Q., résidant à 196 rue de Boulogne à Neufchatel, donne avis qu'il s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir que son nom de Joseph-Léopold Yvon Leboeuf soit changé en celui de Paul Millaire et que ce changement de nom affectera son épouse, née Lucie Dion et ses enfants Marc, Sylvain, Pierre et Stéphane, demeurant tous avec lui.

Le procureur de requérant,
35532-30-2-o GUY POULIOT, avocat.

Peretz Nathan Cyril Meyerovitch

Avis est par les présentes donné que Peretz Nathan Cyril Meyerovitch, professeur de droit à l'université McGill, résidant à 9, chemin Thurlow, ville de Hampstead, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un arrêté lui permettant de changer son nom en celui de Perry Meyer; ledit changement de nom sera applicable également à son épouse, née Joy Ballon et à ses filles: Vicki Anne, Linda Ruth, and Sarah Jane, de la même adresse.

Montréal, 15 juillet 1970.

Les procureurs du requérant,
MEYEROVITCH, LEVY
35533-30-2 & GOLDSTEIN.

Joseph-Léopold Yvon Leboeuf

Paul Leboeuf, representative of the Mutuelle S.S.Q., residing at 196 de Boulogne St., at Neufchatel, gives notice that he will apply to the Lieutenant-Governor in Council to have his name changed from Joseph-Léopold Yvon Leboeuf to Paul Millaire. Such change of name shall also affect his wife, née Lucie Dion, and his children, Marc, Sylvain, Pierre and Stéphane, living with him.

GUY POULIOT, Advocate,
35532-30-2 *Attorney for the petitioner.*

Peretz Nathan Cyril Meyerovitch

Notice is hereby given that Peretz Nathan Cyril Meyerovitch, Professor of Law at McGill University, residing at 9 Thurlow Road, Town of Hampstead, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Perry Meyer; said change of name shall also benefit his wife, born Joy Ballon, and his daughters, Vicki Anne, Linda Ruth, and Sarah Jane, of the same address.

Montreal, July 15, 1970.

MEYEROVITCH, LEVY
& GOLDSTEIN,
35533-30-2-o *Attorneys for applicant.*

Associations coopératives

Magasin Co-op d'Asbestos

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement de l'association coopérative « Magasin Co-op d'Asbestos », adopté le 26 avril 1970, diminuant le montant de la part sociale de $10 à $5.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
35527-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative d'habitation Co-op-habitat Valcourt

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'habitation Co-op-habitat Valcourt ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Valcourt, Québec, dans le district électoral de Shefford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
35534-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Recherches sur l'homme, Association coopérative

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Recherches sur l'homme, association coopérative ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 361, avenue Wiseman, Outremont, dans le district électoral d'Outremont.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
35535-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Magasin Co-op d'Asbestos

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the cooperative association "Magasin Co-op d'Asbestos", adopted on April 26, 1970, decreasing the amount per share in the association from $10 to $5.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35527 *Companies and Cooperatives.*

Association coopérative d'habitation Co-op-habitat Valcourt

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'habitation Co-op-habitat Valcourt".

The head office of the said cooperative association is situated at Valcourt, Québec, in the electoral district of Shefford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35534 *Companies and Cooperatives.*

Recherches sur l'homme, Association coopérative

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "Recherches sur l'homme, association coopérative".

The head office of the said cooperative association is situated at 361 Wiseman Avenue, Outremont, in the electoral district of Outremont.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35535 *Companies and Cooperatives.*

Liquidation — Avis de

Association coopérative d'habitation de Maniwaki

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « Association coopérative d'habitation de Maniwaki », tenue à Maniwaki, le 4 juin 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Gilles Paré a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
35522-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

L'Association coopérative d'habitation des employés civils, Québec

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « L'Association coopérative d'habitation des employés civils, Québec », tenue à Ste-Foy, le 26 avril 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient dissoutes, en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. André Houde, J.A. Bédard et Robert Hamel ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
35523-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative régionale Co-op-habitat de la Rive Sud-ouest de Montréal

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de l'« Association coopérative régionale Co-op-habitat de la Rive Sud-ouest de Montréal », tenue à La Prairie, le 17 juin 1970, il a été résolu que les affaires de ladite association soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Alfred Daoust, Marcel Oligny et Marc Deslauriers ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
35524-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative avicole Marieville

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Coopérative avicole Marieville », tenue à Marieville le 15 juin 1970, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que M. J. Ubald Pilon a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
35525-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding up Notices

Association coopérative d'habitation de Maniwaki

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that at a special general meeting of "Association coopérative d'habitation de Maniwaki", held at Maniwaki on June 4, 1970, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up, and that it be dissolved, and such, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and of the Winding-up Act, and that Mr. Gilles Paré has been appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35522 *Companies and Cooperatives.*

L'Association coopérative d'habitation des employés civils, Québec

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "L'Association coopérative d'habitation des employés civils, Québec", held in St. Foy on April 26, 1970, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said cooperative association be wound up in pursuance of the Cooperative Associations Act and to the Winding-up Act, and that Messrs. André Houde, J.A. Bédard and Robert Hamel be appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35523 *Companies and Cooperatives.*

Association coopérative régionale Co-op-habitat de la Rive Sud-ouest de Montréal

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "Association coopérative régionale Co-op-habitat de la Rive Sud-ouest de Montréal", held in La Prairie on June 17, 1970, a resolution was adopted to the effet that the affaires of the said association be wound-up and that it be dissolved, and such, in pursuance of the provisions of the Cooperative Associations Act and of the Winding-up Act, and that Messrs. Alfred Daoust, Marcel Oligny and Marc Deslauriers were appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35524 *Companies and Cooperatives.*

Coopérative avicole Marieville

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "Coopérative avicole Marieville", held at Marieville on June 15, 1970, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the cooperative be wound, pursuant to the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Mr. J. Ubald Pilon has been appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35525 *Companies and Cooperatives.*

Coopérative de Téléphone du Petit Saguenay

(*Loi des syndicats coopératifs*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Coopérative de Téléphone du Petit Saguenay », tenue à Petit Saguenay le 13 juin 1970, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jos. Eugène Tremblay a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
35526-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Société coopérative agricole de Ste-Rose-de-Poularies

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de Ste-Rose-de-Poularies », tenue à Ste-Rose-de-Poularies, le 16 avril 1968, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, statuts refondus 1964, chapitre 124, et que MM. Roland Nadeau, Marius Gosselin et Jacquelin Bonenfant ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
35536-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative de Téléphone du Petit Saguenay

(*Cooperative Syndicates Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Coopérative de Téléphone du Petit Saguenay", held at Petit Saguenay on June 13, 1970, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said co-operative be wound up and that it be dissolved, and such in pursuance of the Québec Cooperative Syndicates Act and to the Winding-up Act, and that Mr. Jos. Eugène Tremblay was appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35526 *Companies and Cooperatives.*

Société coopérative agricole de Ste-Rose-de-Poularies

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is given that at a general special meeting of the members of "Société coopérative agricole de Ste-Rose-de-Poularies", held at Ste-Rose de Poularies, on April 16, 1968, it has been resolved to liquidate the cooperative, pursuant to the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statute 1964, chapter 124, and that Messrs. Roland Nadeau, Marius Gosselin and Jacquelin Bonenfant have been appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
35536 *Companies and Cooperatives.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes » a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 20 décembre 1920;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 19 mai 1970, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le secrétaire-trésorier de ladite municipalité a produit au Service des assurance le 26 mai 1970, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes » sont annulés à Compter du 15 juin 1970.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des insitutions financières, compagnies et coopératives le 15 juin 1970.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province.
Le surintendant des assurances,
35431-29-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes" has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 20th of December 1920;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 19th of May 1970, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the secretary-treasurer of the said Municipality has filed, on the 26th of May 1970, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Saint-Eustache, county of Deux-Montagnes", are cancelled as from the 15th of June 1970.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 15th of June, 1970.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
35431-29-2-o *Superintendent of Insurance.*

Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal » a cessé de faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 2 juin 1970, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal » sont annulés à compter du 30 juin 1970.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 30 juin 1970.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province.
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

35498-30-2-o

Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal" has ceased to do business in the Province of Québec;

Whereas "Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 2nd of June 1970, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal" are cancelled as from the 30th of June 1970.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 30th of June 1970.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

35498-30-2-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Québec

Prenez avis que, suite à l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*, le 23 mai 1970, le « Syndicat des producteurs de lait de Québec », ayant sa place d'affaires à Québec, a demandé à la Régie de recevoir, pour soumettre aux producteurs intéressés, de nouvelles modifications au plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec. Ces nouvelles modifications ont pour unique but d'ajouter les comtés municipaux de Frontenac, Beauce et Dorchester au territoire visé par le plan conjoint.

Toute personne intéressée qui désire faire des représentations à la Régie en marge de ces nouvelles modifications pourra le faire lors d'une audience publique qui sera tenue au Motel Universel, 2300 Chemin Ste-Foy à Québec, mercredi, le 19 août 1970, à 14 heures.

Montréal, ce 16 juillet 1970.

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

35537-o

Québec Agricultural Marketing Board

Joint plan of Raw Milk Producers of the Region of Québec

Take notice that, following a notice published in the *Québec Official Gazette*, on May 23, 1970, the "Syndicat des producteurs de lait de Québec", having a place of business in Québec, has asked that the Board receive, for submission before interested producers, amendments to the joint plan of milk producers on the Québec market. The principal goals of these amendments are to add the municipal counties of Frontenac, Beauce and Dorchester to the territory contemplated in the joint plan.

Any person who is interested and who wishes to make representations to the Board concerning these new modifications may do so at a public hearing to be held at Motel Universel, 2300 St. Foy Road, in Québec, Wednesday, August 19, 1970, at 2:00 o'clock in the afternoon.

Montreal, July 16, 1970.

ME GILLES LE BLANC,
Secretary.

35537

Syndicat professionnel

Association des Camionneurs Artisans du comté de Abitibi-Ouest

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juin 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du comté de Abitibi-Ouest » avec siège social situé à Authier, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35528-o 24-70

Professional Syndicate

Association des Camionneurs Artisans du comté de Abitibi-Ouest

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on June 12, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du comté de Abitibi-Ouest", with head office at Authier, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35528 24-70

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits miniers

Conformément aux articles 206, par *b*), 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chap. 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits miniers compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les dix années précédant la date de la première publication des présentes, avis est donné aux propriétaires de droits miniers des terrains ci-après mentionnés, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits miniers:

District électoral de Compton

Canton de Lingwick:
Rang IX: lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31;
Rang X: lots 23A, 28, 29, 30 et 31;
Rang XI: lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33;
Rang D: lots 4A, 5, 8A, 8B et partie du lot 8C;
Rangs E et F: lots 4, 5, 6, 7 et 8.
Québec, le 2 juillet 1970.

Le sous-ministre,
35432-29-2-o P.-E. AUGER.

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206, par *b*), 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chap. 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining operation or exploration have been made there by the owner or on his behalf during the ten years preceding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that, 90 days after the last publication of this notice, the minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of these lands as far as the mining rights are concerned:

Electoral district of Compton

Lingwick township:
Range IX: lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31;
Range X: lots 23A, 28, 29, 30 and 31;
Range XI: lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 and 33;
Range D: lots 4A, 5, 8A, 8B and part of lot 8C;
Ranges E and F: lots 4, 5, 6, 7 and 8.
Québec, July 2, 1970.

P.-E. AUGER,
35432-29-2-o *Deputy-Minister.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) Pont de la rivière Blanche
sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 7 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
35529-o GÉRARD LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-4.2 area extending from Pointe Orient (in line with the Laval River bridge) Bridge on the Blanche River
are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said area.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, July 7, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,
35529 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-11.1.2 région s'étendant de la division de cantons Cannon et Fitzpatrick — pont de la route 15 — Rivière Pentecôte

N-11.1.4 Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 7 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

35529-o GÉRARD LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-20.2 région comprenant le Barachois de Port-Daniel

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 13 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

35529-o GÉRARD LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

G-24.2 région comprenant le Barachois de Douglastown (estuaire de la rivière St-Jean) sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 9 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

35529-o GERARD LEVESQUE.

N-11.1.2 area extending from the dividing line of the townships of Cannon and Fitzpatrick — Route 15 bridge — Pentecôte River

N-11.1.4 Crooked Island (Baie aux Outardes) — Pointe Sproule

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, July 7, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,

35529 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that that shellfish in and along the shores and waters:

G-20.2 area extenting from Le Barachois de Port-Daniel

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said area.

Québec, July 13, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,

35529 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

G-24.2 area extending from Le Barachois de Douglastown (St. John's River estuary)

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said area.

Québec, July 9, 1970.

GERARD LEVESQUE,

35529 *Minister of Industry and Commerce*

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le Ministère de la Voirie:

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

Dans la municipalité de Chénier, comté d'Arthabaska, l'ancien chemin Warwick-Tingwick vis-à-vis du lot 148, sur une longueur de 440 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Sévérin paroisse, comté de Beauce, l'ancienne route Saint-Jacques, vis-à-vis des lots 28, 47 et 137, sur une longueur de 450 pieds et l'ancienne route Saint-Olivier, vis-à-vis des lots 47 et 58 sur une longueur de 380 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Providence paroisse, comté de Beauce, deux parties de l'ancienne route du Pont, vis-à-vis des lots 1647, 1648, 1649 et 1650, sur une longueur de 950 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Frédéric paroisse, comté de Beauce, trois parties du chemin rang I nord-ouest, vis-à-vis des lots nos 12 et 11, 11, et 8, 9, 10, 11 et 152, sur une longueur totale de 1,975 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Clothilde paroisse, comté de Beauce, deux parties de l'ancien chemin entre les rangs 8 et 9, vis-à-vis de lots P-26, 27-A, 27-B, 27-C et 28-A, sur une longueur totale de 1,500 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Georges-Est paroisse, l'ancien chemin du 2ème rang de la Famine, vis-à-vis des lots 845, 846-65-2, 846-64-2, sur une longueur de 572 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Hénédine paroisse, comté de Dorchester, l'ancienne route Saint-Isidore, vis-à-vis des lots P-47, 53 et P-54, sur une longueur de 1,330 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Léon-de-Standon paroisse, comté de Dorchester, l'ancienne route 53, vis-à-vis des lots P-96 et P-97 du rang XI de Frampton et des lots 194, 196 et 197 du rang II de Buckland, sur une longueur de 1,700 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Sylvestre paroisse, comté de Lotbinière, l'ancien chemin Sainte-Marie-Est, vis-à-vis des lots 321 et P-434, sur une longueur de 392 pieds.

Dans la municipalité de Leeds canton, comté de Mégantic, deux parties de l'ancienne route du 4ème rang, vis-à-vis des lots P-7B et P-7-C, sur une longueur totale de 710 pieds.

Dans la municipalité de Lotbinière village, comté de Lotbinière, deux parties de l'ancienne route Gauron, vis-à-vis des lots 396, 397, 398, 399 et 534, sur une longueur totale de 2,015 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Édouard-de-Lotbinière paroisse, comté de Lotbinière, l'ancien chemin Rivière Boisclair ouest vis-à-vis des lots P-270, P-271, P-272, 274 et 276, sur une longueur de 960 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Narcisse-de-Beaurivage paroisse, comté de Lotbinière, l'ancien chemin Front Saint-Noël, vis-à-vis des lots P-131 et 132, sur une longueur de 525 pieds.

Dans la ville de Montréal, comté de Marguerite-Bourgeoys, partie de la route no 2 des limites des villes de Montréal et Montréal-Ouest jusqu'au chemin Upper Lachine, sur une longueur de 2,250 pieds.

Dans la ville de Montréal-Ouest, comté de Marguerite-Bourgeoys, partie de la route no 2, des limites des villes de Montréal et Montréal-Ouest sur une longueur de 450 pieds.

Dans la ville de Bécancour, secteur Gentilly village, comté de Nicolet, la rue du Boulevard sur une longueur de 335 pieds et la rue Brassard sur une longueur de 225 pieds.

Dans la municipalité de Ste-Julienne paroisse, comté de Montcalm, deux parties de l'ancienne route 18, vis-à-vis des lots P-708 et P-709, sur une longueur totale de 2,000 pieds.

In the municipality of Chénier, county of Arthabaska, the former Warwick-Tingwick road, facing lot 148, to a length of 440 feet.

In the municipality of Saint-Sévérin parish, county of Beauce, the former Saint-Jacques highway, facing lots 28, 47 and 137, to a length of 450 feet, and the former Saint-Oliver highway, facing lots 47 and 58 to a length of 380 feet.

In the municipality of Notre-Dame-de-la-Providence parish, county of Beauce, two parts of the former du Pont highway, facing lots 1647, 1648, 1649 and 1650, to a length of 950 feet.

In the municipality of Saint-Frédéric parish, county of Beauce, three parts of the road of range I northwest, facing lots Nos. 12 and 11, 11, and 8, 9, 10, 11 and 152, to a total length of 1,975 feet.

In the municipality of Sainte-Clothilde parish, county of Beauce, two parts of the former road between ranges 8 and 9, facing lots P-26, 27-A, 27-B, 27-C and 28-A, to a total length of 1,500 feet.

In the municipality of Saint-Georges-East parish, the former road of the 2nd range de la Famine, facing lots 845, 846-65-2, 846-64-2, to a length of 572 feet.

In the municipality of Sainte-Hénédine parish, county of Dorchester,the former Saint-Isidore highway, facing lots P-47, 53 and P-54, to a length of 1,330 feet.

In the municipality of Saint-Léon-de-Standon parish, county of Dorchester, former route 53, facing lots P-96 and P-97 on range XI, Frampton, and lots 194, 196 and 197 on range II, Buckland, to a length of 1,700 feet.

In the municipality of Saint-Sylvestre parish, county of Lotbinière, the former Sainte-Marie-East road, facing lots 321 and P-434, to a length of 392 feet.

In the municipality of Leeds township, county of Megantic, two parts of the former road of the 4th range, facing lots P-7B and P-7-C, to a total length of 710 feet.

In the municipality of Lotbinière village, county of Lotbinière, two parts of the former Gauron highway, facing lots 396, 397, 398, 399 and 534, to a total length of 2,015 feet.

In the municipality of Saint-Édouard-de-Lotbinière parish, county of Lotbinière, the former Rivière Boisclair road west, facing lots P-270, P-271, P-272, 274 and 276, to a length of 960 feet.

In the municipality of Saint-Narcisse-de-Beaurivage parish, county of Lotbinière, the former Front Saint-Noël road, facing lots P-131 and 132, to a length of 525 feet.

In the city of Montreal, county of Marguerite-Bourgeoys, part of highway No. 2 from the boundaries of the cities of Montreal and Montreal West to Upper Lachine Road, to a length of 2,250 feet.

In the city of Montreal West, county of Marguerite Bourgeoys, part of highway No. 2 from the limits of the cities of Montreal and Montreal West to a length of 450 feet.

In the town of Bécancour, Gentilly Village sector, county of Nicolet, Boulevard Street to a length of 335 feet and Brassard Street to a length of 225 feet.

In the municipality of Ste-Julienne parish, county of Montcalm, two parts of former route 18, facing lots P-708 and P-709 to a total length of 2,000 feet.

Dans la municipalité de Saint-Claude, comté de Richmond, l'ancien chemin Saint-Georges vis-à-vis des lots 520 et 584, sur une longueur de 1,108 pieds.

Québec, le 20 mai 1970.

Le ministre de la Voirie,

35530-o BERNARD PINARD.

In the municipality of Sainte-Claude, county of Richmond, the former Saint-Georges road facing lots 520 and 584 to a length of 1,108 feet.

Québec, May 20, 1970.

BERNARD PINARD,

35530 *Minister of Roads.*

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le Ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Saint-Eugène paroisse, comté de l'Islet, deux parties de l'ancien chemin du rang I, vis-à-vis des lots P. 35, P. 36, P. 37, 38, P. 54, P. 55, sur une longueur totale de 2,033 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Aubert, comté de l'Islet, l'ancienne route Bélanger, vis-à-vis des lots P. 65, P. 66, 67, 68, 376, 377, 378, P. 379, sur une longueur de 1,365 pieds. L'ancien chemin du rang III est, vis-à-vis des lots P. 4, P. 5, P. 6, sur une longueur de 656 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Adalbert, comté de l'Islet, l'ancienne route No 24, vis-à-vis des lots P. 44, P. 45, P. 54, sur une longueur de 1,640 pieds.

Dans la municipalité de Ireland, partie nord, comté de Mégantic, l'ancienne route du 7e rang, vis-à-vis du lot 375 du rang VII, sur une longueur de 460 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jean-de-Brébeuf, comté de Mégantic, deux parties de l'ancien chemin du 11e et 12e rang, vis-à-vis des lots P.646, P. 647 du rang XI et P. 657 du rang XII, sur une longueur de 565 pieds.

Dans la municipalité de Thetford, partie sud, canton, comté de Mégantic, deux parties de l'ancien chemin du 3e et 4e rang, vis-à-vis des lots 23, 29, 23-B, P. 23, n.s. P. 22, 22-C, sur une longueur totale de 1,420 pieds.

Dans la municipalité de Beauceville ville, comté de Beauce, la rue Grondin, sur une longueur de 280 pieds et la rue Saint-François, sur une longueur de 1,150 pieds.

Dans la municipalité de Bécancourt ville, secteur Saint-Grégoire-le-Grand, comté de Nicolet, l'ancienne route No 3, vis-à-vis des lots 67, P. 247 et P. 248, sur une longueur de 1,170 pieds.

Dans la municipalité de Nicolet-sud, comté de Nicolet, l'ancien chemin du Pays Brûlé ou route Saint-Cyr, vis-à-vis des lots 488 et 491, sur une longueur de 1,030 pieds.

Dans la municipalité de Bécancourt ville, secteur de St-Édouard-de-Gentilly, l'ancien chemin du 3e au 4e rang, vis-à-vis du lot 616, sur une longueur de 3,900 pieds.

Dans la municipalité de Lemieux, comté de Nicolet, l'ancienne route du 2 au 3e rang, vis-à-vis des lots 37 et 38, sur une longueur de 700 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Raphaël, partie sud, paroisse, comté de Nicolet, la route du 3e rang est, vis-à-vis des lots P. 32, 63-P. 1 s.n., P. 2 s.n. et P. 259, sur une longueur de 5,932 pieds.

Dans la municipalité de St-Pierre-de-Sorel paroisse, comté de Richelieu, l'ancien chemin 1ère Rivière-Nord, vis-à-vis des lots P. 264, P. 265, sur une longueur de 950 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel paroisse, comté de Richelieu, deux parties de l'ancien chemin 1ère Rivière-Nord, vis-à-vis des lots P. 246, P. 247, P. 248, P. 249, P. 250, P. 252 et P. 223, P. 224, P. 225 sur une longueur totale de 1,701 pieds.

Notice

The roads hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Saint-Eugène parish, county of L'Islet, two parts of the former road of range I, facing lots P. 35, P. 36, P. 37, 38, P. 54, P. 55, to a total length of 2,033 feet.

In the municipality of Saint-Aubert, conty of L'Islet, the former Bélanger highway, facing lots P. 65, P. 66, 67, 68, 376, 377, 378, P. 379, to a length of 1,365 feet. The former road of range III east, facing lots P. 4, P. 5, P. 6, to a length of 656 feet.

In the municipality of Saint-Adalbert, county of L'Islet, the former route 24, facing lots P. 44, P. 45, P. 54, to a length of 1,640 feet.

In the municipality of Ireland, north part, county of Mégantic, the former road of the 7th range, facing lot 375, range VII, to a length of 460 feet.

In the municipality of Saint-Jean-de-Brébeuf, county of Mégantic, two parts of the former road of the 11th and 12th ranges, facing lots P. 646, P. 647 on range XI, and P. 657 on range XII, to a length of 565 feet.

In the municipality of Thetford, south part, township, county of Mégantic, two parts of the former road of the 3rd and 4th ranges, facing lots 23, 29, 23-B, P. 23 n.s., P. 22, 22-C, to a total length of 1,420 feet.

In the municipality of the town of Beauceville, county of Beauce, Grondin Street to a length of 280 feet and Saint-François Street, to a length of 1,150 feet.

In the municipality of the town of Bécancourt, Saint-Grégoire-le-Grand sector, county of Nicolet, former route 3, facing lots 67, P. 247 and P. 248, to a length of 1,170 feet.

In the municipality of Nicolet South, county of Nicolet, the former Pays Brûlé Road or Saint-Cyr highway, facing lots 488 and 491, to a length of 1,030 feet.

In the municipality of the town of Bécancourt, Saint-Édouard-de-Gentilly sector, the former road of the 3rd to the 4th range, facing lot 616, to a length of 3,900 feet.

In the municipality of Lemieux, county of Nicolet, the former highway from 2 to range 3, facing lots 37 and 38, to a length of 700 feet.

In the municipality of Saint-Raphaël, south part, parish, county of Nicolet, the road of 3rd range east, facing lots P. 32, 63, P. 1 s.n., P. 2 s.n., and P. 259, to a length of 5,932 feet.

In the municipality of Saint-Pierre-de-Sorel parish, county of Richelieu, the former road of 1st River North, facing lots P. 264, P. 265, to a length of 950 feet.

In the municipality of Sainte-Victoire-de-Sorel parish, county of Richelieu, two parts of the former road of 1st River North, facing lots P. 246, P. 247, P. 248, P. 249, P. 250, P. 252 and P. 223, P. 224, P. 225, to a total length of 1,701 feet.

Dans la municipalité de Saint-Jude paroisse, comté de Saint-Hyacinthe, 1° l'ancien chemin du rang Saint-Sauveur, vis-à-vis du lot 597, sur une longueur de 306 pieds; 2° l'ancien chemin du rang Salvail, vis-à-vis du lot 976, sur une longueur de 927 pieds.

Dans la municipalité de Roxton canton, comté de Shefford, l'ancienne route Valcourt-Roxton-Falls, vis-à-vis des lots 545, P. 546, P. 547, P. 598, sur une longueur de 1,805 pieds.

Dans la municipalité de Orford canton, comté de Sherbrooke, l'ancien Grand Chemin de Montréal, vis-à-vis des lots 885 et 888, sur une longueur de 960 pieds.

Québec, le 21 mai 1970.

Le ministre de la Voirie,

35530-o BERNARD PINARD.

In the municipality of Saint-Jude parish, county of Saint-Hyacinthe, 1. the former road of Saint-Sauveur range, facing lot 597, a length of 306 feet; 2. the former road of Salvail range, facing lot 976, a length of 927 feet.

In the municipality of Roxton township, county of Shefford, the former Valcourt-Roxton-Falls highway, facing lots 545, P. 546, P. 547, P. 598, a length of 1,805 feet.

In the municipality of Orford township, county of Sherbrooke, the former main Montreal highway, facing lots 885 and 888, a length of 960 feet.

Québec, May 21, 1970.

BERNARD PINARD,

35530 *Minister of Roads.*

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère de la Voirie.

Dans la Cité de Trois-Rivières, comté de Trois-Rivières, le chemin du boulevard Saint-Jean sur une longueur de 34,515 pieds.

Dans la Ville de Trois-Rivières-Ouest, comté de Trois-Rivières:

L'ancienne route No 2, des limites ouest de la cité de Trois-Rivières à l'intersection Sud de la nouvelle route No 2, sur une longueur de 4,708 pieds.

Le chemin Sainte-Marguerite, de l'intersection nord-est à l'intersection nord-ouest de l'avenue Jean XXIII, sur une longueur de 10,138 pieds.

Le boulevard Mauricien « Ancienne route du Calvaire » de l'intersection nord de la route No 2 à l'intersection du chemin Sainte-Marguerite, sur une longueur de 7,402 pieds.

La route du Petit Village de l'intersection nord de la route No 2 à l'intersection du chemin du Petit Village, sur une longueur de 1,585 pieds.

Le chemin du Petit Village, de l'intersection de la route du Petit Village à l'intersection nord de la route No 2, sur une longueur de 6,134 pieds.

Dans la ville de Shawinigan-Sud, comté de Saint-Maurice.

Le chemin Lamothe, des limites des comtés de Champlain et Saint-Maurice à l'intersection du Chemin Cordon Saint-Michel, sur une longueur de 3,862 pieds.

Le chemin Cordon Saint-Michel, de l'intersection de la route No 19 à l'intersection du chemin Lamothe, sur une longueur de 10,715 pieds.

Le chemin rang Saint-Michel, de l'intersection du rang Saint-Pierre à l'intersection de la route No 19, sur une longueur de 10,763 pieds.

Le chemin rang Saint-Pierre, des limites des comtés de Champlain et Saint-Maurice à l'intersection du chemin du rang des Grès, sur une longueur de 17,286 pieds.

Le chemin Saint-Mathieu, de l'intersection de la 14e Avenue à l'intersection du chemin rang Saint-Pierre, sur une longueur de 4,371 pieds.

Le chemin rang des Grès, de l'intersection du chemin Saint-Pierre à l'intersection du chemin Saint-Pierre à l'intersection de la 14e Avenue, sur une longueur de 3,580 pieds.

L'ancienne route 19 (5e Avenue) de l'intersection de la nouvelle route 19 à l'intersection de la 104e rue, sur une longueur de 11,800 pieds.

Québec, le 26 mai 1970.

Le ministre de la Voirie,

35530-o BERNARD PINARD.

Notice

The roads hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

In the City of Trois-Rivières, county of Trois-Rivières, the road of Saint-Jean Boulevard to a length of 34,515 feet.

In the Town of Trois-Rivières-West, county of Trois-Rivières:

The former Route 2, from the western limits of the city of Trois-Rivières at the south intersection of the new route 2, to a length of 4,708 feet.

Sainte-Marguerite Road, from the northeast intersection to the northwest intersection of Jean XXIII Ave., to a length of 10,138 feet.

Mauricien Blvd. "Ancienne route du Calvaire" from the north intersection of route 2 to the intersection of Sainte-Marguerite Road, to a length of 7,402 feet.

Petit Village highway from the north intersection of route 2 to the intersection of Petit Village road, to a length of 1,585 feet.

Petit Village road, from the intersection of Petit Village highway to the north intersection of route 2, to a length of 6,134 feet.

In the Town of Shawinigan South, county of Saint-Maurice:

Lamothe Road, from the limits of the counties of Champlain and Saint-Maurice, to the intersection of Cordon Saint-Michel Road, to a length of 3,862 feet.

Cordon Saint-Michel Road, from the intersection of route No. 19 to the intersection of Lamothe Road, to a length of 10,715 feet.

Saint-Michel Range road, from the intersection of Saint-Pierre range to the intersection of Route No. 19, to a length of 10,763 feet.

Saint-Pierre Range road, from the limite of the counties of Champlain and Saint-Maurice to the intersection of the road of des Grès Range, to a length of 17,286 feet.

Saint-Mathieu road, from the intersection of 14th Avenue to the intersection of Saint-Pierre Range road, to a length of 4,371 feet.

Des Grès Range road, from the intersection of Saint-Pierre road to the intersection of 14th Avenue, to a length of 3,580 feet.

Former Route 19 (5th Avenue) from the intersection of the new Route 19 to the intersection of 104th Street, to a length of 11,800 feet.

Québec, May 26, 1970.

BERNARD PINARD,

35530 *Minister of Roads.*

Bills — Assemblée nationale

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 17 juillet 1970.

Aujourd'hui, à minuit et quinze minutes du matin, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les bills suivants:

1 Loi modifiant la Loi de la Législature.

2 Loi modifiant la Loi des associations coopératives.

3 Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit.

4 Loi modifiant la Loi de la Régie de l'électricité et du gaz.

5 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

8 Loi de l'assurance-maladie.

9 Loi du Grand Théâtre de Québec.

20 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code du travail.

23 Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.

24 Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires.

25 Loi modifiant le Code de la route.

27 Loi concernant la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec.

28 Loi modifiant la Loi de l'Office du crédit industriel du Québec.

29 Loi concernant le parc Forillon et ses environs.

30 Loi autorisant des prêts à certains pêcheurs commerciaux.

31 Loi modifiant la Loi du ministère de la santé et la Loi du ministère de la famille et du bien-être social.

32 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1971, et pour d'autres fins du service public.

33 Loi modifiant la Loi de l'aide sociale, la Loi des allocations scolaires et la Loi des allocations familiales du Québec.

34 Loi modifiant la Loi des licences.

35 Loi concernant les explosifs.

36 Loi modifiant le Code du travail.

Bills — National Assembly

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 17th of July 1970.

This day, at fifteen minutes past twelve o'clock in the morning, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to sanction the following bills:

1 An Act to amend the Legislature Act.

2 An Act to amend the Cooperative Associations Act.

3 An Act to amend the Savings and Credit Unions Act.

4 An Act to amend the Electricity and Gas Board Act.

5 An Act to amend the charter of the City of Montreal.

8 Health Insurance Act.

9 *Grand Théâtre de Québec* Act.

20 An Act to amend the Courts of Justice Act and the Labour Code.

23 An Act to amend the Teachers Pension Plan.

24 An Act to amend the Civil Service Superannuation Plan.

25 An Act to amend the Highway Code.

27 An Act respecting The Eggs for Consumption Producers' Federation.

28 An Act to amend the Québec Industrial Credit Bureau Act.

29 An Act respecting Forillon Park and its surroundings.

30 An Act to authorize loans to certain commercial fishermen.

31 An Act to amend the Health Department Act and the Family and Social Welfare Department Act.

32 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1971, and for other purposes connected with the public service.

33 An Act to amend the Social Aid Act, the Schooling Allowances Act and the Québec Family Allowances Act.

34 An Act to amend the Licenses Act.

35 An Act respecting explosives.

36 An Act to amend the Labour Code.

37 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »
35550-o

37 An Act to amend the Montreal Urban Community Act.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Secretary of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
35550-o

Vente pour taxes

Cité de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la cité de Chicoutimi, LUNDI, le DIXIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la commission des écoles catholiques de Chicoutimi, avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

City of Chicoutimi

Public notice is hereby given by the undersigned, clerk of the above-mentioned municipality thaa the properties hereinafter described will be sold by public auction, in the meeting hall of the Council, at the Town Hall in the city of Chicoutimi, MONDAY the TENTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock of the forenoon, to satisfy the payment of taxes due to the city of Chicoutimi and to the Catholic School Commission of Chicoutimi, with the interest and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs shall have been paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro des lots et cadastre Number of lots and cadastre	Description
Agences Calamo Inc. 50 St-Jean, Québec	646-33 et-and P. 646-34, Ville de-City of Chicoutimi	229,332.
Agences Calamo Inc. 50 St-Jean, Québec		
Beaulieu, Claude 402 Gaudreault	P. 115 et-and P. 117 Ville de-City of Chicoutimi	178,429.
Bédard, Claude 111 rue Bossé Street	644-32 Ville de-City of Chicoutimi	
Bélanger, David Mont-Apica	1143-20, Ville de-City of Chicoutimi	
Bernier, Patrick 650 Ste-Anne	1-B-40, R. 8, S.O.C.S. Par. de-of Chicoutimi	
Bernier, Roger 1842 rue Roussel, Street Chicoutimi-Nord-North	P. 2-B R, 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	176,590.
Brassard, Romuald 1019 Jolliet	3-A-18, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Canuel, Mme-Mrs. J. Alcide 696 Boul. St-Ignace	P. 1-G-51, P.1-G-52, P. 1-G-53, P. 1-G-55, P. 1-G-56 et-and P. 1-G-57, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	181,707.
Couturier, J.A. 392 Labrecque	191-45 Ville de-City of Chicoutimi	
Caouette, Oliver 3836A, rue Polette Street, Trois-Rivières	1143-2, 1144-4, Ville de-City of Chicoutimi	
Caouette, Oliver 3836A, rue Polette Street, Trois-Rivières	1144-5, Ville de-City of Chicoutimi	
Deschênes, Germain 3662, Boul. Talbot	P. 1172-11, Ville de-City of Chicoutimi	218,986.
Dubuc, Mlle-Miss. Marie 184 est rue Jacques-Cartier Street East	381-16-1, 381-18-1, 381-19-2, Ville de-City of Chicoutimi	
Flamand, Eudore 121, rue Bayard Street, Chicoutimi-Nord-North	P. 1040, P. 1041, P.1059, P.1060, Ville de City of Chicoutimi	206,656.
Gaudreault, Jean-Paul 23 rue Price Street	1143-11, Ville de-City of Chicoutimi	
Gaudreault, Jean-Paul 23 rue Price Street	1143-12, Ville de-City of Chicoutimi	
Gaudreault, Succ.-Est. Léonce 1087 d'Avaugour	281-1. Ville de-City of Chicoutimi	
Gauthier, Robert 793, rue Caron Street	646-35, Ville de-City of Chicoutimi	
Gilbert, Adrien 628, Montcalm	866-7, Ville de-City of Chicoutimi	
Girard, Mme-Mrs. Émile 224, Saguenay, St-Fulgence	1179-45, Villefe-City of Chicoutimi	
Girard, Yvon 489 St-Augustin	P. 1179-3-9, 1179-56-A, Ville de-City of Chicoutimi	139,955.
Grimard, Lucien 30 ouest, St-Dominique West	P. 611, Ville de-City of Chicoutimi	87,354.
Guay, Ovila 1019 Jolliet	3-A-28, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Langevin, Claude 295 est, rue Price Est Street	P. 379, P. 380, Ville de-City of Chicoutimi	191,080.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro des lots et cadastre Number of lots and cadastre	Description
Lapointe, Robert 646, ave Taché	P. 875-16, 875-17, Ville de-City of Chicoutimi	212,016.
Leduc, Vincent 812, rue Dequen Street	P. 1-G-14, P. 2-A-44, R. 15, Par. de-of Chicoutimi	212,125.
Gagnon, Jos. A. Sept-Iles	P. 234, Ville de-City of Chicoutimi	108,118.
Fortin, Robert 825 St-Paul	P. 1179-78-A, Ville de-City of Chicoutimi	208,636.
Leduc, Vincent 812 Dequen	1-G-15, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Leduc, Vincent 812 Dequen	P. 1-G-16, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	212,125.
Maltais, Jean-M. 1842 boul. Talbot	P. 825, Ville de-City of Chicoutimi	213,096.
Maltais, Omer 225, rue Pasteur Street, Chicoutimi-Nord-North	875-32, Ville de-City of Chicoutimi	
Martineau, Mme-Mrs. Léo 466 est-East, rue J.-Cartier Street	P. 85, P. 105, P. 106	179,020.
Metra Investments Ltd. 1, Place Ville-Marie, Montréal	P. 2-B, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	229,314.
Moreau, Jean-Marie 609 Brassard	1113-1, 1114-1, 1118-8, 1119-18, Ville de-City of Chicoutimi	
Moreau, Jean-Marie 609 Brassard	P. 1118-23, P. 1118-24, Ville de-City of Chicoutimi	156,060.
Morin, Jean-M. 986, Côte de la Réserve	1-B-14, 1-C-16, R. 14, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Morin, Jean-M. 986, Côte de la Réserve	I-B-19, R. 14, S.O.C.S. Par. de-of Chicoutimi	
Morin, Jean-M. 986, Côte de la Réserve	I-B-20, R. 14, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Ouellet, Emmanuel et-and Rosaire, 785, rue Desgagné Street	I-B-71, R. 14, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	
Perron, Charles-Édouard, 242, rue Dubuc Street	875-27, P. 875-30, Ville de-town of Chicoutimi	184,477.
Perron, Mme-Mrs. Charles-Édouard, 242, rue Dubuc Street	P. 830, P. 831, Ville de-town of Chicoutimi	118,770.
Les Placements Esplanade ltée, Québec	P. 4., R. 7, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	230,676.
Poitras, Mme-Mrs. Gilles, 30, St-Hubert	P. 502-6, Ville de-City of Chicoutimi	197,861.
Rious, Gabriel, 449, St-Ursule, Jonquière	P. 4-A, R. 11, S,O,C,S. Par. de-of Chicoutimi	183,496.
Saulnier, Mme-Mrs. Paul-A., 387, Ave. Labrecque	P. 113, Ville de-City of Chicoutimi	217,292.
Savard, Joseph-H. 927, Chemin St-Paul	1177-1-21, Ville de-City of Chicoutimi	
Société Immobilière Atlantique ltée, Place Davis, Arvida	P. 1128, P. 1129, Ville de-City of Chicoutimi	208-478.
Tremblay, Mme-Mrs. Aimé, 196, du Rocher, Chicoutimi-Nord	P. 3-B-2, R. 8, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	215,188.
Tremblay, Denis 262, Price	P. 3-A-14, R. 15, SlOlClSl, Par. de-of Chicoutimi	196,296.
Tremblay, Thomas 262, Price	P. 3-A-21, R. 15, S.O.C.S., Par. de-of Chicoutimi	198,599.
Truchon, Jacques, 849, St-Paul	1172-30, Ville de-City of Chicoutimi	
Truchon, Joseph, 849, St-Paul	P. 731, P. 733, Ville de-City of Chicoutimi	180-005.
Villeneuve, Patrick, 410, rue Lévis Street	132-7, 135-1, 1277, Ville de-City of Chicoutimi	
Chanoinesses Hospitalières de St-Augustin de Chicoutimi, (Les), Ave. St-Vallier, Chicoutimi		

Deux (2) terrains étant partie du lot No 67 du premier rang sud-ouest Chemin Sydenham, cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

a) compris dans les bornes: au nord-ouest par le lot No 67-98; au nord par le lot No 67-100; au nord-est par les lots Nos 67-34 et 67-100; à l'est par Fernand Gravel ou représentant; au Sud par le lot No 67-84 et à l'ouest par Fernand Boulianne ou représentant;

b) compris dans les bornes: au nord et nord-ouest par René Pelletier ou représentant; au nord-est par les lots Nos 67-75, 67-76 et 67-78; au sud par les lots 67-79, 67-80 et 67-81 et à l'ouest par Marius Tremblay ou représentant.

Gilbert, Lionel,
717, Côte de la Réserve, Chicoutimi

Two (2) lots of land being part of lot No. 67 on Range one southwest Sydenham Road on the official cadastre of the parish of Chicoutimi.

(*a*) bounded on the northwest by lot 67-98, on the north by lot No. 67-100, on the northeast by lots Nos. 67-34 and 67-100, on the east by Fernand Gravel or representative, on the south by lot No. 67-84, and on the west by Fernand Boulianne or representative.

(*b*) bounded on the north and northwest by René Pelletier or representative, on the northeast by lots Nos. 67-75, 67-76, and 67-78, on the south by lots 67-79, 67-80 and 67-81, and on the west by Marius Tremblay or representative.

Un terrain comprenant le lot No 1195-15 et partie des lots Nos 1119-12 et 1119-13 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné au nord, partie à la rue Brassard et partie au résidu des lots Nos 1119-12 et 1119-13, propriété de Roch Lapointe ou représentants, à l'est partie à Roch Lapointe et partie à la rue Vilmond; au sud aux lots Nos 1119-14 et 1119-11 et à l'ouest au lot No 1119-22.

Perron, J. Edgar,
Hôtel Saguenay, Ave. Salaberry, Chicoutimi

A lot of land comprising lot No. 1195-15 and part of lots Nos 1119-12 and 1119-13 on the official cadastre of the city of Chicoutimi, bounded on the north partly by Brassard St. and partly by the remainder of lots Nos. 1119-12 and 1119-13, the property of Roch Lapointe or representatives, on the east partly by Roch Lapointe and partly by Vilmond St., on the south by lots Nos. 1119-14 and 1119-11, and on the west by lot No. 1119-22.

Un terrain mesurant environ 50 pieds de largeur, faisant partie des lots Nos 989 et 992 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné au nord par le terrain de Dame Fleurette L. Hudson décrit dans l'acte enregistré sous le No 135,343; à l'est suivant le prolongement de la limite est du terrain dudit acte No 135,343; au sud-est par le lot No 1164 et à l'ouest par les Immeubles Boivin ou représentants.

A lot of land measuring approximately 50 feet in width, forming part of lots Nos. 989 and 992 on the official cadastre of the city of Chicoutimi, bounded on the north by the land belonging to Dame Fleurette L. Hudson described in the deed registered under No. 135,343, on the east, along the extension of the east boundary of the land described in said deed No. 135,343, on the southeast by lot No. 1164, and on the west by the Immeubles Boivin or representatives.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro des lots et cadastre Number of lots and cadastre	Description
Tremblay, Johnny, 870, Chemin St-Paul, Chicoutimi.....		
Un terrain mesurant 60 pieds de largeur par 82 pieds de profondeur, étant une partie du lot No 1179-12 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné au nord-ouest par le résidu dudit lot No 1179-12, au nord-est par le No 1179-11, au sud-est par le chemin St-Paul et au sud-ouest par le lot No 1179-13.		A lot of land measuring 60 feet in width by 82 feet in depth, being a part of lot No. 1179-12 on the official cadastre of the city of Chicoutimi, bounded on the northwest by the remainder of said lot No. 1179-12, on the northeast by No. 1179-11, on the southeast by St-Paul Road, and on the southwest by lot No. 1179-13.
Vaillancourt, Rénald, 737, de la Réserve, Chicoutimi.....		
Un terrain formé d'une partie du lot No 3-A du Rang 15, S.O.C.S. au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, mesurant environ 200 pieds de largeur de l'est à l'ouest par 50 pieds de profondeur et borné au nord par le lot No 75, à l'est par Alexandre Coulombe ou représentant; au sud par la rue Lavoie et à l'ouest par le lot No 3-A-27.		A lot of land composed of a part of lot No. 3-A on Range 15, S.W.S.R. on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, measuring approximately 200 feet in width from east to west by 50 feet in depth, and bounded on the north by lot No. 75, on the east by Alexandre Coulombe or representative, on the south by Lavoie St., and on the west by lot No. 3-A-27.

Donné à Chicoutimi, ce 14e jour de juillet 1970.

Le greffier adjoint,
JEAN-YVES FORTIN.

35459-29-2-o

Given at Chicoutimi, this 14th day of July, 1970.

JEAN-YVES FORTIN,
Assistant City Clerk.

35459-29-2-o

Soumissions — Demandes de

Ville de Baie d'Urfé
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Alice Hopgood, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 20410, chemin Lakeshore, Baie d'Urfé, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, mardi, 11 août 1970, pour l'achat de $742,500 d'obligations de la ville de Baie d'Urfé, comté de Robert Baldwin, datées du 1er septembre 1970, et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $742,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971.....	$ 7,500
1er septembre 1972.....	9,000
1er septembre 1973.....	9,000
1er septembre 1974.....	9,000
1er septembre 1975.....	11,000
1er septembre 1976.....	11,000
1er septembre 1977.....	12,000
1er septembre 1978.....	13,000
1er septembre 1979.....	14,000

Tenders — Request for

Town of Baie d'Urfé
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Alice Hopgood, Secretary-Treasurer, Town Hall, 20410, Lakeshore Road, Baie d'Urfé, county of Robert Baldwin, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, August 11, 1970, for the purchase of an issue of $742,500 of bonds for the town of Baie d'Urfé, county of Robert Baldwin, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $742,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971.....	$ 7,500
September 1, 1972.....	9,000
September 1, 1973.....	9,000
September 1, 1974.....	9,000
September 1, 1975.....	11,000
September 1, 1976.....	11,000
September 1, 1977.....	12,000
September 1, 1978.....	13,000
September 1, 1979.....	14,000

1er septembre 1980	$ 15,000
1er septembre 1981	16,000
1er septembre 1982	17,000
1er septembre 1983	19,000
1er septembre 1984	20,000
1er septembre 1985	21,000
1er septembre 1986	23,000
1er septembre 1987	24,000
1er septembre 1988	25,000
1er septembre 1989	28,000
1er septembre 1990	439,000

En plus les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $55,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances, excluant la partie à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $439,000 comprend un solde de $409,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$30,000
1er septembre 1992	32,000
1er septembre 1993	34,000
1er septembre 1994	36,000
1er septembre 1995	39,000
1er septembre 1996	41,000
1er septembre 1997	44,000
1er septembre 1998	47,000
1er septembre 1999	51,000
1er septembre 2000	55,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Ste-Anne-de-Bellevue.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou

September 1, 1980	$ 15,000
September 1, 1981	16,000
September 1, 1982	17,000
September 1, 1983	19,000
September 1, 1984	20,000
September 1, 1985	21,000
September 1, 1986	23,000
September 1, 1987	24,000
September 1, 1988	25,000
September 1, 1989	28,000
September 1, 1990	439,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $55,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $439,000 includes a balance of $409,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$30,000
September 1, 1992	32,000
September 1, 1993	34,000
September 1, 1994	36,000
September 1, 1995	39,000
September 1, 1996	41,000
September 1, 1997	44,000
September 1, 1998	47,000
September 1, 1999	51,000
September 1, 2000	55,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Bellevue.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially

en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou inférieur à $439,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans, pour un montant supérieur à $439,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 336 (365) — $599,500 — travaux d'aqueduc et égouts; 377 — $33,000 — plan d'urbanisme; 442 — $110,000 — travaux d'aqueduc et égouts.

Les obligations seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, 11 août 1970, à 7 heures 30 du soir, à l'Hôtel de Ville, 20410, chemin Lakeshore, Baie d'Urfé, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie d'Urfé (Comté de Robert Baldwin), ce 16 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MME ALICE HOPGOOD.

Hôtel de Ville, 20410, chemin Lakeshore,
Baie d'Urfé (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone 453-5324, code 514. 35538

Ville de Greenfield Park
Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-R. Dumas, greffier, Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 8.15 heures du soir, jeudi, le 13 août 1970, pour l'achat de $892,000 d'obligations de la ville de Greenfield Park, comté de Chambly, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 303 — $90,000 — services récréatifs et communautaires; 334 — $19,000 — électricité; 348 — $80,000 — fonds d'amortissement; 350 — $608,000 — aqueduc, égoûts, etc.; 351 — $95,000 — électricité.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $892,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$19,000
1er septembre 1972	21,000
1er septembre 1973	23,000
1er septembre 1974	25,000
1er septembre 1975	27,000
1er septembre 1976	29,000
1er septembre 1977	32,000
1er septembre 1978	34,000

and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $439,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $439,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 336 (365) — $599,500 — waterworks and sewers; 377 — $33,000 — town-planning; 442 — $110,000 — waterworks and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 11, 1970, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 20410 Lakeshore Road, Baie d'Urfé, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie d'Urfé (County of Robert Baldwin), July 16, 1970.

MRS. ALICE HOPGOOD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 20410 Lakeshore Road,
Baie d'Urfé (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 453-5324, code 514. 35538-o

Town of Greenfield Park
County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-R. Dumas, City clerk, Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, county of Chambly, Québec, until 8:15 p.m., Thursday, August 13, 1970, for the purchase of an issue of $892,000 bonds of the town of Greenfield Park, county of Chambly, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws number: 303 — $90,000 — recreational and community services; 334 — $19,000 — electricity; 348 — $80,000 — sinking fund; 350 — $608,000 — aqueduct, sewers, etc.; 351 — $95,000 — electricity.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $892,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$19,000
September 1, 1972	21,000
September 1, 1973	23,000
September 1, 1974	25,000
September 1, 1975	27,000
September 1, 1976	29,000
September 1, 1977	32,000
September 1, 1978	34,000

1er septembre 1979	$37,000
1er septembre 1980	41,000
1er septembre 1981	43,000
1er septembre 1982	46,000
1er septembre 1983	50,000
1er septembre 1984	53,000
1er septembre 1985	59,000
1er septembre 1986	61,000
1er septembre 1987	65,000
1er septembre 1988	71,000
1er septembre 1989	75,000
1er septembre 1990	81,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $81,000 et, si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Greenfield Park.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $81,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $81,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 13

September 1, 1979	$37,000
September 1, 1980	41,000
September 1, 1981	43,000
September 1, 1982	46,000
September 1, 1983	50,000
September 1, 1984	53,000
September 1, 1985	59,000
September 1, 1986	61,000
September 1, 1987	65,000
September 1, 1988	71,000
September 1, 1989	75,000
September 1, 1990	81,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $81,000, and if greater than the latter amount, the said part must include only one or several complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Greenfield Park.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $81,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $81,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday,

août 1970, à 8.15 heures du soir, Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill, Greenfield Park, comté de Chambly, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park (Comté de Chambly), ce 16 juillet 1970.

Le greffier,
J.-R. DUMAS.

Hôtel de ville, 156, boulevard Churchill,
Greenfield Park (Comté de Chambly), P.Q.
Téléphone: 671-5955, code 514. 35539-o

August 13, 1970, at 8:15 p.m., at the Town Hall, 156 Churchill Boulevard, Greenfield Park, County of Chambly, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park (County of Chambly), July 16, 1970.

J.-R. DUMAS,
City Clerk.

Town Hall, 156 Churchill Boulevard,
Greenfield Park (County of Chambly), P.Q.
Telephone: 671-5955, code 514. 35539

Ville de Rosemère
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Ph. Gardiner, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 186, rue Philippe, Rosemère, comté de Terrebonne, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle du Poste de Police et Feu, 428, Grande-Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 10 août 1970, pour l'achat de $500,000 d'obligations de la ville de Rosemère, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $500,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1971	$ 3,000
1er septembre 1972	3,000
1er septembre 1973	4,000
1er septembre 1974	4,000
1er septembre 1975	5,000
1er septembre 1976	5,000
1er septembre 1977	6,000
1er septembre 1978	6,000
1er septembre 1979	7,000
1er septembre 1980	8,000
1er septembre 1981	8,000
1er septembre 1982	9,000
1er septembre 1983	10,000
1er septembre 1984	11,000
1er septembre 1985	12,000
1er septembre 1986	13,000
1er septembre 1987	14,000
1er septembre 1988	16,000
1er septembre 1989	17,000
1er septembre 1990	339,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Town of Rosemère
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Mrs. Ph. Gardiner, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 186 Philippe St., Rosemère, county of Terrebonne, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., Police and Fire Station hall, 428 Grande-Côte, Rosemère, county of Terrebonne, P.Q., Monday, August 10, 1970, for the purchase of an issue of $500,000 of bonds for the Town of Rosemère, County of Terrebonne, dated September 1, 1970, and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $500,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1971	$ 3,000
September 1, 1972	3,000
September 1, 1973	4,000
September 1, 1974	4,000
September 1, 1975	5,000
September 1, 1976	5,000
September 1, 1977	6,000
September 1, 1978	6,000
September 1, 1979	7,000
September 1, 1980	8,000
September 1, 1981	8,000
September 1, 1982	9,000
September 1, 1983	10,000
September 1, 1984	11,000
September 1, 1985	12,000
September 1, 1986	13,000
September 1, 1987	14,000
September 1, 1988	16,000
September 1, 1989	17,000
September 1, 1990	339,000

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance for 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $46,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $339,000 comprend un solde de $320,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$21,000
1er septembre 1992	23,000
1er septembre 1993	25,000
1er septembre 1994	27,000
1er septembre 1995	30,000
1er septembre 1996	32,000
1er septembre 1997	35,000
1er septembre 1998	39,000
1er septembre 1999	42,000
1er septembre 2000	46,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rosemère.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $339,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $339,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: T-191 — $500,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 10 août 1970, à 8 heures du soir, Salle du Poste de

5. Ten-year serial bonds with the balance partly for 5-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $46,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of the maturities excluding the 20-year fixed-term part.

Also, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $339,000, includes a balance of $320,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$21,000
September 1, 1992	23,000
September 1, 1993	25,000
September 1, 1994	27,000
September 1, 1995	30,000
September 1, 1996	32,000
September 1, 1997	35,000
September 1, 1998	39,000
September 1, 1999	42,000
September 1, 2000	46,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rosemère.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $339,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $339,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: T-191 — $500,000 — aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 10, 1970, at 8:00 o'clock p.m., in the hall

Police et Feu, 428, Grande-Côte, Rosemère, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rosemère (Comté de Terrebonne), ce 15 juillet 1970.

Le greffier,
MME PH. GARDINER.

Hôtel de ville, 186, rue Philippe,
Rosemère (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 625-2446, code 514. 35540-o

of the Police and Fire Station, 428 Grande-Côte, Rosemère, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rosemère (County of Terrebonne), July 15, 1970.

MRS. PH. GARDINER,
Town Clerk.

Town Hall, 186 Philippe St.,
Rosemère (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 625-2446, code 514. 35540

Cité de Sherbrooke
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H. P. Émond, greffier, Hôtel de ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 3.30 heures de l'après-midi, lundi, le 17 août 1970, pour l'achat de $6,029,000 d'obligations de la cité de Sherbrooke, comté de Sherbrooke, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 1533 — $317,000 — travaux d'électricité; 1565 — $425,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 1581 — $178,000 — travaux d'électricité; 1660 — $1,817,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 1610 — $777,000 — aqueduc, égouts, etc.; 1645 — $462,000 — divers travaux municipaux; 1646 — $159,000 — achat de terrains; 1650 — $203,000 — achat d'équipement, électricité; 1700 — $1,110,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 1710 — $510,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1714 — $71,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $6,029,000 — 18 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$232,000
1er septembre 1972	246,000
1er septembre 1973	261,000
1er septembre 1974	277,000
1er septembre 1975	291,000
1er septembre 1976	312,000
1er septembre 1977	326,000
1er septembre 1978	352,000
1er septembre 1979	280,000
1er septembre 1980	303,000
1er septembre 1981	317,000
1er septembre 1982	336,000
1er septembre 1983	356,000
1er septembre 1984	379,000
1er septembre 1985	399,000
1er septembre 1986	425,000
1er septembre 1987	452,000
1er septembre 1988	485,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

City of Sherbrooke
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, H. P. Émond, City Clerk, City Hall, 145 Wellington North, Sherbrooke, county of Sherbrooke, P.Q., until 3:30 o'clock p.m., Monday, August 17, 1970, for the purchase of an issue of $6,029,000 of bonds for the city of Sherbrooke, county of Sherbrooke, dated September 1, 1970, and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos. 1533 — $317,000 — electrical works; 1565 — $425,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 1581 — $178,000 — electrical works; 1600 — $1,817,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 1610 — $777,000 — aqueduct, sewers, etc.; 1645 — $462,000 — miscellaneous municipal works; 1646 — $159,000 — purchase of lands; 1650 — $203,000 — purchase of equipment, electricity; 1700 — $1,110,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 1710 — $510,000 — aqueduct, sewers, roads; 1714 — $71,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $6,029,000 — 18 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$232,000
September 1, 1972	246,000
September 1, 1973	261,000
September 1, 1974	277,000
September 1, 1975	291,000
September 1, 1976	312,000
September 1, 1977	326,000
September 1, 1978	352,000
September 1, 1979	280,000
September 1, 1980	303,000
September 1, 1981	317,000
September 1, 1982	336,000
September 1, 1983	356,000
September 1, 1984	379,000
September 1, 1985	399,000
September 1, 1986	425,000
September 1, 1987	452,000
September 1, 1988	485,000

Moreover, the following methods of issue shall be considered:

(1) Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 18 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 18 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 18 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 18 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 18 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $485,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 18 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 18 ans, pour un montant égal ou moindre de $485,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 18 ans pour un montant supérieur à $485,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 17 août 1970, à 3.30 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de ville, 145, Wellington-Nord, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke (Comté de Sherbrooke), ce 17 juillet 1970.

Le greffier,
H. P. ÉMOND.

Hôtel de ville, 145, Wellington-Nord,
Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 569-7471, code 819. 35546-30-2-o

(2) Ten-year serial bonds with the balance for 18-year fixed-term bonds.

(3) Ten-year serial bonds with the balance for 5-year short-term bonds.

(4) Ten-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 18-year fixed-term bonds.

(5) Ten-year serial bonds with the balance partly for 5-year short-term and partly for 18-year fixed-term bonds.

(6) Five-year short-term serial bonds for the one part and 18-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 18-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $485,000, and, if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of maturities excluding the 10-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 18-year fixed-term for an amount equal to or less than $485,000. However, if they are issued partly for 18-year fixed-term for an amount greater than $485,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 17, 1970, at 3:30 o'clock p.m., in the City Hall, 145 Wellington North, Sherbrooke county of Sherbrooke, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke (County of Sherbrooke), July 17, 1970.

H. P. ÉMOND,
City Clerk.

City Hall, 145 Wellington North,
Sherbrooke (Sherbrooke), P.Q.,
Telephone: 569-7471, code 819. 35546-30-2

Ville de Waterloo
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bellefeuille, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 417, rue Court, Waterloo, comté de Shefford, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 11 août 1970, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Waterloo, comté de Shefford, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 242 — $26,000 — renouvellement d'emprunt; 317 — $95,000 — aqueduc, égouts, voirie; 327 — $25,000 — rénovation de l'aréna; 329 — $54,000 — part contributive aux loyers à prix modiques.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 5,500
1er septembre 1972	6,000
1er septembre 1973	6,000
1er septembre 1974	7,000
1er septembre 1975	8,000
1er septembre 1976	8,000
1er septembre 1977	8,500
1er septembre 1978	10,000
1er septembre 1979	10,000
1er septembre 1980	7,500
1er septembre 1981	8,000
1er septembre 1982	9,000
1er septembre 1983	10,000
1er septembre 1984	10,500
1er septembre 1985	11,000
1er septembre 1986	12,500
1er septembre 1987	14,000
1er septembre 1988	15,000
1er septembre 1989	16,000
1er septembre 1990	17,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $17,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des

Town of Waterloo
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned René Bellefeuille, Secretary-Treasurer, Town Hall, 417 Court Street, Waterloo, county of Shefford, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, August 11, 1970, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the town of Waterloo, county of Shefford, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st, and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 242 — $26,000 — loan renewal; 317 — $95,000 — aqueduct, sewers, roads; 327 — $25,000 — Arena renovation; 329 — $54,000 — contribution part for moderate rent lodgings.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 5,500
September 1, 1972	6,000
September 1, 1973	6,000
September 1, 1974	7,000
September 1, 1975	8,000
September 1, 1976	8,000
September 1, 1977	8,500
September 1, 1978	10,000
September 1, 1979	10,000
September 1, 1980	7,500
September 1, 1981	8,000
September 1, 1982	9,000
September 1, 1983	10,000
September 1, 1984	10,500
September 1, 1985	11,000
September 1, 1986	12,500
September 1, 1987	14,000
September 1, 1988	15,000
September 1, 1989	16,000
September 1, 1990	17,500

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $17,500, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual mor i-

amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Waterloo.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $17,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $17,500, les obligations ainsi émises seront rechetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 11 août 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 417, rue Court, Waterloo, comté de Shefford, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Waterloo (Comté de Shefford), ce 17 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ BELLEFEUILLE.

Hôtel de Ville, 417, rue Court,
Waterloo (Comté de Shefford), P.Q.
Téléphone: 539-2287, code 514. 35548-o

zations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term serial bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting with the last years of the maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Waterloo.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $17,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $17,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 11, 1970, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 417 Court Street, Waterloo, county of Shefford, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Waterloo (County of Shefford), July 17, 1970.

RENÉ BELLEFEUILLE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 417 Court Street,
Waterloo (County of Shefford), P.Q.
Telephone: 539-2287, code 514. 35548

Ville de Gatineau

Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Racicot, greffier, Hôtel de ville, 280 est, Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8 heures 30 du soir, lundi, le 10 août 1970, pour l'achat de $1,932,000 d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un

Town of Gatineau

County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Normand Racicot, city clerk, Town Hall, 280 Maloney Boulevard East, Gatineau, County of Papineau, P.Q., until 8:30 p.m., Monday, August 10, 1970, for the purchase of an issue of $1,932,000, bonds of the Town of Gatineau, County of Papineau, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable bi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or more

ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 132 — $467,500 — renouvellement d'emprunt; 342 — $20,500 — aqueduc et égouts; 372-1 — $44,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 377 — $18,000 — aqueduc, égouts, voirie et éclairage; 378 — $540,000 — aqueduc, égouts; 380 — $42,000 — services récréatifs et communautaires; 384-1 — $700,000 — aqueduc, égouts, etc.; 385 — $100,000 — construction d'un garage municipal.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $1,932,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 50,000
1er septembre 1972	53,000
1er septembre 1973	58,000
1er septembre 1974	62,000
1er septembre 1975	66,000
1er septembre 1976	71,000
1er septembre 1977	77,000
1er septembre 1978	83,000
1er septembre 1979	89,000
1er septembre 1980	96,000
1er septembre 1981	104,000
1er septembre 1982	111,000
1er septembre 1983	121,000
1er septembre 1984	130,000
1er septembre 1985	140,000
1er septembre 1986	104,000
1er septembre 1987	112,000
1er septembre 1988	123,000
1er septembre 1989	134,000
1er septembre 1990	148,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $148,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau.

complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws number 132 — $467,500 — loan renewal; 342 — $20,500 — aqueduct and sewers; 372-1 — $44,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 377 — $18,000 — aqueduct, sewers, roads and lighting; 378 — $540,000 — aqueduct, sewers; 380 — $42,000 — recreational and community services; 384-1 — $700,000 — aqueduct, sewers, etc.; 385 — $100,000 — erection of a municipal garage.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $1,932,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 50,000
September 1, 1972	53,000
September 1, 1973	58,000
September 1, 1974	62,000
September 1, 1975	66,000
September 1, 1976	71,000
September 1, 1977	77,000
September 1, 1978	83,000
September 1, 1979	89,000
September 1, 1980	96,000
September 1, 1981	104,000
September 1, 1982	111,000
September 1, 1983	121,000
September 1, 1984	130,000
September 1, 1985	140,000
September 1, 1986	104,000
September 1, 1987	112,000
September 1, 1988	123,000
September 1, 1989	134,000
September 1, 1990	148,000

Moreover, the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-trm bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $148,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting by the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $148,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $148,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 10 août 1970, à 8 heures 30 du soir, Hôtel de ville, 280 est, Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau (Comté de Papineau), ce 20 juillet 1970.

Le greffier,
NORMAND RACICOT.

Hôtel de ville, 280 est, Boulevard Maloney,
Gatineau (Papineau), P.Q.
Téléphone: 663-5371, code 819. 35549-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto and in Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $148,000. However, should they be issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $148,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, August 10, 1970, at 8:30 p.m., at the Town Hall, 280 Maloney Boulevard East, Gatineau, County of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau (County of Papineau), July 20, 1970.

NORMAND RACICOT,
City Clerk.

Town Hall, 280 Maloney Boulevard East,
Gatineau (Papineau), P.Q.
Telephone: 663-5371, code 819. 35549

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2685

Québec, le 15 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil numéro 2468 du 24 juin 1970, concernant des modifications au décret numéro 140 du 27 février 1952 et amendements, relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre, soit corrigé en remplaçant la phrase qui suit immédiatement l'horaire de travail mentionné au paragraphe « *a* » de l'article 116 par la suivante:

« Cependant, dans la ville de Laval, les heures de travail sont de 9 h à 20 h, le vendredi, et de 9 h à 17 h, le samedi. »

Le greffier du Conseil exécutif,
35501-o JULIEN CHOUINARD.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2685

Québec, July 15, 1970
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree respecting Men's Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council No. 2468 of June 24, 1970, concerning amendments to Decree No. 140 of February 27, 1952 and amendments, respecting Men's Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre, be corrected by replacing, by the sentence given hereinbelow, the sentence which immediately follows the standard working hour schedule mentioned in subsection "*a*" of section 116

"However, in the town of Laval, standard working hours on Friday shall be from 9:00 a.m. to 8:00 p.m., and standard working hours on Saturday shall be from 9:00 a.m. to 5:00 p.m."

JULIEN CHOUINARD,
35501-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2687

Québec, le 15 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3354 du 16 octobre 1968, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
35501-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2687

Québec, July 15, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the "*Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec*".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the "*Comité paritaire du Bois Ouvré de Québec*" authorized by a by-law approved by Order in Council number 3354 of October 16, 1968, be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions.

JULIEN CHOUINARD,
35501-o *Clerk of the Executive Council*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2774

Québec, le 17 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement de la Régie de l'assurance-maladie du Québec relatif à la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8), la Régie de l'assurance-maladie du Québec peut, par règlement, prescrire la forme et teneur des formules qui peuvent ou doivent être utilisées pour les fins de ladite loi par un professionnel de la santé ou une personne qui réside au Québec;

ATTENDU QUE pour les fins de la mise en oeuvre du régime d'assurance-maladie, il est à propos que la Régie de l'assurance-maladie du Québec établisse un règlement pour prescrire la forme et la teneur de certaines formules;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 57 de ladite loi, un tel règlement doit, avant d'entrer en vigueur, être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition du ministre de la santé:

QUE soit approuvé le règlement ci-annexé et intitulé:

Règlement No 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec concernant la Loi de l'assurance-maladie.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2774

Québec, July 17, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the by-law of the Québec Health Insurance Board regarding the Health Insurance Act.

WHEREAS under section 57 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8), the Québec Health Insurance Board may, by by-law, prescribe the form and tenor of the forms which may or must be used for the purposes of the said Act by a professional in the field of health or a resident of the province of Québec;

WHEREAS for the purposes of implementation of the Health Insurance Plan, it is expedient that the Québec Health Insurance Board make a by-law to prescribe the form and tenor of certain forms;

WHEREAS under section 57 of the said Act, such a by-law, before coming into force, must be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

THEREFORE it is ordered upon motion by the Minister of Health:

THAT approval be given the by-law annexed hereto and entitled:

By-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board respecting the Health Insurance Act.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

Règlement No 1

Concernant la Loi de l'assurance-maladie

Table des matières

	Article
TITRE I: *Introduction:*	
Définitions	1.01
TITRE II: *Demandes d'inscription:*	
Bénéficiaires	2.01
Professionnels de la santé	2.02

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

By-law No. 1

Respecting the Health Insurance Act

Table of contents

	Article
TITLE I: *Introduction:*	
Definitions	1.01
TITLE II: *Applications for registration:*	
Beneficiaries	2.01
Professionals in the field of health	2.02

TITRE III: *Carte d'assurance-maladie:* *Article*
Émission 3.01

TITRE IV: *Relevés d'honoraires:*
Professionnels de la santé 4.01
Mandats du professionnel de la santé .. 4.02
Bénéficiaires 4.03

Formules

1. Demande d'inscription — bénéficiaires
2. Demande d'inscription — professionnels de la santé
3. Carte d'assurance-maladie
4. Relevé d'honoraires — médecins
5. Relevé d'honoraires — chirurgiens-dentistes
6. Relevé d'honoraires — optométristes
7. Mandat individuel — professionnel de la santé
8. Mandat de groupe — professionnel de la santé
9. Relevé d'honoraires — bénéficiaires

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

Règlement No 1

Concernant la Loi de l'assurance-maladie

TITRE I

Introduction

Article 1.01:

Définitions: Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants ont le même sens que celui qui leur est attribué dans la loi de l'assurance-maladie:

a) Régie;
b) personne qui réside au Québec;
c) services assurés;
d) professionnel de la santé.

TITRE II

Demandes d'inscription

Article 2.01:

Bénéficiaires: L'inscription auprès de la Régie de toute personne qui réside au Québec doit être effectuée au moyen d'une demande d'inscription suivant la forme et la teneur de la formule 1.

Article 2.02:

Professionnels de la santé: Tout médecin, chirurgien-dentiste ou optométriste légalement autorisé à fournir des services assurés doit s'inscrire auprès de la Régie suivant la forme et la teneur de la formule 2.

TITRE III

Carte d'assurance-maladie

Article 3.01:

Émission: La Régie délivre une carte d'assurance-maladie, suivant la forme et la teneur de la formule 3, à toute personne qui réside au Québec et qui est dûment inscrite auprès de la Régie.

TITRE IV

Relevés d'honoraires

Article 4.01:

Professionnels de la santé: Tout professionnel de la santé qui a droit d'être rémunéré par la Régie pour des services assurés doit transmettre à la Régie un relevé d'honoraires suivant la

TITLE III: *Health insurance card:* *Article*
Issue 3.01

TITLE IV: *Statements of fees:*
Professionals in the field of health 4.01
Mandates of professionals 4.02
Beneficiaries 4.03

Forms

1. Application for registration — beneficiaries
2. Application for registration — professionals in the field of health
3. Health Insurance Card
4. Statement of fees — physicians
5. Statement of fees — dental surgeons
6. Statement of fees — optometrists
7. Individual mandate — professional in the field of health
8. Group mandate — professionals in the field of health
9. Statement of fees — beneficiaries

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

By-law No. 1

Respecting the Health Insurance Act

TITLE I

Introduction

Article 1.01:

Definitions: In this regulation, the following expressions and words shall have the same meaning as that given them in the Health Insurance Act:

(*a*) Board;
(*b*) resident of the province of Québec;
(*c*) insured services;
(*d*) professional in the field of health or professional.

TITLE II

Applications for registration

Article 2.01:

Beneficiaries: Registration with the Board by any resident of the province of Québec shall be effected by an application for registration according to the form and tenor of form 1.

Article 2.02:

Professionals in the field of health: Every doctor, dental surgeon or optometrist lawfully authorized to furnish insured services must register with the board according to the form and tenor of Form 2

TITLE III

Health insurance card

Article 3.01:

Issue: The Board shall issue a health insurance card, according to the form and tenor of Form 3, to every resident of the province of Québec duly registered with the board.

TITLE IV

Statements of fees

Article 4.01:

Professionals in the field of health: Every professional entitled to remuneration by the Board for insured services must transmit to the Board a statement of fees according to the form and tenor

forme et la teneur des formules 4 (médecins), 5 (chirurgiens-dentistes) ou 6 (optométristes) selon le cas.

Article 4.02:

Mandats du professionnel de la santé: Tout professionnel de la santé doit signer ses relevés d'honoraires et certifier qu'il a personnellement fourni les services inscrits sur ses relevés. Il peut autoriser un mandataire ou des mandataires suivant la formule 7 ou 8 selon le cas, à signer pour et en son nom ses relevés d'honoraires et à certifier qu'il a fourni personnellement les services inscrits sur ses relevés. Il doit transmettre cette formule à la Régie.

Article 4.03:

Bénéficiaires: Toute personne qui réside au Québec et qui exige de la Régie le remboursement du coût des services assurés qui lui ont été fournis en dehors du Québec par un professionnel de la santé ou qui demande à la Régie d'assumer pour son compte le paiement du coût de tels services, doit transmettre à la Régie un relevé d'honoraires suivant la forme et la teneur de la formule 9.

Copie certifiée du règlement No 1 de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, concernant la Loi de l'assurance-maladie, adopté à l'unanimité par les membres de la Régie lors de leur réunion tenue le 14 juillet 1970.

Québec, le 16 juillet 1970.

Le secrétaire,
PAUL-ÉMILE LAFRANCE.

of Forms 4 (physicians), 5 (dental surgeons) or 6 (optometrists), as the case may be.

Article 4.02:

Mandate of professional in the field of health: Every professional must sign his statements of fees and certify that he personally furnished the services entered on his statements. He may authorize a mandatary or mandataries, according to Form 7 or 8, as the case may be, to sign his statements of fees for him and in his name and to certify that he personally furnished the services entered on his statements. He must transmit such form to the Board.

Article 4.03:

Beneficiaries: Every person who resides in the province of Québec and who exacts reimbursement by the Board of the cost of insured services furnished to him outside the province by a professional in the field of health or who requests the Board to assume, on his behalf, payment of the cost of such services, must transmit to the Board a statement of fees according to the form and tenor of Form 9.

Certified copy of by-law No. 1 of the Québec Health Insurance Board, respecting the Health Insurance Act, passed unanimously by the members of the Board at their meeting held on the 14th of July 1970.

Québec, July 16, 1970.

PAUL-ÉMILE LAFRANCE,
Secretary.

DEMANDE D'INSCRIPTION — BÉNÉFICIAIRES
APPLICATION FOR REGISTRATION — BENEFICIARIES

Formule 1
Form 1

CONSULTEZ LE GUIDE AVANT DE COMPLÉTER - *READ GUIDE CAREFULLY BEFORE COMPLETING*

DEMANDE D'INSCRIPTION AU RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

APPLICATION FOR REGISTRATION FOR THE QUÉBEC HEALTH INSURANCE PLAN

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
CASE POSTALE 6600
QUÉBEC 2 (QUÉBEC)

SI VOUS VOUS ÊTES DÉJÀ INSCRIT AU RÉGIME, COCHEZ ICI ET RETOURNEZ LE FORMULAIRE SANS LE COMPLÉTER
IF YOU HAVE ALREADY REGISTERED FOR THE PLAN, PLEASE CHECK HERE AND RETURN THE FORM WITHOUT COMPLETING IT

CHEF DE FAMILLE OU INDIVIDU VOIR GUIDE N° ① **HEAD OF FAMILY OR INDIVIDUAL** SEE GUIDE N° ①

INSCRIRE LES CORRECTIONS ET COMPLÉTER LES RENSEIGNEMENTS DANS LES ESPACES BLANCS.
COMPLETE THE INFORMATION AND MAKE THE CORRECTIONS IN THE WHITE AREAS.

1 N° D'ASSURANCE SOCIALE / *SOCIAL INSURANCE N°*

NOM DE FAMILLE - *FAMILY NAME*	PRÉNOM - *FIRST NAME*	2e INITIALE / *MIDDLE INITIAL*	DATE DE NAISSANCE / *DATE OF BIRTH* JOUR / *DAY*	MOIS / *MONTH*	ANNÉE / *YEAR*

SEXE / *SEX* M	F	ÉTAT CIVIL / *MARITAL STATUS* MARIÉ / *MARRIED*	CÉLIB. / *SINGLE*	AUTRE / *OTHER*	ANNÉE DU DERNIER MARIAGE / *YEAR OF LAST MARRIAGE*

IF YOU WISH US TO COMMUNICATE WITH YOU IN ENGLISH PLEASE CHECK HERE E

3 NOUVELLE ADRESSE - *NEW ADDRESS*

N° / *NO* — RUE - *STREET* — N° APP. - *APT. NO*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ - *POSTAL ZONE OR COUNTY*

ÉPOUSE VOIR GUIDE N° ③ **WIFE** SEE GUIDE N° ③

2 N° D'ASSURANCE SOCIALE / *SOCIAL INSURANCE N°*	NOM DE FAMILLE DE L'ÉPOUSE À SA NAISSANCE / *WIFE'S FAMILY NAME AT BIRTH*	PRÉNOM DE L'ÉPOUSE / *WIFE'S FIRST NAME*	2e INITIALE / *MIDDLE INITIAL*	DATE DE NAISSANCE / *DATE OF BIRTH* JOUR / *DAY*	MOIS / *MONTH*	ANNÉE / *YEAR*

ENFANTS VOIR GUIDE N° ④ **CHILDREN** SEE GUIDE N° ④

	N° D'ASSURANCE SOCIALE / *SOCIAL INSURANCE N°*	PRÉNOM DE L'ENFANT - *CHILD'S FIRST NAME*	2e INITIALE / *MIDDLE INITIAL*	SEXE / *SEX* M	F	DATE DE NAISSANCE / *DATE OF BIRTH* JOUR / *DAY*	MOIS / *MONTH*	ANNÉE / *YEAR*
B								
C								
D								
E								
F								
G								
H								

S'IL Y A PLUS DE SEPT ENFANTS, VEUILLEZ CONTINUER AU VERSO ET COCHEZ ICI
IF THERE ARE MORE THAN SEVEN CHILDREN, PLEASE USE REVERSE SIDE AND CHECK HERE

DEMANDE D'INSCRIPTION — BÉNÉFICIAIRES
APPLICATION FOR REGISTRATION — BENEFICIARIES

Formule 1
(suite)
Form 1
(continued)

ENFANTS VOIR GUIDE N° ④ **CHILDREN** SEE GUIDE N° ④

	N° D'ASSURANCE SOCIALE / SOCIAL INSURANCE N°	PRÉNOM DE L'ENFANT - CHILD'S FIRST NAME	2e INITIALE / MIDDLE INITIAL	SEXE / SEX M	SEXE / SEX F	DATE DE NAISSANCE / DATE OF BIRTH JOUR / DAY	MOIS / MONTH	ANNÉE / YEAR
I								
J								
K								
L								
M								
N								
O								
P								

DEMANDE D'INSCRIPTION — PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ
APPLICATION FOR REGISTRATION — PROFESSIONALS IN THE FIELD OF HEALTH

Formule 2
Form 2

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
CASE POSTALE 8600
QUÉBEC 2 (QUÉBEC)

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD
P.O. BOX 8600
QUÉBEC 2, P.Q.

FICHE DU PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ
HEALTH PROFESSIONAL'S INFORMATION FORM

L'INFORMATION INSCRITE DANS LES ESPACES OMBRÉS DE CETTE FICHE A ÉTÉ TIRÉE DE NOS FICHIERS. VEUILLEZ LA VÉRIFIER ET LA MODIFIER SI ELLE N'EST PAS EXACTE. EN VOUS SERVANT DES ESPACES BLANCS CORRESPONDANTS, TOUTE INFORMATION PERTINENTE QUI N'EST PAS DÉJÀ INSCRITE DEVRAIT ÊTRE AJOUTÉE DANS LES ESPACES APPROPRIÉS. LES DEUX CÔTÉS DE LA FICHE DOIVENT ÊTRE REMPLIS.

THE INFORMATION IMPRINTED IN THE SHADED AREAS OF THIS FORM HAS BEEN TAKEN FROM OUR FILES. PLEASE VERIFY THIS INFORMATION AND CORRECT IT IF NECESSARY USING THE CORRESPONDING WHITE AREAS. ANY PERTINENT INFORMATION NOT ALREADY IMPRINTED SHOULD BE ADDED IN THE APPROPRIATE AREAS. BOTH SIDES OF THE FORM SHOULD BE COMPLETED.

CE NUMÉRO EST CELUI QUE VOUS UTILISEREZ DANS TOUS VOS RAPPORTS AVEC LA RÉGIE.
THIS NUMBER IS THE ONE TO REUSE IN ALL YOUR CONTACTS WITH THE BOARD.

No DU PROFESSIONNEL
PROFESSIONAL'S No.

NOM DE FAMILLE - *FAMILY NAME*	PRÉNOM ET 2e INITIALE *FIRST NAME AND MIDDLE INITIAL*	SEXE/*SEX* M	F	DATE DE NAISSANCE *DATE OF BIRTH* JOUR *DAY*	MOIS *MONTH*	ANNÉE *YEAR*

ANNÉE *YEAR*	SI AU QUÉBEC, UNIVERSITÉ/*IF IN QUÉBEC, UNIVERSITY* LAVAL	McGILL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	AUTRE PROVINCE *OTHER PROVINCE*	ÉTATS-UNIS *U.S.A.*	AUTRE PAYS *OTHER COUNTRY*

NOM - *NAME*	CERTIFICATION ANNÉE - *YEAR*

ANNÉE *YEAR*	RÉGULIÈRE *REGULAR*	SPÉCIALE D'ENSEIGNEMENT *TEACHING LICENCE*	RÉSIDENT SANS DROIT DE PRATIQUE PRIVÉE / *RESIDENT WITHOUT RIGHT TO PRIVATE PRACTICE*

No D'ASSURANCE SOCIALE
SOCIAL INSURANCE No.

IF YOU WISH US TO COMMUNICATE WITH YOU IN ENGLISH, PLEASE CHECK HERE ☐

SI VOUS ÊTES EN PRATIQUE PRIVÉE, S.V.P. REMPLIR
IF YOU ARE IN PRIVATE PRACTICE, PLEASE COMPLETE

SI L'ADRESSE INDIQUÉE AU DÉBUT EST INCORRECTE, VEUILLEZ CORRIGER CI-DESSOUS:
IF THE ABOVE ADDRESS IS INCORRECT, MAKE CORRECTIONS BELOW

No TÉLÉPHONE *No.*
CODE RÉGIONAL / *AREA CODE*

No — RUE - *STREET* — NUMÉRO DE BUREAU - *SUITE NUMBER*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ / *POSTAL ZONE OR COUNTY*

SI VOUS ÊTES RÉSIDENT, COMPLÉTEZ
IF YOU ARE A RESIDENT, COMPLETE

NOM DE LA SPÉCIALITÉ *NAME OF SPECIALTY*	CERTIFICATION ANNÉE - *YEAR*

NOM DE L'HÔPITAL - *HOSPITAL NAME*

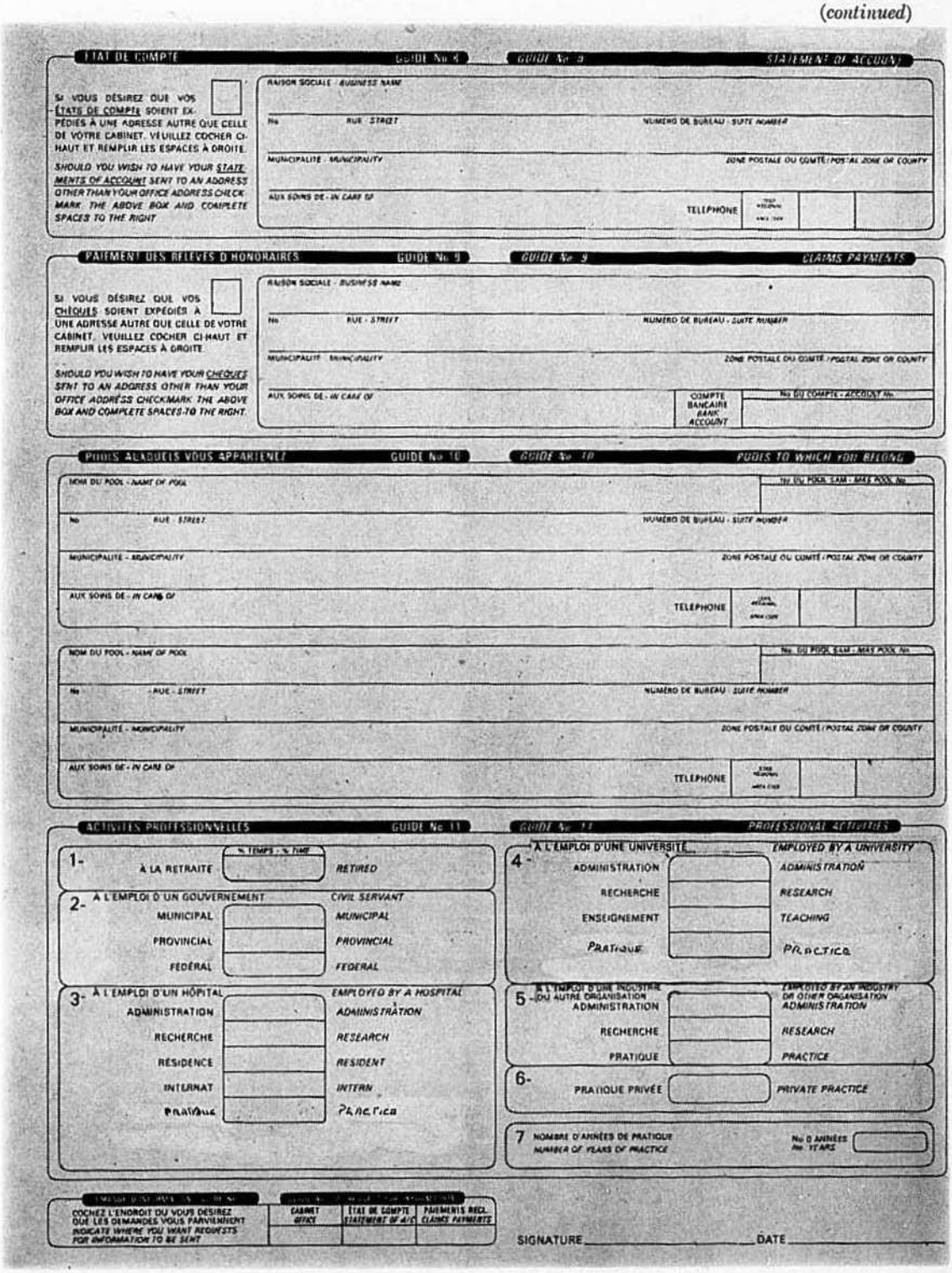
MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY*

NOM DE L'HÔPITAL - *NAME OF HOSPITAL*	MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY*

VOIR VERSO
SEE REVERSE

DEMANDE D'INSCRIPTION — PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ
APPLICATION FOR REGISTRATION — PROFESSIONALS IN THE FIELD OF HEALTH

Formule 2
(*suite*)
Form 2
(*continued*)



ÉTAT DE COMPTE — GUIDE No 8 — GUIDE No 8 — STATEMENT OF ACCOUNT

SI VOUS DÉSIREZ QUE VOS ÉTATS DE COMPTE SOIENT EXPÉDIÉS À UNE ADRESSE AUTRE QUE CELLE DE VOTRE CABINET, VEUILLEZ COCHER CI-HAUT ET REMPLIR LES ESPACES À DROITE.

SHOULD YOU WISH TO HAVE YOUR STATEMENTS OF ACCOUNT SENT TO AN ADDRESS OTHER THAN YOUR OFFICE ADDRESS CHECK MARK THE ABOVE BOX AND COMPLETE SPACES TO THE RIGHT

RAISON SOCIALE - *BUSINESS NAME*

No — RUE - *STREET* — NUMÉRO DE BUREAU - *SUITE NUMBER*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ / *POSTAL ZONE OR COUNTY*

AUX SOINS DE - *IN CARE OF* — TÉLÉPHONE

PAIEMENT DES RELEVÉS D'HONORAIRES — GUIDE No 9 — GUIDE No 9 — CLAIMS PAYMENTS

SI VOUS DÉSIREZ QUE VOS CHÈQUES SOIENT EXPÉDIÉS À UNE ADRESSE AUTRE QUE CELLE DE VOTRE CABINET, VEUILLEZ COCHER CI-HAUT ET REMPLIR LES ESPACES À DROITE.

SHOULD YOU WISH TO HAVE YOUR CHEQUES SENT TO AN ADDRESS OTHER THAN YOUR OFFICE ADDRESS CHECKMARK THE ABOVE BOX AND COMPLETE SPACES TO THE RIGHT.

RAISON SOCIALE - *BUSINESS NAME*

No — RUE - *STREET* — NUMÉRO DE BUREAU - *SUITE NUMBER*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ / *POSTAL ZONE OR COUNTY*

AUX SOINS DE - *IN CARE OF* — COMPTE BANCAIRE / *BANK ACCOUNT* — No DU COMPTE - *ACCOUNT No*

POOLS AUXQUELS VOUS APPARTENEZ — GUIDE No 10 — GUIDE No 10 — POOLS TO WHICH YOU BELONG

NOM DU POOL - *NAME OF POOL* — No DU POOL SAM - *MAS POOL No*

No — RUE - *STREET* — NUMÉRO DE BUREAU - *SUITE NUMBER*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ / *POSTAL ZONE OR COUNTY*

AUX SOINS DE - *IN CARE OF* — TÉLÉPHONE

NOM DU POOL - *NAME OF POOL* — No DU POOL SAM - *MAS POOL No*

No — RUE - *STREET* — NUMÉRO DE BUREAU - *SUITE NUMBER*

MUNICIPALITÉ - *MUNICIPALITY* — ZONE POSTALE OU COMTÉ / *POSTAL ZONE OR COUNTY*

AUX SOINS DE - *IN CARE OF* — TÉLÉPHONE

ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES — GUIDE No 11 — GUIDE No 11 — PROFESSIONAL ACTIVITIES

% TEMPS - % TIME

1- À LA RETRAITE — *RETIRED*

2- À L'EMPLOI D'UN GOUVERNEMENT — *CIVIL SERVANT*
- MUNICIPAL — *MUNICIPAL*
- PROVINCIAL — *PROVINCIAL*
- FÉDÉRAL — *FEDERAL*

3- À L'EMPLOI D'UN HÔPITAL — *EMPLOYED BY A HOSPITAL*
- ADMINISTRATION — *ADMINISTRATION*
- RECHERCHE — *RESEARCH*
- RÉSIDENCE — *RESIDENT*
- INTERNAT — *INTERN*
- Pratique — *PRACTICE*

4- À L'EMPLOI D'UNE UNIVERSITÉ — *EMPLOYED BY A UNIVERSITY*
- ADMINISTRATION — *ADMINISTRATION*
- RECHERCHE — *RESEARCH*
- ENSEIGNEMENT — *TEACHING*
- Pratique — *PRACTICE*

5- À L'EMPLOI D'UNE INDUSTRIE OU AUTRE ORGANISATION — *EMPLOYED BY AN INDUSTRY OR OTHER ORGANISATION*
- ADMINISTRATION — *ADMINISTRATION*
- RECHERCHE — *RESEARCH*
- PRATIQUE — *PRACTICE*

6- PRATIQUE PRIVÉE — *PRIVATE PRACTICE*

7 NOMBRE D'ANNÉES DE PRATIQUE / *NUMBER OF YEARS OF PRACTICE* — No D'ANNÉES / *No YEARS*

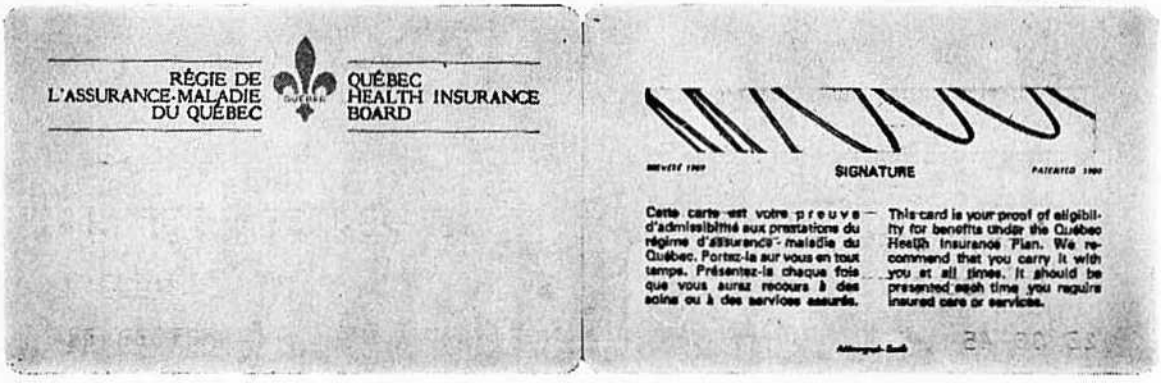
COCHEZ L'ENDROIT OU VOUS DÉSIREZ QUE LES DEMANDES VOUS PARVIENNENT / *INDICATE WHERE YOU WANT REQUESTS FOR INFORMATION TO BE SENT*

CABINET / *OFFICE* — ÉTAT DE COMPTE / *STATEMENT OF A/C* — PAIEMENTS RECL. / *CLAIMS PAYMENTS*

SIGNATURE _____ DATE _____

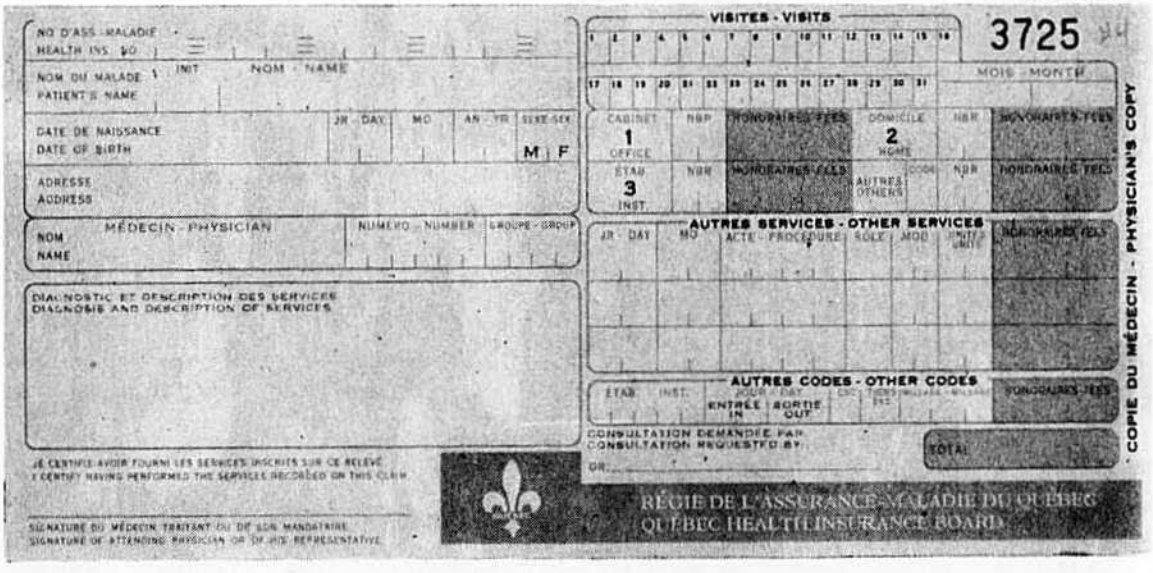
CARTE D'ASSURANCE-MALADIE
HEALTH INSURANCE CARD

Formule 3
Form 3



RELEVÉ D'HONORAIRES — MÉDECINS
STATEMENT OF FEES — PHYSYCIANS

Formule 4
Form 4



RELEVÉ D'HONORAIRES — CHIRURGIENS-DENTISTES
STATEMENT OF FEES — DENTAL SURGEONS

Formule 5
Form 5

NO D'ASS.-MALADIE
HEALTH INS. NO.

NOM DU MALADE
PATIENT'S NAME — INIT. — NOM - NAME

DATE DE NAISSANCE
DATE OF BIRTH — JR - DAY | MO | AN - YR | SEXE-SEX M | F

ADRESSE
ADDRESS

CHIRURGIEN-DENTISTE - DENTAL SURGEON
NOM
NAME — NUMÉRO - NUMBER — GROUPE - GROUP

DIAGNOSTIC ET DESCRIPTION DES SERVICES.
DIAGNOSIS AND DESCRIPTION OF SERVICES.

JE CERTIFIE AVOIR FOURNI LES SERVICES INSCRITS SUR CE RELEVÉ
I CERTIFY HAVING PERFORMED THE SERVICES RECORDED ON THIS CLAIM.

SIGNATURE DU CHIRURGIEN-DENTISTE OU DE SON MANDATAIRE.
SIGNATURE OF THE DENTAL SURGEON OR OF HIS REPRESENTATIVE.

COPIE DU CHIRURGIEN-DENTISTE
DENTAL-SURGEON'S COPY

1234

SERVICES

JR - DAY	MO	ACTE - PROCEDURE	RÔLE	MOD	UNITÉS UNITS	HONORAIRES-FEES

ÉTAB. - INST. | CSC | TIERS 3RD. | TOTAL HONORAIRES - FEES

RELEVÉ D'HONORAIRES - CHIRURGIENS-DENTISTES

CLAIM FORM - DENTAL-SURGEONS

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
QUEBEC HEALTH INSURANCE BOARD

RELEVÉ D'HONORAIRES — OPTOMÉTRISTES
STATEMENT OF FEES — OPTOMETRISTS

Formule 6
Form 6

NO D'ASS.-MALADIE
HEALTH INS. NO.

NOM DU MALADE
PATIENT'S NAME — INIT. — NOM - NAME

DATE DE NAISSANCE
DATE OF BIRTH — JR - DAY | MO | AN - YR | SEXE-SEX M | F

ADRESSE
ADDRESS

OPTOMÉTRISTE - OPTOMETRIST
NOM
NAME — NUMÉRO - NUMBER — GROUPE - GROUP

DIAGNOSTIC ET DESCRIPTION DES SERVICES.
DIAGNOSIS AND DESCRIPTION OF SERVICES.

JE CERTIFIE AVOIR FOURNI LES SERVICES INSCRITS SUR CE RELEVÉ
I CERTIFY HAVING PERFORMED THE SERVICES RECORDED ON THIS CLAIM.

SIGNATURE DE L'OPTOMÉTRISTE OU DE SON MANDATAIRE
SIGNATURE OF THE OPTOMETRIST OR OF HIS REPRESENTATIVE.

COPIE DE L'OPTOMÉTRISTE
OPTOMETRIST'S COPY

1234

SERVICES

JR - DAY	MO	ACTE - PROCEDURE	HONORAIRES-FEES

ÉTAB. - INST. | CSC | TIERS 3RD. | $

HONORAIRES TOTAL FEES

RELEVÉ D'HONORAIRES - OPTOMÉTRISTES

CLAIM FORM - OPTOMETRISTS

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
QUEBEC HEALTH INSURANCE BOARD

Formule 7

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

Mandat individuel

LE MANDANT, ...
(nom et prénom du professionnel de la santé)

enregistré à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (ci-après appelée la **RÉGIE**) sous le numéro .....

AUTORISE

LE MANDATAIRE, ..., AGE: .....
(nom et prénom) (21 ans et plus)

.....
(adresse)

à signer, pour et en son nom, tout relevé d'honoraires présenté à la **RÉGIE** et à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant.

En outre des autres dispositions de la loi, le mandant convient et s'engage à rembourser à la Régie, sur demande, tout montant payé par la Régie sur présentation d'un relevé d'honoraires signé par le mandataire pour des services qui n'ont pas été fournis par le mandant.

Le présent mandat entre en vigueur à compter de la réception par le mandant d'un avis de la Régie qui accuse réception du mandat et demeure en vigueur jusqu'à réception par la Régie d'un avis de révocation par écrit du mandant ou jusqu'à réception par le mandant d'un avis de la Régie à l'effet qu'elle n'est plus liée par le mandat.

EN FOI DE QUOI, le mandant a signé le présent mandat avec et en présence du mandataire, lesquels déclarent en accepter les termes et conditions.

SIGNÉ à ..... ce ..... jour de ..... 197 .....

.....
(mandant)

.....
(mandataire)

Avis de la Régie

La **RÉGIE** accuse réception du présent mandat.

QUÉBEC, ce ..... jour de ..... 197 .....

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

par: .....

Form 7

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

Individual Mandate

....., MANDATOR,
(full name of professional in the field of health)

registered with the Québec Health Insurance Board (hereinafter called the BOARD) under number ..... ,

AUTHORIZES

....., MANDATARY, AGE: .....
(name in full) (21 years or more)

.....
(address)

to sign, for him and in his name, any statement of fees presented to the BOARD and to certify that the services entered on any statement of fees have been furnished by the mandator.

In addition to the other provisions of the law, the mandator agrees and undertakes to reimburse the Board upon demand for every amount paid by the Board upon presentation of a statement of fees signed by the mandatary for services which were not furnished by the mandator.

This mandate shall come into force upon reception by the mandator of a notice from the Board acknowledging receipt of the mandate, and shall remain in force until receipt by the BOARD of a notice of revocation in writing from the mandator or until receipt by the mandator of a notice from the Board to the effect that it is no longer bound by the mandate.

IN TESTIMONY WHEREOF, the mandator has signed this mandate with and in the presence of the mandatary, and both declare that they accept the terms and conditions thereof.

SIGNED at....., this.....day of.....197.....

.....
(mandator)

.....
(mandatary)

Notice of the Board

The BOARD acknowledges receipt of the mandate.

QUÉBEC, this.....day of.....197.....

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

per:.....

Formule 8

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

Mandat de groupe

Les professionnels de la santé dont les noms et les numéros d'enregistrement à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (ci-après appelée la **RÉGIE**) apparaissent ci-après:

1. ..... No .....
(nom, prénom)

2. ..... No .....
(nom, prénom)

3. ..... No .....
(nom, prénom)

Conviennent de ce qui suit:

1. Ils pratiquent leur profession en groupe sous le numéro .....

et le nom de .....
(nom de la société)

.....
(adresse)

2. Ils se constituent mutuellement mandataires et mandants de chacun d'entre eux aux fins de signer, pour et au nom de chacun d'eux, tout relevé d'honoraires présenté à la **RÉGIE**, ou selon le cas, autorisent un tiers

MANDATAIRE, ... **AGE:** .....
(nom et prénom) (21 ans et plus)

.....
(adresse)

à signer, pour et en leur nom, tout relevé d'honoraires présenté à la **RÉGIE** et à certifier que les services inscrits sur tout relevé d'honoraires ont été fournis par le mandant.

3. En outre des autres dispositions de la loi, chacun des mandants convient et s'engage à rembourser à la Régie, sur demande, tout montant payé par la **RÉGIE** sur présentation d'un relevé d'honoraires signé par le mandataire pour des services qui n'ont pas été fournis par le mandant.

4. Le présent mandat entre en vigueur à compter de la réception par la société ci-haut nommée d'un avis de la **RÉGIE** qui accuse réception du mandat et demeure en vigueur jusqu'à réception par la **RÉGIE** d'un avis de révocation par écrit du mandant ou jusqu'à réception par le mandant d'un avis de la **RÉGIE** à l'effet qu'elle n'est plus liée par le mandat.

EN FOI DE QUOI, les mandants et les mandataires ou le tiers mandataire selon le cas, ont signé le présent mandat, lesquels déclarent en accepter les termes et conditions.

SIGNÉ à ..... ce ..... jour de ..... 197 .....

....
(tiers mandataire) (mandants et mandataires)

.....

.....

Avis de la Régie

La **RÉGIE** accuse réception du présent mandat.

QUÉBEC, ce..... jour de.....197.....

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

par: .....

Form 8

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD

Group Mandate

The professionals in the field of health whose names and registration numbers with the Québec Health Insurance Board (herein after called the BOARD) appear hereunder:

1. ..... No. .....
(name in full)

2. ..... No. .....
(name in full)

3. ..... No. .....
(name in full)

Make the following agreement:

1. They shall practise their profession as a group, under number.....

and under the name of.....
(name of the partnership)

.....
(address)

2. They mutually constitute each other mandataries and mandators for the purpose of signing, for and in the name of each other, any statement of fees presented to the BOARD, or, as the case may be, authorize another

MANDATARY..... AGE:.....
(name in full) (21 years or more)

.....
(address)

to sign, for them and in their name, any statement of fees presented to the BOARD and to certify that the services entered on any statement of fees have been furnished by the mandator.

3. In addition to the other provisions of the law, each of the mandators agrees and undertakes to reimburse to the Board, upon demand, any amount paid by the BOARD upon presentation of a statement of fees signed by the mandatary for services which have not been furnished by the mandator.
4. This mandate shall come into force upon receipt by the abovementioned partnership of a notice from the BOARD acknowledging receipt of the mandate and shall remain in force until receipt by the BOARD of a notice of revocation in writing by the mandator or until receipt by the mandator of a notice from the BOARD to the effect that it is no longer bound by the mandate.

IN TESTIMONY WHEREOF, the mandators and the mandataries, or the other mandatary as the case may be, have signed this mandate, and they all declare that they accept the terms and conditions thereof.

SIGNED at..... this..... day of.....197.....

....
(other mandatary) (mandators and mandataries)

.....

.....

Notice of the Board

The BOARD acknowledges receipt of the mandate.

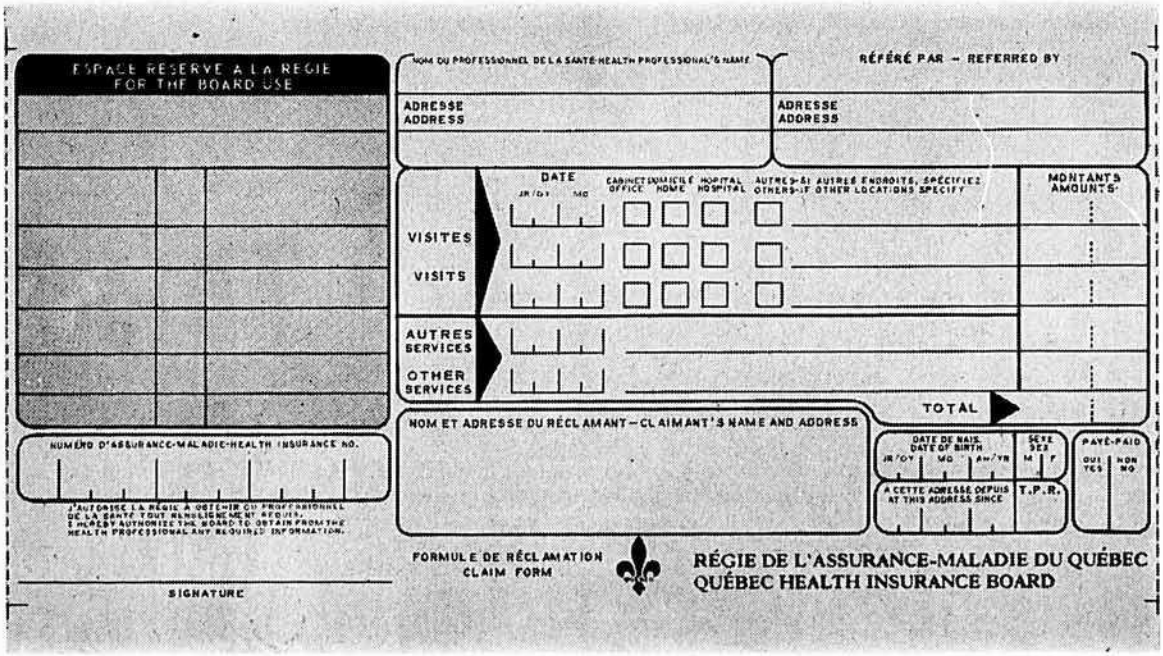
QUÉBEC, this..... day of.....197.....

QUÉBEC HEALTH INSURANCE OARD

per: .....

RELEVÉ D'HONORAIRES — BÉNÉFICIAIRES
STATEMENT OF FEES — BENEFICIARIES

Formule 9
Form 9



35531-o

35531-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2775

Québec, le 17 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 56 de la Loi de l'assurance-maladie (1970, bill 8), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après consultation de la Régie ou sur la recommandation de celle-ci, adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE la Régie a fait ses recommandations relativement aux règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter en vertu de l'article 56 de ladite loi;

Attendu que pour les fins de la mise en oeuvre du régime d'assurance-maladie, il est à propos que le lieutenant-gouverneur en conseil établisse des règlements;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition du ministre de la santé:

QUE soient adoptés les règlements ci-annexés et intitulés:

Règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2775

Québec, July 17, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the regulations respecting the Health Insurance Act.

WHEREAS under section 56 of the Health Insurance Act (1970, Bill 8), the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Board or upon the recommendation of the latter, may make regulations for the purposes of the said Act;

WHEREAS the Board has made its recommendations respecting the regulations which the Lieutenant-Governor in Council may make under section 56 of the said Act;

WHEREAS for the purposes of implementing the Health Insurance Plan it is expedient that the Lieutenant-Governor in Council make regulations;

THEREFORE it is ordered, upon motion by the minister of Health:

THAT the following regulations, entitled:

Regulations respecting the Health Insurance Act be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS CONCERNANT LA LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE

Table des matières

TITRE I: *Introduction:*	*Article*
Définitions	1.01
TITRE II: *Bénéficiaires:*	
Étudiant d'une autre province ou d'un autre pays et le ressortissant étranger.	2.01
Ressortissant étranger séjournant au Québec en vertu d'un programme d'échange	2.02
Séjour à l'étranger	2.03
Étudiant et fonctionnaire du Québec hors du Québec	2.04
Immigrant	2.05
Résident qui s'établit dans une province où il n'y a pas de régime	2.06
Début des délais	2.07
TITRE III: *Inscription:*	
Résident et personne à charge	3.01
Épouse par elle-même	3.02
Régie	3.03
Personnes incapables	3.04
Avis à la Régie	3.05
Personne à charge	3.06
Pénalité	3.07
TITRE IV: *Carte d'assurance-maladie:*	
Émission	4.01
Utilisation	4.02
Interdiction d'aliéner	4.03
Bonne foi	4.04
Retour de la carte	4.05
Remplacement de la carte	4.06

REGULATIONS RESPECTING THE HEALTH INSURANCE ACT

Table of contents

TITLE I: *Introduction:*	*Article*
Definitions	1.01
TITLE II: *Beneficiaries:*	
Students from other provinces or countries and persons from outside the province	2.01
Persons from outside the province living in the province under an exchange programme	2.02
Living outside the province	2.03
Students and government employees of Québec outside the province	2.04
Immigrants	2.05
Residents who settle in a province where there is no plan	2.06
Beginning of delays	2.07
TITLE III: *Registration:*	
Residents and dependent persons	3.01
Wife alone	3.02
Board	3.03
Incapable persons	3.04
Notice to Board	3.05
Dependent persons	3.06
Penalties	3.07
TITLE IV: *Health insurance card:*	
Issue	4.01
Use	4.02
Prohibition to alienate	4.03
Good faith	4.04
Return	4.05
Replacement	4.06

RÈGLEMENTS CONCERNANT LA LOI DE L'ASSURANCE-MALADIE

TITRE I

Introduction

1.01 Dans ces règlements, les expressions et les mots suivants signifient ou désignent:

a) « *Loi* »:

La Loi de l'assurance-maladie;

b) « *Régie* »:

La Régie de l'assurance-maladie du Québec instituée par la Loi de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (1969, ch. 53);

c) « *Personne qui réside au Québec* »:

Toute personne déclarée être telle en vertu des articles 4 et 7 de la loi et du titre II des règlements;

d) « *Professionnel de la santé* » ou « *professionnel* »:

Tout médecin, chirurgien-dentiste ou optométriste légalement autorisé à fournir des services assurés;

e) « *Personne à charge* »:

Le conjoint et toute personne célibataire âgée de moins de 18 ans, qui résident en permanence avec une personne visée à l'article 4 et 7 de la loi et au titre II des règlements.

TITRE II

Bénéficiaires

2.01 Une personne qui réside au Québec est réputée ne pas demeurer au Québec et ne pas y être ordinairement présente si elle est:

a) un étudiant d'une autre province ou d'un autre pays que le Canada;

b) un ressortissant étranger au service d'un gouvernement autre que celui du Canada ou du Québec.

2.02 Le ressortissant étranger qui séjourne au Québec en vertu d'un programme d'échange résultant d'une entente entre le Québec et un pays étranger, est réputé demeurer au Québec et y être ordinairement présent.

2.03 Une personne qui est autorisée à être ou à rester au Canada et qui demeure ordinairement au Québec n'est pas réputée résider au Québec et y être ordinairement présente lorsqu'elle séjourne hors du Canada pendant plus de six (6) mois consécutivement.

2.04 Les personnes suivantes et toute personne à leur charge qui demeurent hors du Québec sont réputées être des personnes qui résident au Québec:

a) l'étudiant du Québec inscrit dans un établissement d'enseignement hors du Québec et y poursuivant un programme d'étude.

b) le fonctionnaire à l'emploi du gouvernement du Québec en service hors du Québec.

2.05 L'immigrant qui détient un visa permanent et qui a manifesté son intention de s'établir au Québec, ainsi que toute personne à sa charge, est réputé, dès son arrivée, être une personne qui demeure au Québec.

2.06 Une personne qui quitte le Québec pour s'établir dans une province du Canada où un régime équivalent n'est pas en vigueur, continue à être une personne qui réside au Québec pour une période de quatre (4) mois après la date de son départ.

REGULATIONS RESPECTING THE HEALTH INSURANCE ACT

TITLE I

Introduction

1.01 In these regulations, the following expressions mean or designate:

(*a*) "*Act*":

The Health Insurance Act;

(*b*) "*Board*":

The Québec Health Insurance Board established by the Québec Health Insurance Board Act (1969, chap. 53);

(*c*) "*Resident of the province of Québec*":

Any person declared to be such under sections 4 and 7 of the Act and title II of the regulations;

(*d*) "*Professional in the field of health*" or "*professionnal*":

Any physician, dental surgeon or optometrist legally authorized to provide insured services;

(*e*) "*Dependent person*":

A consort of, or any single person under 18 years of age who lives permanently with a person contemplated in sections 4 and 7 of the Act and title II of the regulations.

TITLE II

Beneficiaries

2.01 A resident of the province of Québec shall not be deemed to live in Québec or to be usually present there if he is:

(*a*) a student from another province or from a country other than Canada;

(*b*) a person living outside the province who is employed by a government other than that of Canada or of Québec;

2.02 A person from outside the province who lives in Québec under an exchange programme resulting from an agreement between Québec and a foreign country shall be deemed to make his home in Québec and to be ordinarily present there.

2.03 A person who is authorized to be or remain in Canada and who ordinarily makes his home in the province of Québec shall not be deemed to be a resident of the province of Québec or to be ordinarity present there if he lives outside Canada for more than six consecutive months.

2.04 The following persons, and any persons dependent upon them, who live outside the province, shall be deemed residents of the province of Québec:

(*a*) any student from Québec registered and following a programme of studies in an educational establishment outside Québec;

(*b*) any functionary employed by the government of Québec who performs his functions outside Québec.

2.05 Every immigrant who holds a permanent visa and has shown his intention to settle in Québec and every person dependent upon him shall be deemed from his arrival to be a resident of the province of Québec.

2.06 Any person who leaves Québec to settle in a province of Canada where there is no similar plan in force shall be deemed a resident of the province of Québec for a period of four (4) months after the date of his de parture.

2.07 Les délais prévus sous ce titre commencent à courir à compter de la date d'entrée en vigueur du régime d'assurance-maladie.

TITRE III

Inscription

3.01 Toute personne qui réside au Québec et qui ne répond pas à la définition de personne à charge doit s'inscrire auprès de la Régie. Cette personne doit également inscrire toute personne à sa charge.

3.02 Une épouse peut valablement inscrire son conjoint et toute personne à sa charge ou à la charge de ce dernier lorsque, par suite d'absence, d'incapacité mentale ou physique, ou d'autres causes, ce dernier ne peut le faire.

3.03 La Régie peut inscrire toute personne qui réside au Québec lorsque cette personne refuse, néglige ou omet de souscrire à l'obligation de s'inscrire. Toute inscription ainsi faite n'a pas pour effet de relever cette personne de son obligation.

3.04 Toute personne, institution ou organisme doit inscrire auprès de la Régie une personne qui réside au Québec confiée à ses soins ou à sa garde lorsque, par suite d'incapacité mentale ou physique ou d'autres causes, cette personne ne peut le faire par elle-même.

3.05 Toute personne qui réside au Québec doit aviser la Régie dans les trois (3) mois à compter de l'une des éventualités qui suit:

a) lors de tout changement d'état civil,

b) lorsqu'elle cesse de répondre à la définition de personne à charge.

La Régie, dans ces cas, requiert une nouvelle inscription.

3.06 Toute personne qui réside au Québec aux termes de l'article 4 et 7 de la loi et des règlements doit inscrire auprès de la Régie toute personne qui tombe à sa charge dans les trois (3) mois qui suivent cette éventualité.

3.07 Quiconque est tenu de souscrire à l'une ou l'autre des obligations de l'inscription et qui sciemment refuse, néglige ou omet de s'y conformer commet une infraction aux termes de l'article 61 de la loi.

TITRE IV

Carte d'assurance-maladie

4.01 La Régie délivre une carte d'assurance-maladie à toute personne qui réside au Québec et qui est inscrite auprès de la Régie, conformément à la loi et aux règlements.

4.02 La carte d'assurance-maladie atteste qu'une personne qui réside au Québec est inscrite auprès de la Régie. En conséquence, tout détenteur d'une carte d'assurance-maladie doit:

a) ne l'utiliser que pour son usage personnel;

b) la présenter à qui de droit chaque fois qu'il requiert des services assurés.

4.03 Le détenteur d'une carte d'assurance-maladie ne peut, sous peine des pénalités prévues à la loi, la prêter, la céder, la vendre ou autrement l'aliéner.

4.04 Le professionnel de la santé qui fournit des services assurés sur présentation d'une carte d'assurance-maladie est réputé agir de bonne foi pour les fins de l'article 3 de la loi.

4.05 La carte d'assurance-maladie doit être retournée à la Régie, dans un délai de trois (3) mois, lorsque le détenteur:

2.07 The delays provided for under this title shall commence to run from the date of the coming into force of the Health Insurance Plan.

TITLE III

Registration

3.01 Every resident of the province of Québec who does not comply with the definition of a dependent person must register with the Board. Such person must also register every person dependent upon him.

3.02 A wife may validly register her consort and any person dependent upon her or upon him if, by reason of absence, mental or physical disability or other reasons, the consort cannot do so.

3.03 The Board may register any resident of the province of Québec when such resident refuses, neglects or fails to perform the obligation to register himself. No registration so effected shall have the effect of relieving such a resident from his obligation.

3.04 Every person, institution or body must register with the Board any resident of the province of Québec entrusted to his or its care or custody when by reason of mental or physical infirmity or for other reasons such resident cannot do so himself.

3.05 Every resident of the province of Québec must advise the Board within three (3) months of any of the following contingencies:

(*a*) any change in his civil status;

(*b*) if he ceases to comply with the definition of a dependent person.

In these cases the Board requires a new registration.

3.06 Every resident of the province of Québec within the meaning of sections 4 and 7 of the Act and of the regulations must register with the Board any person who becomes dependent upon him, within three (3) months of such contingency.

3.07 Every person who is found to carry out any of the obligations respecting registration and who knowingly refuses, neglects or fails to act accordingly commits an offence within meaning of section 61 of the Act.

TITLE IV

Health insurance card

4.01 The Board shall issue a health insurance card to every resident of the province of Québec who is registered with the Board, in accordance with the Act and the regulations.

4.02 The health insurance card shall establish that a resident of the province of Québec is registered with the Board. Consequently, every holder of a health insurance card must:

(*a*) use it only for himself;

(*b*) submit it to the proper authority each time he required insured services.

4.03 No holder of a health insurance card shall, under pain of the penalties provided for by law, lend, transfer, sell or otherwise alienate such card.

4.04 Every professional who furnishes insured services upon presentation of a health insurance card shall be deemed to act in good faith for the purposes of section 3 of the Act.

4.05 The health insurance card must be returned to the Board within three (3) months, when the holder:

a) ne réside plus au Québec au sens de la loi et des règlements;

b) cesse d'être une personne à charge au sens de la loi et des règlements;

c) décède;

d) change d'état civil.

4.06 Toute personne qui perd sa carte d'assurance-maladie doit, sans délai, aviser la Régie de telle perte.

4.07 Toute carte d'assurance-maladie perdue ou détruite ou rendue inutilisable doit être remplacée par la Régie pourvu que demande lui en soit faite par écrit.

35531-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2686

Québec, le 15 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Sherbrooke.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté-en-conseil numéro 1477 du 31 mars 1970, concernant des modifications au décret numéro 255 du 5 mars 1953 et amendements, relatif aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Sherbrooke, soit corrigé de la façon suivante:

1° Les modifications concernant l'article 117, visées aux postes 7°, 8°, 9°, 10° et 11°, doivent se lire comme suit:

7° L'article 117 est remplacé par le suivant:

« 117. *Durée dutravail:* Pour tous les services des coiffeurs pour hommes, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Zone I

Le lundi: chômé toute la journée;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8 h 30 du matin à 6 h du soir;

Le vendredi: de 8 h 30 du matin à 9 h du soir;

Le samedi: de 8 h 30 du matin à 4 h de l'après-midi.

Exceptions:

1) Les heures de travail sont prolongées jusqu'à 9 h du soir chaque jeudi, veille de jour férié chômé.

2) Le lundi précédant la fête de Noël, il y a du travail de 8 h 30 du matin à 6 h du soir.

3) Dans la ville de Lac Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la durée du travail est prolongée jusqu'à 8 h du soir les 20, 21 et 22 décembre, lorsque ces jours sont ouvrables.

4) Dans les villes d'Asbestos, Danville et le territoire compris dans un rayon de huit (8) milles de leurs limites respectives, les heures de travail sont les suivantes:

Le lundi: chômé toute la journée;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 9 h du matin à 6 h du soir;

Le vendredi: de 9 h du matin à 9 h du soir;

Le samedi: de 9 h du matin à 4 h de l'après-midi.

(*a*) no longer is a resident of the province of Québec within the meaning of the Act and the regulations;

(*b*) ceases to be a dependent person within the meaning of the Act and the regulations;

(*c*) dies;

(*d*) undergoes a change of civil status.

4.06 Every person who loses his health insurance card must forthwith inform the Board of such loss.

4.07 Every health insurance card which has been lost, destroyed or rendered useless must be replaced by the Board, provided written application therefor has been made to it.

35531-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2686

Québec, July 15, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to the decree respecting Men's Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the Sherbrooke region.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Order in Council No. 1477 of March 31, 1970, concerning amendments to Decree No. 255 of March 5, 1953 and amendments, respecting Men's Hairdressers and Ladies' Hairdressers in the Sherbrooke region, be corrected as follows:

1. The amendments to section 117, as contemplated in items 7, 8, 9, 10 and 11, must read as follows:

7. Section 117 is replaced by the following:

"117. *Hours of work:* For all men's hairdressing services, standard working hours are scheduled as follows:

Zone I

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:30 a.m. to 4:00 p.m.

Exceptions:

(1) Hours of work shall be extended until 9:00 p.m. on every Thursday that is a general holiday eve.

(2) On the Monday before Christmas Day, working hours shall be from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

(3) In the town of Lac Mégantic and a five (5) mile radius from its limits, standard working hours are extended until 8:00 p.m. on December 20, 21 and 22, when such days are working days.

(4) In the towns of Asbestos and Danville and the territory within an 8-mile radius of their respective limits, hours of work are as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday, Wednesday and Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 9:00 a.m. to 4:00 p.m.

5) Dans la ville de Rock Island et les municipalités de Beebe Plain et Stanstead et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail sont les suivantes:

Le lundi: chômé toute la journée;

Les mardi et mercredi: de 8 h 30 du matin à 6 h du soir;

Le jeudi: de 8 h 30 du matin à 9 h du soir;

Le vendredi: de 8 h 30 du matin à 6 h du soir;

Le samedi: de 8 h 30 du matin à 4 h de l'après-midi.

Durant les mois de juillet et août, la fermeture est à 1 h de l'après-midi.

6) À East Angus, le travail débute à 8 h du matin tous les jours et se termine à 5 h le samedi après-midi.

7) À Disraéli, les heures de travail sont de 8 h 30 du matin à 10 h du soir le vendredi.

Zone II

Le lundi: chômé toute la journé;

Les mardi et mercredi: de 8 h du matin à 8 h du soir;

Le jeudi: de 8 h du matin à 6 h du soir;

Le vendredi: de 8 h du matin à 9 h du soir;

Le samedi: de 8 h du matin à 7 h du soir. »

2° Les modifications apportées au poste 17°, concernant les prix minimaux des services, doivent se lire comme suit:

17° L'article 120 est remplacé par le suivant:

« 120. *Prix minimaux des services:* Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

(5) In the town of Rock Island and the municipalities of Beebe Plain and Stanstead and a 5-mile radius from their limits, working hours are as follows:

Monday: non-working day;

Tuesday and Wednesday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Thursday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Saturday: 8:30 a.m. to 4:00 p.m.

During July and August, closing time shall be 1:00 p.m.

(6) In East-Angus, work starts at 8:00 a.m. daily and ends at 5:00 p.m. on Saturday.

(7) In Disraeli, working hours on Friday are from 8:30 a.m. to 10:00 p.m.

Zone II

Monday: non-working day;

Tuesday and Wednesday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m."

2. The amendments mentioned in item 17, concerning minimum prices of services, must read as follows:

17. Section 120 is replaced by the following:

"120. *Minimum prices of services:* Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the public the following minimum prices for the services listed hereinbelow:

	Zones	
	I	*II*
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Ordinary haircut, adults	$1.75	$1.50
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de 15 ans — Ordinary haircut, children until 15	1.00	0.90
Coupe de cheveux en brosse pour adultes — Brushcut, adults	2.00	1.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de 15 ans — Brushcut, children until 15	1.25	1.15
Coupe au rasoir — Razorcut	2.25	1.75
Coupe au rasoir, y compris shampooing et ondulation — Razorcut (including shampoo and setting)	4.00	3.50
Barbe — Shave	1.25	1.00
Shampooing — Shampoo	1.25	1.00
Ondulation — Setting	1.25	1.00
Rinçage colorant — Tinting rinse	3.00	—
Teinture — Dyeing	4.00	—
Lotion et tonique — Lotion and tonic	0.50	0.35
Massage — Massage	1.50	1.25
Flambage des cheveux — Hair singeing	0.50	0.25
Aiguisage de rasoir — Razor honing	1.00	0.75

Note: Les prix minimaux fixés ci-dessus s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

Note: The above minimum prices also apply to work done on a wig or on a hairpiece."

3° Au paragraphe « *b* » de l'article 122, les mots « quatrième semaine complète de juillet » doivent se lire « dernière semaine complète de juillet ».

3. In subsection "*b*" of section 122, the words "fourth (4th) complete week of July" must read "last complete week of July".

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.
35501-o

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.
35501-o

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZEBETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and

autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté de Terrebonne, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 3 mars 1970, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de la paroisse de Sainte-Thérèse-Ouest, tel que décrit dans la description officielle du ministre des Terres et Forêts, en date du du 10 juillet 1970, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que la population de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest est de cinq mille six cents âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil de Sainte-Thérèse-Ouest.

À CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2736, en date du 15 juillet 1970, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau îles ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection de la rive nord-ouest de la rivière des Mille Iles avec la ligne sud-ouest du lot 131; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-ouest des lots 131, 132 et partie de la ligne sud-ouest du lot 135 jusqu'à la ligne sud-est du lot 134; une ligne brisée contournant par le sud-est, le sud-ouest et l'ouest les lots 134 et 133; partie de la ligne sud-ouest du lot 136 en allant vers le nord-ouest; partie de la ligne sud-ouest du lot 163 et le côté sud-ouest d'un chemin limitant en partie au sud-ouest ledit lot 163; partie de la ligne sud-ouest du lot 163 et la ligne sud-ouest des lots 164, 629 et 630; le côté sud-ouest de la Montée Sainte-Henriette limitant au sud-ouest les lots 631 et 632; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le nord les lots 632, 628, 627, 626, 625, 624 et 622; partie de la ligne nord-est du lot 622 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 620; la ligne nord-ouest des lots 620 et 618; la ligne sud-ouest des lots 633 à 638 inclusivement et 640 à 671 inclusivement; la ligne nord-ouest du lot 671; partie de la ligne nord-ouest du lot 672 jusqu'à

Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of Sainte-Thérèse-Ouest, in the county of Terrebonne, governed by the Municipal Code of the Province of Québec, has presented, in conformity with a resolution adopted at its meeting of March 3, 1970, a petition asking that the territory of the said municipality of the parish of Sainte-Thérèse-Ouest, as described in the official description of the Department of Lands and Forests on July 10, 1970, be erected into a town municipality including a single ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Québec into a town municipality if it contains a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of Sainte-Thérèse-Ouest is five thousand six hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant this petition of the council of Sainte-Thérèse-Ouest.

THEREFORE' KNOW YE THAT with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2736 dated July 15, 1970, and in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and, hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of Sainte-Thérèse-Ouest, county of Terrebonne, including in reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, routes, railroad right of ways, water courses or parts of same, the whole enclosed within the limits hereinafter described, to wit:

Starting from the point of intersection of the north-west shore of the Thousand Island River with the south-west line of lot 131; thence, successively, the following lines and demarcations: the south-west line of lots 131, 132 and part of the south-west line of lot 135 as far as the south-east line of lot 134; a broken line skirting by the south-east, the south-west and the west lots 134 and 133; part of the south-west line of lot 136 going towards the north-west; part of the south-west line of lot 163 and the south-west side of a road bounding partly on the south-west said lot 163; part of the south-west line of lot 163 and the south-west line of lots 164, 629 and 630; the south-west side of Montée Sainte-Henriette bounding to the south-west lots 631 and 632; a broken line bounding towards the north-west and the north lots 632, 628, 627, 626, 625, 624 and 622; part of the north-east line of lot 622 as far as the north-west line of lot 620; the north-west line of lots 620 and 618; the south-west line of lots 633 to 638 inclusively and 640 to 671 inclusively; the north-

un point à une distance de cent cinquante pieds (150 ') au nord-est de la ligne centrale de l'autoroute Montréal-Laurentides; une ligne parallèle (côté nord-est de l'autoroute) à la ligne centrale de l'autoroute Montréal-Laurentides située à une distance perpendiculaire de cent cinquante pieds (150′) au nord-est de ladite ligne centrale, traversant les lots 672 à 720 inclusivement, 723, 726, 573, 572, 197, une partie du lot 198 jusqu'à sa rencontre avec l'emprise actuelle nord du chemin de la Côte Sud; ladite emprise actuelle nord jusqu'à la ligne nord-est du lot 198; partie de la ligne nord-est du lot 198 en allant vers le sud-est jusqu'à l'emprise actuelle sud du chemin de la Côte Sud; l'emprise actuelle sud du chemin de la Côte Sud jusqu'à un point distant de cent cinquante pieds (150′) au nord-est de la ligne centrale de l'autoroute Montréal-Laurentides; une ligne parallèle (côté nord-est de l'autoroute) à ladite ligne centrale et à ladite distance de cent cinquante pieds (150′) en allant vers le sud-est jusqu'à un point à une distance de deux mille trois cent vingt et un pieds et cinquante-cinq centièmes (2,321.55′) de la ligne sud du lot 949 (emprise de chemin de fer Canadien du Pacifique), distance mesurée le long de l'emprise nord-est de l'autoroute Montréal-Laurentides; ladite emprise nord-est de l'autoroute en allant vers le sud-est dans le lot 198 sur une longueur de trois cent quatre-vingts pieds et soixante-cinq centièmes (380.65′), soit jusqu'à la ligne séparative des lots 198 et 199; la susdite emprise nord-est de l'autoroute Montréal-Laurentides en allant vers l'est sur une longueur de six cent trente-neuf pieds et soixante-cinq centièmes (639.65′), soit jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 952 (emprise de chemin de fer); une ligne en allant vers le sud-est à travers les lots 952 et 199 sur une longueur de deux cent soixante pieds et quarante-cinq centièmes (260.45′), soit jusqu'à la ligne séparative des lots 199 et 201; partie de la ligne sud-est du lot 199 jusqu'à la ligne nord-est du lot 89; partie de la ligne nord-est du lot 89 et son prolongement jusqu'à la ligne centrale du chemin de la rivière Cachée; ladite ligne centrale du chemin en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 88 et 89; ledit prolongement; partie de ladite ligne séparative des lots 88 et 89 en allant vers le sud-est sur une longueur de quatre cents pieds (400′); une ligne parallèle au chemin de la rivière Cachée en allant vers le nord-est à travers les lots 88, 84 et 81; partie de la ligne nord-est du lot 81 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 82; partie de la ligne nord-ouest du lot 82 et la ligne nord-ouest du lot 79, la dernière prolongée jusqu'au centre de la Montée Sanche; la ligne médiane de la Montée Sanche en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest du chemin de la Côte de Blainville; une ligne à travers ce dernier chemin jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-est du lot 78 avec le côté sud-est du chemin; la ligne nord-est des lots 78 et 79 et son prolongement dans la rivière des Mille Iles jusqu'au côté nord-ouest de l'île No 930; une ligne contournant par le nord-ouest et l'ouest une partie de l'île No 930 jusqu'à l'extrimité sud de la rive ouest de ladite île; une ligne de direction sud astronomique jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Mille Iles; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant au sud et au sud-est des îles Nos 937, 938, 939, 940, 941, 943, 944, 945 et 946 jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite passant à l'extrémité la plus à l'ouest de l'île No 946 et originant au point de départ; enfin ladite ligne

west line of lot 671; part of the north-west line of lot 672 to a point at a distance of one hundred and fifty feet (150′) north-east of the middle line of the Montreal-Laurentides expressway; a line parallel (north-east side of the expressway) to the middle line of the Montreal-Laurentides expressway situated at a perpendicular distance of one hundred and fifty feet (150′) north-east of the said middle line, crossing lots 672 to 720 inclusively, 723, 726, 573, 572, 197, a part of lot 198 to its meeting point with the present north right of way of the Côte Sud road; the said present north right of way to the north-east line of lot 198; part of the north-east line of lot 198 going towards the south-east as far as the present south right of way of the Côte Sud road; the present south right of way of the Côte Sud road to a point distant by one hundred and fifty feet (150′) to the north-east from the middle line of the Montreal-Laurentides expressway; a line parallel (north-east side of the expressway) to the said middle line and at the said distance of one hundred and fifty feet (150′) going towards the south-east to a point at a distance of two thousand three hundred and twenty-one feet and fifty-five hundredths of a foot (2,321.55′) from the south line of lot 949 (right of way of the Canadian Pacific Railroad), distance taken along the north-east right of way of the Montreal-Laurentides expressway; the said north-east right of way of the expressway going towards the south-east in lot 198 a length of three hundred and eighty feet and sixty-five hundredths of a foot (380.65′), that is as far as the division line of lots 198 and 199; the abovementioned north-east right of way of the Montreal-Laurentides expressway going towards the east a length of six hundred and thirty-nine feet and sixty-five hundredths of a foot (639.65′), that is as far as the north-west line of lot 952 (railroad right of way); a line going towards the south-east through lots 952 and 199 a length of two hundred and sixty feet and forty-five hundredths of a foot (260.45′), that is as far as the division line of lots 199 and 201; part of the south-east line of lot 199 to the north-east line of lot 89; part of the north-east line of lot 89 and its extension as far as the middle line of the Rivière Cachée road; the said middle line of the road going towards the north-east as far as the extension of the division line between lots 88 and 89; the said extension; part of the said division line between lots 88 and 89 going towards the south-east a length of four hundred feet (400′); a line parallel to the Rivière Cachée road going towards the north-east through lots 88, 84 and 81; part of the north-east line of lot 81 as far as the north-west line of lot 82; part of the north-west line of lot 82 and the north-west line of lot 79, the latter being extended to the centre of Montée Sanche; the median line of Montée Sanche going towards the south-east to the north-west side of Côte de Blainville road; a line through the latter road to the point of intersection of the north-east line of lot 78 with the south-east side of the road; the north-east line of lots 78 and 79 and its extension in the Thousand Islands River to the north-west side of the Island No. 930; a line going around through the north-west and the west a part of Island No. 930 to the south end of the west bank of the said island; a line of astronomical south direction as far as the median line of the Thousand Islands River; the median line of the said river going upstream and passing through on the south and the south-east of Islands Nos 937, 938, 939, 940, 941, 943, 944, 945 and

droite en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ, lesquelles limites définissent le territoire de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, la municipalité de Sainte-Thérèse-Ouest, dans le comté municipal de Terrebonne cessant d'exister, soit érigé en une municipalité de ville sous le nom de « Ville de Sainte-Thérèse-Ouest »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échévins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit la salle du conseil de Sainte-Thérèse-Ouest.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
LUCIEN DARVEAU.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le sous-ministre des affaires municipales,
35547-o RICHARD BEAULIEU.

946 as far as its meeting point with a straight line going through the far west end of Island No. 946 and starting from the starting point; finally, the said straight line going towards the north-west as far as the starting point, the said boundaries determine the territory of the Town of Sainte-Thérèse-Ouest, the municipality of Sainte-Thérèse-Ouest, in the municipal county of Terrebonne existing no longer, be erected into a town municipality under the name of "Town of Sainte-Thérèse-Ouest";

THAT the Municipal Council of the said town consist of a mayor and six aldermen and that it include one single ward;

THAT the first general meeting of the council of this municipality be held in the council room of Sainte-Thérèse-Ouest.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice of the issuance of letters patent hereabove is given in conformity with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

RICHARD BEAULIEU,
35547 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 35-124. } ELZÉAR BEAUDOIN, domicilié à 1062 avenue Royale, Villeneuve, P.Q., *vs* Me GEORGES BOUDREAU, avocat faisant affaires à 466, de la Couronne, Québec.

« Le lot 2394 subdivision 147 du cadastre officiel de St-Sauveur, ville Duberger, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 3 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS.
Québec, le 21 juillet 1970. 35541-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 35-124. } ELZÉAR BEAUDOIN, domiciled at 1062 Royale Ave., Villeneuve, P.Q., *vs* Me GEORGES BOUDREAU, advocate, carrying on business at 466 de la Couronne, Québec.

"Lot 2394 subdivision 147 on the official cadastre of St-Sauveur, town of Duberger, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Québec registry office, 3 Chauveau Ave., Québec, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Sheriff's Office, *Assistant Sheriff.*
Québec, July 21, 1970. 35541

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 2310. } ENTREPRISES ZENITH & CIE LTÉE, corporation légalement constituée faisant affaires à 1375 Boul. Charest-Ouest, district de Québec, *contre* JEAN-GUY LABRECQUE, St-Féréol, comté de Montmorency, district de Québec.

« Un emplacement partie du lot trois cent quatre-vingt-douze (Pt 392) au cadastre de St-Féréol; mesurant 90 pieds de front par 95 pieds de profondeur, m. a., borné au nord au Chemin Royal, à l'est à l'espace de 57 pieds de largeur qui sert de passage à Oscar Lachance, entre cet emplacement et celui de Cy. Lachance; vers le sud et l'ouest au résidu de 392 de Oscar Lachance. Avec maison et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 21 juillet 1970. 35542-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 2310. } ENTREPRISES ZENITH & CIE LTÉE, body legally incorporated, carrying on business at 1375 Charest Blvd. West, district of Québec, *versus* JEAN-GUY LABRECQUE, St-Féréol, county of Montmorency, district of Québec.

"An emplacement part of lot three hundred and ninety-two (P. 392) on the cadastre of St-Féréol, measuring 90 feet in front by 95 feet in depth, E.M., bounded on the north by Royal Road, on the east by a space 57 feet wide used as a passageway by Oscar Lachance between the said emplacement and the one belonging to Cy. Lachance, on the south and the west by the remainder of 392 belonging to Oscar Lachance; with the house and dependencies."

To be sold in the Montmorency Registry Office, at Château-Richer, county of Montmorency, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 21, 1970. 35542

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 46-710. } QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250, boul. Masson, Ville Les Saules, *vs* MICHEL LORTIE, 343, rue Claisse, Duberger.

« Un immeuble situé au 343, rue Claisse, Ville Duberger, province de Québec, et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Québec, dans le cadastre de St-Sauveur, au numéro 2390-51 et 2393-71.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Québec, 3, avenue Chauveau, Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 21 juillet 1970. 35543-o

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 46-710. } QUINCAILLERIE STE-MONIQUE ENR., 1250 Masson Blvd., Town of Les Saules, *vs* MICHEL LORTIE, 343 Claisse St., Duberger.

"An immovable situated at 343 Claisse St., Town of Duberger, Province of Québec, and registered in the Québec Registry Office, on the cadastre of the St-Sauveur, under number 2390-51 and 2393-71.

To be sold in the Québec Registry Office, 3 Chauveau Ave., Québec, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff

Sheriff's Office,
Québec, July 21, 1970. 35543

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 31,332. } SOLO ACCEPTANCE CORPORATION, un corps politique et incorporé, dûment constitué conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse; *vs* EDWIN C. MCKELVEY, de Magog, district de Saint-François, défendeur.

« Le lot numéro huit cent quarante-neuf (849) au plan cadastral officiel du canton d'Orford, après avoir distrait d'icelui cette partie dudit lot située au nord-ouest du chemin et borné au nord par le lot numéro 846 et à l'est et à l'ouest par deux chemins. Avec les bâtisses dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, à Sherbrooke, MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, P.Q., le 16 juillet 1970. 35544

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint-François

Superior Court, Sherbrooke, No 31,332. } SOLO ACCEPTANCE CORPORATION, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* EDWIN C. MCKELVEY, of Magog, district of St. Francis, defendant.

"Lot number eight hundred and forty-nine (849) on the official cadastral plan for the township of Orford, after having deducted thereof; that part of said lot situated on the northwest of the road and bounded on the north by lot 846 and on the east and west by two roads. With buildings thereon erected."

To be sold at the Registry Office, at Sherbrooke, WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, P.Q., July 16, 1970. 35544-o

INDEX No 30

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2599 — Employés de garage, Québec 4080
2599 — Garage Employees, Québec 4080
2685 — Coiffeurs pour hommes et dames, Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre 4142
2685 — Hairdressers (Men's and Ladies') Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre 4142
2686 — Coiffeurs pour hommes et dames, Sherbrooke 4160
2686 — Hairdressers (Men's and Ladies') Sherbrooke 4160
2687 — Bois ouvré, Québec 4143
2687 — Wood Working, Québec 4143
2774 — Assurance-maladie, (*Règlement de la régie de l'assurance-maladie du Québec relatif à la Loi de l'assurance-maladie*) 4143
2774 — Health Insurance, (*By-law of the Québec Health Insurance Board regarding the Health Insurance Act*) 4143
2775 — Assurance-maladie, (*Règlement concernant la Loi de l'assurance-maladie*) 4157
2775 — Health Insurance Act, (*Regulations respecting the Health Insurance Act*) 4157

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'habitation co-op-habitat Valcourt (*Formation*) 4119
Magasin co-op d'Asbestos (*Règl.-By-law*) 4119
Recherches sur l'homme, association coopérative (*Formation*) 4119

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notice***

Saint-Jérôme, village (*Erratum*) 4118

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications:*

Allen, Mireil 4118
Joseph Louis Jacques 4118
Goldberg, Paul 4118
Leboeuf, Joseph Léopold Yvon 4119
Meyerovitch, Peretz Nathan Cyril 4119

BILLS — ***BILLS***

Sanctionnés 4128
Sanctioned 4128

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'économie Canipco — Canipco Credit Union (*Nom-Name ch.*) 4113
Caisse populaire du Sacré-Coeur de Valleyfield (La) (*Formation*) 4113
Caisse populaire « Fontainebleau » (*Formation*) 4113

COMPAGNIES Avis relatifs à la loi des Chartes — demandes d'abandon de — ***COMPANIES Notices relative to the Act of Charters — Applications for Surrender of***

Association des marchands d'alimentation de Montréal inc. 4107
Association of Food Merchants of Montreal Inc. 4107
Belfra Investments Inc. 4106
Cartier Automobile inc. 4109
Domaine Len-Aire-Gi ltée 4109
Eastern Fruit & Poultry Co 4107
Économie Laurentienne inc. 4107
Fisher (David) Corporation 4109
Intermunicipal Realty & Development Corporation 4107
Loisirs de la vallée de l'or inc. 4108
Malin Investments Ltd 4108
McNally (W.) & Company Inc 4107
Ora International Supply Co. Ltd 4110
Pensionnat du Sacré-Coeur de Sherbrooke 4110
Pensionnat d'Youville de Saint-Hyacinthe 4110
Rock Products Investments Ltd 4108
Rohault Mines Ltd. 4108
Société Mont Thabor 4109
Stainless Steel Alloys Canada Limited 4108
United Textiles Ltd 4110
Vardi Investments Ltd. 4109
Western Québec Realty Inc. 4109

Divers — ***Miscellaneous***

Alumnae Association Inc. of the Royal Victoria Hospital Training School for Nurses (*Règl.-By-laws*) 4116
Association au service de l'enfance exceptionnelle inc. (*Règl.-By-laws*) 4116
Club de skis Mont Hibou inc. (*Règl.-By-laws*) 4117
Distribution M S ltée (*Nom ch.*) 4116
Fédération des services sociaux à la famille du Québec (La) (*Règl.*) 4116
Fraternité grecque orthodoxe Saint Kosmas Aetolos (*Règl.*) 4114
Ghislau Mining Corporation Ltd. (*Dir.*) 4114
Gow Fuels Inc. (*Dir.*) 4114
Hôtel-Dieu de Montmagny (*Règl.-By-laws*) 4117
Jukie Inc. (*Nom-Name ch.*) 4114
Laboratoires Satina ltée (*Nom ch.*) 4114
Loisirs N.D.P.S. inc. (*Règl.-By-laws*) 4117
M S Distribution Ltd. (*Name ch.*) 4117
Matrices, Outils R. & B. inc. (*Nom-Name ch.*) 4115
Montreal West Operatic Society Inc. (*Règl.-By-laws*) 4117
Motor Transport Industrial Relations Bureau of Québec (The) (*Règl.-By-laws*) 4117

Divers *Miscellaneous*

(*suite*) (*continued*)

Oeuvre charitable des chevaliers de colomb du Québec (*Règl.-By-laws*).... 4117
Prestige Structural Steel Inc. (*Name ch.*) 4115
Proctor Lake Community Association (*Règl.-By-laws*)..... 4115
Québec Federation of Social Services to the Family (*By-laws*)..... 4117
Redgood Investments Inc. (*Nom-Name ch.*)..... 4115
Robi-Sports Inc. (*Dir.*)..... 4114
Saint Kosmas Aetolos Greek Orthodox Brotherhood (*By-laws*)..... 4114
Satina Laboratories Ltd. (*Name ch.*).... 4114
Sedbergh School Association (*Règl.-By-laws*)..... 4115
Service des loisirs St-Marcel de Pointe-aux-Trembles (*Règl.-By-laws*)..... 4117
Southex (1970) Limited (*Nom-Name ch.*) 4116
Structure d'acier Prestige inc. (*Nom ch.*) 4115

Lettres patentes *Letters Patent*

Agence de réclamations St-Jérôme inc. (L')..... 4064
Agence de voyage Chimo Dixie inc.... 4064
Ambulance Inter-Municipale inc..... 4065
Association des Parents des Élèves de la Paroisse de Ste-Marie-Goretti de Charlesbourg (L')..... 4065
Bellevue Air Service Inc..... 4065
Berclau inc..... 4066
Cabano Holdings Company Limited... 4066
Chénier Service Inc..... 4066
Club de chasse Les Ilets inc..... 4067
Club optimiste Ville du Lac Delage inc.. 4067
Compagnie de meubles Vogue (La).... 4080
Cosy Corner Bar-B-Q and Pizzeria Inc.. 4067
DLST inc..... 4068
Delson construction (1970) inc..... 4068
Distribution Samson inc..... 4069
Dorval Books Inc..... 4069
Éditions du Griffon inc. (Les)..... 4069
Entreprises Jacques Ouellet inc. (Les)... 4070
Ferblanco inc..... 4070
Fibre de verre Varennes ltée..... 4080
Fleuriste Au Petit Soleil ltée..... 4070
Foyer de Dolbeau inc. (Le)..... 4071
Gentleman Custom Shirt Makers of Montreal Inc..... 4071
Gilbert (J.P.) inc..... 4071
Ginori Corporation..... 4072
Green Park Investment Corp..... 4072
Groupe BBB ltée..... 4072
Hughes Industries Ltd..... 4073
Impact Screengraphics Inc..... 4073
International Personnel Consultants Limited..... 4073
L.W.P. Respond-A-Call Inc..... 4074
Lessard (Roch) inc..... 4074
Lubrification Tremblay inc..... 4074
Mines d'antimoine du Québec ltée (Les). 4076
Nettoyeurs buandiers de Québec inc. (Les)..... 4075
Pétroles de Beloeil inc. (Les)..... 4075
Phaneuf (Charles) inc..... 4075
Québec Antimony Mines Ltd..... 4076
Quincaillerie Larivée inc..... 4076
Red Mill Country Club Inc..... 4076
Robac inc..... 4077
St-Jérôme Claims Adjustment Inc..... 4064
Société de Gestion Cabano limitée..... 4066
Société de placement du Cable d'Argent inc..... 4077
Société industrielle et minière du Nord-Ouest Québécois limitée (SIMNOQ) (La)..... 4078
Société Malbec inc. (La)..... 4078
Société Québécoise de Spéléologie..... 4078
Solise inc..... 4079
Systèmes de réponses-à-l'appel L.W.P. inc..... 4074
Taverne Ste-Catherine inc..... 4079
Tip Top Handbags Limited..... 4079
Varennes Fibre Glass Ltd..... 4080
Vogue Furniture Company..... 4080

Sièges sociaux *Head Offices*

B. et C. Morris Construction inc..... 4110
Brasserie du relais inc. (La)..... 4111
Camp St-Charles de Limoilou..... 4111
Institut international de formation professionnelle inc. (L')..... 4111
International Institute of Personal Development..... 4111
Panex Inc..... 4110
Plurax Inc..... 4111
Résidence St-Joseph de Chambly inc... 4111
Solise Inc..... 4112
Souvenir Street Investments Ltd..... 4112

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Bible Christian Union (Québec)..... 4112
Trinity Pentecostal Church..... 4112
Union Chrétienne Biblique (Québec).. 4112

LIQUIDATION avis de *WINDING up Notices*

Association coopérative d'habitation Maniwaki..... 4120
Association coopérative d'habitation des employés civils, Québec (L')..... 4120
Association coopérative régionale co-op habitat de la rive sud-ouest de Montréal..... 4120
Coopérative avicole Marieville..... 4120
Coopérative de téléphone du Petit Saguenay..... 4121
Société coopérative agricole de Ste-Rose-de-Poularies..... 4121

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Ste-Thérèse-Ouest, ville-town (*L.P.*)... 4161

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Saint-Simon-les-Mines (*Dem.-Appl.*)... 4113
Vanier (*Dem.-Appl.*)..... 4113

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurance: *Insurance:*

Compagnie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de St-Eustache, comté des Deux-Montagne (La) (*Annul.*)..... 4121
Transportation Employees' Mortuary Benefit Society of Montreal (*Annul.*). 4122

Industrie et commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages..... 4123
Shell fishing notices..... 4123

Richesses naturelles ***Natural Resources***

Révocation aux droits miniers..... 4123
Revocation to mining rights..... 4123

Voirie ***Roads***

Entretien de routes discontinué..... 4124
Maintenance of roads discontinued..... 4124

RÉGIE des marchés agricoles du Québec ***QUÉBEC Agricultural Marketing Board***

Producteurs de lait, marché de Québec (*Mod.*)..... 4122
Milk producers, Québec Market (*Amend*)..... 4122

SOUMISSIONS — demandes de ***TENDERS — Request for***

Baie d'Urfé, ville-town..... 4131
Gatineau, ville-town..... 4140
Greenfield Park, ville-town..... 4133
Rosemère, ville-town..... 4135
Sherbrooke, cité-city..... 4137
Waterloo, ville-town..... 4139

SYNDICAT Professionnel ***PROFESSIONAL Syndicate***

Association des Camionneurs Artisans du comté de Abitibi-Ouest (*Const.-Inc.*)..... 4122

VENTES ***SALES***

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Québec ***Québec***

Beaudoin *vs* Boudreau..... 4164
Entreprises Zenith & Cie ltée *vs* Labrecque..... 4165
Quincaillerie Ste-Monique Enr. *vs* Lortie 4165

Saint-François ***Saint-François***

Solo Acceptance Corporation *vs* McKelvey..... 4165

Taxes ***Taxes***

Chicoutimi, cité-city..... 4129